

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

L'Inaliénabilité des Forêts Domaniales

ET DE L'AGRANDISSEMENT

DU DOMAINE FORESTIER DE L'ÉTAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 12 Mars 1910, à 3 heures

PAR

Paul CARON

Président : M. LARNAUDE, professeur

Suffragants { *MM. LESEUR, professeur*
JÈZE, agrégé

PARIS-V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

L'Inaliénabilité des Forêts Domaniales

ET DE L'AGRANDISSEMENT

DU DOMAINE FORESTIER DE L'ÉTAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 12 Mars 1910, à 3 heures

PAR

Paul CARON



Président : M. LARNAUDE, professeur

Suffragants { *MM. LESEUR, professeur*
JÈZE, agrégé

PARIS-V°

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

—
1910

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

DE
L'INALIÉNABILITÉ DES FORÊTS DOMANIALES
ET DE
**L'Agrandissement du domaine
forestier de l'Etat**

PRÉFACE

Il ne se passe point de semaine et peut-être de jour, où soit dans la presse quotidienne, soit dans quelque revue, soit à la tribune de la Chambre ou du Sénat, une voix autorisée ne s'élève pour dénoncer comme un péril national la destruction de nos forêts.

L'opinion publique, trop longtemps indifférente, semble enfin s'éveiller.

De nombreuses sociétés : le Touring-Club, le Club-Alpin, « la Protection des paysages », « la Loire navi-

gable », « le Sud-Ouest navigable », « la Société des Amis des Arbres », « la Société forestière de Franche-Comté », « la Ligue du reboisement de l'Algérie, bien qu'à des points de vue différents, poursuivent toutes l'intérêt général et leur campagne active et féconde ne tend rien moins qu'à reconstituer la parure arborescente de nos montagnes.

Mais les appels les plus éloquents et les plus raisonnables n'eussent peut-être point été suffisants si les faits eux-mêmes, hélas ! dans leur brutale réalité, n'eussent plaidé la cause de nos forêts !

Des cataclysmes, sous toutes les formes, avalanches, inondations, cyclones, se succèdent depuis quelques années sans interruption et dénoncent les méfaits du déboisement.

On se souvient encore des catastrophes de Bozel (1904), des Fourneaux (1906), d'Ouzous (1907) et plus récemment des terribles et désastreuses inondations du Midi (1).

1. Au moment où nous portons cette thèse à l'impression des inondations ont lieu sur tous les points du territoire français. Le bassin de la Seine est cette fois le plus éprouvé. Une crue de ce fleuve, d'une violence inotée, dépassant toutes les prévisions, est cause de ruines innombrables ! Des quartiers entiers de Paris et plus de trente communes sont submergés. Les pertes sont immenses, incalculables et l'on a malheureusement aussi des morts à déplorer. Parmi les causes premières du désastre, certaines peuvent échapper à la science et à l'action des hommes. Elles dépendent de conditions atmosphériques particulières. Mais il en est une qui apparaît clairement. C'est celle qui a donné à la crue son caractère désastreux : c'est le déboisement inconsidéré de cer-

A l'heure donc où les esprits soucieux de l'avenir se préoccupent des questions forestières, voient avec inquiétude les coupes abusives pratiquées dans les forêts privées, et l'œuvre néfaste des syndicats de déboisements, à l'heure où la parole prophétique de Colbert : « La France périra faute de bois », s'impose à nos pensées, il nous a paru qu'il serait opportun de tourner notre attention vers les forêts domaniales qui constituent la suprême réserve boisée de notre pays et de consacrer ce petit travail à l'une des règles légales qui autrefois les protégeait, et abandonnée ensuite à tort pensons-nous : Nous voulons parler du principe de l'inaliénabilité.

Après une introduction destinée à montrer le rôle économique, climatérique et politique des surfaces boisées ; après avoir examiné ce qu'était le domaine forestier de notre ancienne France, les principales causes de la destruction des forêts au cours des siècles, nos ressources boisées actuelles, nous aborderons l'étude du principe de l'inaliénabilité des forêts domaniales.

Nous examinerons ce principe à trois époques différentes, sous notre ancien droit, à l'époque révolutionnaire, dans notre législation actuelle. Nous verrons,

taines parties du Morvan, de l'Argonne et du plateau de Langres ! Le bon sens du public ne s'y est pas trompé, et hier déjà, dans sa séance du 31 janvier 1910, le Conseil général de la Marne considérant que la catastrophe était due au déboisement émettait le vœu que le reboisement soit encouragé et favorisé dans les parties supérieures du bassin de la Seine.

comment au principe de l'inaliénabilité des grandes masses forestières a succédé le principe de l'aliénabilité (loi de finances du 25 mars 1817), les conséquences de cet abandon. Nous exposerons les avantages et les inconvénients de l'aliénation des forêts, puis nous rechercherons ce que sont devenues en fait les forêts aliénées au siècle précédent.

Nous dégagerons de l'étude de ces questions la conclusion qu'elle comportera, relativement au principe de l'inaliénabilité.

Enfin comme au cours de nos développements nous aurons été amenés à constater la situation précaire de la propriété forestière privée en France, nous rechercherons dans une deuxième partie les moyens les plus efficaces, pour écarter les dangers qui, actuellement, menacent les forêts particulières dans leur existence et nous nous occuperons de la question de l'agrandissement du domaine forestier de l'Etat.

Pour mener à bien notre tâche, nous nous sommes aidé des cours de nos professeurs d'abord, puis d'un certain nombre d'ouvrages ou d'écrits, notamment de ceux de MM. Cardot, Guyot, Hüffel, Reynard, Tessier.

Nous avons éprouvé à toutes ces lectures le plus vif intérêt et nous sommes heureux de pouvoir apporter ici à leurs auteurs le tribut de notre admiration ! Nous ne nous cachons pas, d'ailleurs, que c'est à eux que nous serons redevables de ce qu'il pourra y avoir d'intéressant dans ce travail.

INTRODUCTION

Utilité des forêts

SECTION PREMIÈRE

Principaux services directs rendus par les forêts. — Le bois de feu. —

Le bois d'œuvre. — Usages anciens et nouveaux du bois d'œuvre.

— Importations et exportations des bois en France en 1906 et en 1907. — Craintes d'une disette générale des bois d'œuvre dans le monde.

A l'aube de l'histoire, chez les peuples nomades, non encore adonnés à l'agriculture, la forêt fournit à l'homme tout ce qui est nécessaire à son existence ou à son agrément. Fruits, gibier, matériaux pour la construction de ses cabanes, bois pour son foyer, asile où il pourra dépister ses ennemis, temples pour le service du culte de ses dieux.

Au cours des âges, avec les progrès de la civilisation cette importance primitive de la forêt diminue, ou plutôt, certains des besoins auxquels elle répondait ont changé.

Elle n'en est pas moins restée jusqu'au début du XIX^e siècle la seule source de combustible.

Le bois de feu a été le premier le plus considérable

des produits de la forêt sinon par sa valeur du moins par sa masse.

« Aujourd'hui encore, les trois quarts de la production ligneuse française est en bois de feu (1). »

Mais depuis l'emploi de la houille, celui-ci a cessé peu à peu d'être un objet de première nécessité.

La production houillère française qui est en 1787 peu après la découverte du gisement d'Anzin de 227.000 tonnes, s'est élevée en 1901 à 32 millions de tonnes. Elle a plus que centuplé en un siècle.

Cet emploi de plus en plus répandu du charbon de terre comme combustible, joint à celui du fer et de l'acier comme matériaux de construction a répandu ce préjugé que le bois serait dans l'avenir un produit délaissé et que le rôle économique des forêts tendrait à devenir insignifiant.

Il nous suffira sans nous étendre de passer en revue les différents modes d'utilisation du bois d'œuvre, c'est-à-dire du bois destiné à un autre emploi que le chauffage pour voir combien cette idée est fausse.

S'il est vrai que la marine de guerre, autrefois grande consommatrice de bois, n'emploie plus que le fer ou l'acier pour la construction de ses navires, et que la marine marchande tend à suivre cet exemple, si, dans les énormes constructions pour des pièces de grande portée, là où des résistances exceptionnel-

1. G. Hüffel, *Législation et Economie forestière*, t. I, p. 10.

les doivent être fournies par des pièces de faible volume, le fer a remplacé le bois d'œuvre, celui-ci répond encore à tant de besoins anciens et nouveaux que l'on peut le considérer avec raison comme l'un des éléments les plus essentiels du développement économique de la nation.

L'emploi des résineux est de plus en plus fréquent grâce à la richesse générale sans cesse grandissante qui fait que l'on construit aujourd'hui plus spacieusement qu'autrefois.

Les bois de fente, chênes merrains et autres sont employés en très grandes quantités au logement des vins, la France est loin de suffire à sa consommation. Nos besoins annuels variables suivant l'importance de la récolte de la vigne sont couverts par des importations provenant d'Autriche-Hongrie et des Etats-Unis. En 1902, la valeur de ces importations s'était élevée à 33 millions de francs(1).

Les *sciages de chêne* et de résineux qui servent à la menuiserie et à l'ébénisterie nous arrivent de l'étranger et nos importations ordinaires annuelles s'élèvent à environ 1.100.000 tonnes de résineux et à 60.000 tonnes de chêne représentant une valeur de 130 millions au moins.

Mais ce sont là des utilisations anciennes du bois d'œu-

1. Hüffel. *Législation et Economie forestière*, t. I, p. 16.

vre. Depuis un demi-siècle, toute une catégorie de bois d'œuvre, jadis inconnue, a pris rapidement une grande importance.

Ce sont d'abord les *étais de mines*.

Les houillères emploient pour étayer leurs galeries des quantités énormes de bois en grume de faibles dimensions dont la fourniture est devenue un débouché important pour beaucoup de forêts.

La demande augmente sans cesse. Ainsi à elles seules pour l'année 1903 les houillères belges ont consommé en étais de mines environ 1 million de mètres cubes valant 24 millions de francs.

Un besoin, nouveau également, s'est manifesté depuis la création des chemins de fer. La forêt fournit chaque année des quantités croissantes de *traverses*. En vain, a-t-on essayé de les remplacer par des traverses métalliques. Celles-ci n'ont donné que des mécomptes. La supériorité du bois n'est plus contestée. L'on a calculé que notre réseau de chemins de fer renfermait plus de 400 millions de traverses. Son entretien en exigeait annuellement 5 millions, représentant un volume en grume de 800.000 mètres cubes (1).

1. Hüffel, *Législation et Economie forestière*, t. I, p. 20.

Ce ne sont pas seulement les grandes forêts domaniales ou particulières que les compagnies de chemins de fer épuisent à cause de leurs besoins toujours plus grands de grosses pièces de chênes. Elles obtiennent maintenant les beaux arbres isolés croissant dans les champs et les haies en tentant leurs propriétaires par des offres élevées. Le gouvernement devrait surveiller de très près les agissements de ces compagnies et au besoin y mettre un terme,

Nous ne ferons que signaler, pour ne pas nous étendre, le *débit en pavés* et le *débit en paille de bois* pour emballage, mais nous sommes forcé de dire quelques mots de la fabrication *du papier au bois*, industrie qui a pris depuis quelques années un développement extraordinaire.

L'idée d'utiliser la cellulose extraite du bois à la confection du papier est assez ancienne, mais ce n'est qu'à partir de 1850 que les procédés de fabrication devinrent pratiques.

Grâce à certains procédés chimiques, on obtient avec le bois, des papiers de première qualité et suivant l'avis de beaucoup de fabricants aussi beaux et meilleurs que ceux préparés avec les pâtes de chiffons.

On sait combien est énorme la production de papier dans le monde entier. On l'estimait à plus d'un milliard et demi de kilogrammes en 1895. En 1901, la France importait 164 millions de kilogrammes de papiers et la consommation augmente sans cesse (1).

Un écrivain anglo-saxon a calculé qu'il suffit de neuf romans à succès pour absorber un petit bois. Les

1. L'importation des bois d'essences résineuses en rondins, destinés à la fabrication des pâtes de papier ne cesse de s'élever. En 1892 cette importation était de 60.080 tonnes. Elle s'est élevée en 1908 à 206.284 tonnes correspondant à un cube de forêt de 375.000 mètres cubes. Si l'on ajoute à ce chiffre celui de 1.965.359 mètres cubes que représentent les pâtes de cellulose chimiques et mécaniques importées en 1908, on arrive au total de 2.340.359 mètres cubes de bois résineux tirés de l'étranger pour approvisionner nos papeteries.

22.000.000 de livres de papier que représente ce stock de librairie exigent le sacrifice de 4.000 arbres successivement réduits en poudre et passés au lami-noir (1 et 2).

Enfin, depuis quelques années, on a découvert un procédé chimique qui permet de transformer la cellulose du bois en une matière visqueuse qui passée à la filière donne un fil possédant le brillant et la finesse de la soie. Les tissus fabriqués ainsi rivalisent avec la soie véritable dans les ameublements et les tentures. Différentes usines exploitent avec succès cette industrie de *la soie artificielle*.

Tous ces nouveaux emplois du bois d'œuvre nous permettent de dire avec assurance que la forêt n'a rien perdu de son importance économique. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir les chiffres suivants.

Si nous examinons le commerce extérieur des bois en France en 1907 et en 1906 nous voyons que la valeur totale des bois importés chez nous en 1907 s'est

1. *Bulletin trimestriel de la Société forestière française des Amis des Arbres*, année 1907, n° 57, p. 89.

2. Les 30.000 journaux, quotidiens d'Europe, d'Amérique d'Asie, etc. qui se tirent à des millions d'exemplaires consomment par jour environ 1.000 tonnes de pâtes de bois, et comme il paraît en moyenne 200 livres journalièrement, on atteint une consommation annuelle de plus de 375.000 tonnes de pâtes à papier d'impression sans compter les prospectus, les papiers à écrire, les papiers d'emballage, etc... (*Revue scientifique*, 2 mars 1907).

élevé à 183 millions contre 172 millions de francs en 1906 (1).

Les exportations ont été de 69 millions de francs en 1907 contre 58 millions en 1906.

Relativement aux besoins de la consommation notre production ligneuse accuse un déficit d'une valeur de 114 millions de francs.

Si l'on ajoute que l'on a importé en 1907 pour environ 50 millions de francs de pâtes de bois contre 45 millions en 1906 (défalcation faite des exportations), l'on voit que nous avons payé à l'étranger un tribut de 164 millions de francs (2).

La consommation du bois d'œuvre est telle que c'est même avec certaines craintes que l'on envisage l'avenir.

En effet pendant la durée de l'Exposition de 1900 eut lieu à Paris la réunion d'un congrès forestier dans lequel s'ouvrit une discussion des plus intéressantes sur l'insuffisance de la production des bois d'œuvre dans le monde. Il fut démontré par des chiffres contrôlés que si des mesures n'étaient pas prises pour

1. D'après les rapports de la Commission des valeurs de douane sur le commerce extérieur de la France pendant l'année 1908, nos importations de bois commun ont continué à augmenter pendant l'exercice 1908; elles se sont élevées à 1.890.869 tonnes métriques représentant une valeur de 187.702.000 francs.

2. Chiffres extraits du *Bulletin trimestriel de la Société forestière française des Amis des Arbres*, n° 61, p. 208.

empêcher la destruction des forêts actuellement existantes, il arriverait fatalement un moment où les réserves épuisées, le bois d'œuvre manquerait complètement, aussi bien en Europe que dans les autres parties du globe, ce qui constituerait, au point de vue économique, un péril dont il importe dès maintenant de prévoir la gravité (1).

SECTION II

Principaux services indirects rendus par les forêts. — Influence des forêts sur le climat en général ; sur les pluies ; sur les sources ; sur le régime des cours d'eaux, etc. ; leur rôle politique et esthétique.

Les forêts ne sont pas seulement précieuses par les produits ligneux qu'elles nous donnent ; elles jouent un rôle essentiel dans la grande harmonie des forces de la nature.

Nous n'aurions d'elles qu'une idée bien incomplète si à côté des services directs que nous venons de passer rapidement en revue nous n'examinions maintenant les principaux services indirects qu'elles nous rendent.

1. Cette thèse, *De l'insuffisance de la production des bois d'œuvres dans le monde*, fut admirablement mise en lumière par M. Méléard. Paris, 1900. Imprimerie Nationale.

Ce mémoire fut très remarqué au Congrès de 1900.

Dans une réunion de la Société des Arts à Londres la même thèse a été reprise par M. Schlich le 27 février 1901, ainsi qu'en Italie en 1904 par M. le professeur Lunardon.

La présence de massifs boisés importants a une influence incontestable, non seulement sur le climat local des points où ils croissent, mais sur le climat général de la région où ils sont situés.

Des savants distingués tels que Humboldt, Boussingault, Becquerel ont signalé l'action de la forêt sur la température de l'air. « Mais, ce n'est qu'à partir d'une époque tout à fait récente qu'on a abandonné en cette matière la méthode des théories *a priori*, et qu'on a cherché à donner à nos connaissances la seule base certaine, l'observation scientifique (1).

Chez nous, des expériences méthodiques ont été poursuivies depuis l'année 1866 par l'Ecole forestière de Nancy. A l'étranger, l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche ont créé des stations de météorologie forestière.

Il résulte de ces travaux ce premier fait bien établi :

Les forêts *abaissent la température d'une façon sensible pendant l'été ; elles l'élèvent pendant l'hiver* et pour l'année entière leur influence se traduit par un abaissement d'environ $1/2$ degré de la température moyenne. En déprimant les maxima et en relevant les minima elles exercent *une action régulatrice sur le climat* (2).

1. Hüffel. *Législation et Economie forestière*, liv. I.

2. Henry Lafosse. « Sur le rôle des forêts au point de vue des services indirects ». *Annales de la Science agronomique française et étrangère*, 8^e année, 1902-1903.

De plus, il est prouvé que l'action de la forêt consiste à relever la température de l'heure la plus froide du jour. L'on conçoit, au point de vue pratique, l'importance de ce fait et le parti que l'on peut tirer de l'abri protecteur des grands arbres pour diminuer le refroidissement et écarter le fléau si redouté des gelées tardives (1).

Non seulement il est établi que la forêt exerce une action sur la température de l'air du lieu où elle se trouve, mais à la suite des travaux de certains savants russes et du météorologiste viennois Hann, il semble que l'on puisse admettre que l'action du massif boisé se fait sentir à distance de ses rives et d'une façon assez sensible pour modifier (au point de vue de la température), le climat général des régions dont le taux de boisement est élevé.

Un autre fait bien établi est l'influence des bois sur *l'état* hygrométrique et les précipitations atmosphériques.

Les arbres aspirent l'eau du sol à une profondeur que nul végétal ne peut atteindre pour la rendre à la circulation générale. Les forêts fournissent ainsi à l'atmosphère de la vapeur d'eau d'une façon continue et

1. Les prairies normandes sont presque toujours entourées de talus surmontés de grands arbres ; c'est grâce à ces arbres que les nombreux pommiers plantés dans ces prairies fleurissent et fructifient plus abondamment qu'ailleurs.

contribuent à entretenir cette couche d'humidité qui nous enveloppe et dont le rôle est si indispensable à la vie. A la puissance d'évaporation des végétaux forestiers est due le pouvoir desséchant des arbres, mis si souvent à profit dans les endroits marécageux. C'est comme on le sait, aux plantations que l'on doit l'assainissement des Landes, de la Sologne, des marais Pontins, etc... Cette action hygrométrique de la forêt agit sur la formation des pluies.

M. Mathieu, de l'Ecole Forestière de Nancy, a pu établir d'une façon indiscutable que la couche recueillie en forêt est plus haute de 15 centimètres que celle obtenue hors des massifs. C'est ainsi qu'en Lorraine où la lame pluviale est de 600 millimètres, la pluie tombe en quantité, un quart en plus sur les forêts que hors bois.

Des recherches faites en Bavière, aux Indes, en Russie ont confirmé les expériences de M. Mathieu.

Cette action des forêts sur les précipitations atmosphériques ne s'arrête pas à leur lisière, les terres environnantes en recueillent le bénéfice.

Les Russes mettent à profit cette propriété de massifs boisés. Ils sillonnent de bandes de forêts les immenses plaines du Tchernozems non seulement pour former des abris contre les vents, mais pour attirer sur leurs champs de blé le supplément de pluie si souvent nécessaire à sa fécondité (1).

1. Henry Lafosse. *Annales de la Science agronomique française et étran-*

Ce rôle des forêts sur les pluies bien établi, quelle est leur influence sur les sources ?

Dans un mémoire sur le rétablissement et la conservation des forêts (1739), Buffon écrivait : « Plus un pays est défriché, plus il devient pauvre en eau. »

Le Code forestier de 1827 s'inspire de cette croyance que la forêt exerce encore ici une influence utile lorsqu'il autorise les agents forestiers à s'opposer à des défrichements de bois en vue de protéger l'existence des sources (1).

Bien que l'histoire abonde d'exemples de fleuves ou de lacs taris, de pays fertiles transformés en déserts par suite du manque d'eau succédant à la ruine des forêts (2) la question n'est pas encore bien résolue dans le sens de l'affirmative.

M. Hüffel dans le premier volume de son *Economie forestière* consacre avec un admirable esprit critique

gère (8^e année, 1902-1903). Article sur le rôle des forêts au point de vue des services indirects.

1. Art. 220 du Code forestier.

2. Voir les articles de M. Onésime Réclus sur la Grèce dans *La Terre à vol d'oiseau*.

« Les forêts que chantaient les poètes ont été dévastées... Les sources ont séché, les rivières, devenues torrents, n'ont d'eau que pour décharner la montagne et entraîner vers la mer les alluvions de la plaine... A la place d'une nature où la grâce et la fraîcheur s'alliaient à la beauté des profils, à l'éclat du ciel, à la grandeur des horizons, il ne reste dans les cantons les plus fameux jadis que des monts sans bois, sans prairies, sans fontaines, des roches étranges et arides, des gorges où le soleil brûle, des vallées tantôt sèches, tantôt noyées et malsaines. » De l'antique Hellénie, le voyageur ne retrouve plus rien excepté « ce que

une longue et minutieuse étude aux travaux de recherches opérés à ce sujet en France et à l'étranger.

Nous empruntons à la conclusion de ce travail les faits suivants que l'on peut considérer comme bien établis :

1° La forêt augmente la fréquence des précipitations atmosphériques ;

2° Le sol forestier reçoit au moins malgré l'écran des cimes plus d'eau que le terrain agricole voisin ;

3° La forêt diminue l'évaporation physique et supprime à peu près complètement le ruissellement.

Aussi dans les cas très nombreux où l'un de ces phénomènes, et *a fortiori* lorsque les deux à la fois jouent un rôle prépondérant, comme il arrive dans les régions chaudes et les terrains en pente, on doit admettre sans restriction que la forêt favorise l'alimentation de la nappe souterraine et par suite celle des sources ;

4° En terrain plat et sous des climats froids ou tempérés on ne peut en l'état actuel de la science assurer que la forêt favorise ou contrarie l'alimentation des eaux souterraines (1).

l'homme ne peut ni dominer, ni ruiner, ni flétrir, le soleil chaud, le ciel clair, la mer bleue, les lignes pures ».

« Depuis la ruine des forêts, Malte, la Sicile ne sont plus que des rochers stériles, etc... »

« Qu'est devenue cette belle contrée de Chanaam citée par la Bible comme le pays le plus fertile de l'univers ? Toute cette région si renommée par la douceur de son climat, privée de ses forêts, manque d'eau et de végétation ». (*Des forêts et de leur influence sur les climats*, par Becquerel.)

1. Hüffel. *Législation et économie forestière*, t. I, p. 107.

En dehors de leur influence régulatrice sur les éléments constitutifs du climat et de leur action sur les sources, les forêts agissent puissamment comme agents mécaniques de résistance contre l'action des eaux, contre les éboulements des terres et des rochers.

Nous laisserons de côté les effets produits par la végétation forestière, pour *empêcher l'érosion, éteindre les torrents, remédier aux désastres des inondations arrêter l'ensablement des cours d'eaux.*

L'étroite solidarité qui existe entre la prospérité des plaines et le boisement des montagnes déjà signalée à la fin du xvi^e siècle par les cours souveraines du Dauphiné, de la Provence, du Languedoc, n'a cessé de s'imposer avec une force chaque jour grandissante et Surell la formula magistralement dès 1838(1).

Les forêts ne nous protègent pas seulement contre les intempéries et les cataclysmes elles nous servent *de rempart naturel contre l'ennemi* (2) et elles sont aussi une des plus grandes beautés de la nature(3). De

1. Surell. *Etude sur les torrents des Hautes-Alpes.*

2. Voir dans le livre de M. L. Breton, *Du rôle des forêts en temps de guerre*, 1894, p. 3, l'opinion du général Pierron sur la nécessité de garder intacts les massifs boisés de l'est et du nord-est de la France, pour nous protéger contre une invasion venant de la Lorraine ou de la Belgique.

3. Ce souci du décor esthétique apparaît dans *L'Empire du Soleil Levant*. D'après la loi forestière promulguée en 1897 tout peuplement peut être déclaré « de protection » pour des motifs rappelant ceux de notre Code forestier ; le mikado leur fit ajouter *la conservation du cachet pittoresque d'une contrée*. A la Nouvelle-Zélande une loi du 31 mars 1906

tout temps elles ont inspiré nos poètes, nos penseurs et nos artistes. Nous leur devons de beaux vers et de merveilleux tableaux.

Au point de vue hygiénique et médical leur rôle n'est pas moindre.

N'est-ce pas sous leurs vertes frondaisons que l'on trouve dans un milieu vivifiant et dans un air pur ce calme bienfaisant qui repose des agitations de la vie moderne !

Nous pourrions envisager sous bien d'autres aspects encore, les services indirects rendus par les forêts. Il faut nous arrêter, le sujet est pour ainsi dire inépuisable !

Mille sunt usus earum sine quibus vita degi non possit, disait déjà Pline.

Or, chaque jour, la science nous apporte en faveur de la conservation des forêts des faits absolument nouveaux (1).

y proclame *paysages classés*, plus de 27.000 hectares choisis pour leur beauté scénique.

1. Depuis 1882 un ensemble de faits considérables intéressant les forêts surtout en montagne s'est révélé : houille blanche, disette d'eau, obstruction de lits fluviaux, d'estuaires ; défense hygiénique des captages d'eaux d'alimentation, de crues glaciaires, mouvement agraire, exode rural, idées coopératives, etc...

La découverte la plus récente est la fixation de l'azote atmosphérique par les feuilles mortes, en forêt. Voir l'article de E. Henry. *Revue des Eaux et Forêts*, 15 janvier 1903.

Plus l'on avance, plus l'horizon s'élargit ; à chaque pas l'on comprend davantage que « la nature a rattaché par des liens secrets le destin de l'homme à celui des forêts » (1).

1. Devise du *Mémoire* de Moreau de Jonnés, *Mémoire* couronné par l'Académie royale de Bruxelles, 1825.

CHAPITRE PREMIER

Les richesses forestières de la Gaule et de l'ancienne France

La Gaule, à l'époque de la conquête romaine, offrait l'aspect d'une immense forêt entrecoupée de clairières. Pomponius Mela la qualifiait *d'amœna lucis immanibus* et tout ce que rapporte César en ses *Commentaires* est d'accord avec les paroles du géographe latin.

Si plusieurs régions du Sud de la Gaule : la Provence, la Narbonnaise, l'Aquitaine, étaient moins boisées, et si des champs de blé, d'orge et d'autres céréales avaient en certaines régions du Centre pris possession du sol, de longues bandes de forêts coupaient en tous sens le pays et séparaient les territoires des divers peuples celtiques.

Les marches ou frontières étaient laissées sans culture suivant un usage commun à la Gaule et à la Germanie (1).

1. Maury. *Les forêts de la Gaule et de l'ancienne France.*

Mais c'est vers le Nord de la Gaule que les bois devenaient de plus en plus épais, de plus en plus vastes.

Au delà de la Loire, les forêts actuelles d'Orléans, de Montargis, de Rambouillet, de Saint-Germain sont les restes d'un immense massif qui s'étendait jusqu'à la Seine.

A l'Ouest, le Maine, l'Anjou, la Bretagne étaient traversés de grandes zones forestières.

Les arbres débordaient jusque dans la mer.

Les plages sablonneuses qui entourent le Mont Saint-Michel étaient une forêt (1).

Quand on avait passé la Seine, on entrait dans la Gaule Belgique ; le pays n'était plus alors qu'une vaste nappe arborescente (2).

Au Nord et Nord-Est de Lutèce les forêts actuelles de l'Isle-Adam, de Chantilly, de Villers-Cotterets, de Compiègne, de Coucy se rejoignaient, ne formaient qu'un seul massif se prolongeant jusqu'à l'Amiénois.

Au delà de la Somme et de l'Aisne s'étendait la Forêt Charbonnière ainsi appelée à cause du charbon qu'on en tirait (3). Elle occupait l'ancien territoire des Nerviens (4), des Atrébates (5) et des Morins (6).

1. A. Laisné. *Etude sur l'ancien état de la baie du Mont Saint-Michel d'après les manuscrits de l'abbaye de ce mont.*

2. Maury, p. 51.

3. Grégoire de Tours. *Histoire ecclésiastique française*, II, 9.

4. C'est-à-dire l'emplacement actuel du Hainaut, de l'Artois, du Bourbonnais.

Enfin venait la forêt des Ardennes la plus grande, la plus sauvage de toute la Gaule. Elle se déployait sur une longueur de cent lieues depuis le pays des Nerviens jusqu'aux Vosges, jusqu'au Rhin.

Les renseignements d'auteurs anciens nous donnent quelques indices sur les essences qui peuplaient ces forêts. Pline mentionne la présence de sapins dans les Alpes, les Vosges et le Jura, et en plaine de bouleaux et de hêtres (1). Mais l'arbre le plus répandu était le chêne. Parlant des chênes de la Gaule, César nous dit que leur majestueuse grandeur dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Ils sont, dit-il, contemporains de la création du monde et semblent le symbole de l'immortalité.

L'aspect de la Gaule au moment de la conquête était donc essentiellement forestier. Les forêts étaient propriété collective. La propriété collective du sol était, d'ailleurs, le principe ; la propriété immobilière individuelle n'apparaissait qu'à l'état d'exception (2).

L'arbre est *res nullius*. Il appartient à celui qui l'abat. Les forêts sont considérées comme une chose qui ne peut s'épuiser et chacun y prend librement et sans contrôle ce dont il a besoin. Loin d'avoir à les ménager, les Gaulois sont plutôt contraints de

1. P. Weyd Pline. *Etude d'archéologie forestière*. Poitiers, 1897, p. 14.

2. D'Arbois de Jubainville. *Recherches sur l'origine de la propriété foncière en France*, p. 5, 1890.

leur disputer les clairières où ils ont construit leurs cabanes (1).

La Gaule conquise, les forêts deviennent propriété impériale, celles tout au moins servant de frontières, entre les différentes peuplades ainsi que les grands massifs éloignés (les Vosges, les Faucilles, le plateau de Langres).

C'est là l'origine première des forêts qui sous l'ancien régime s'appelleront forêts du domaine royal ou de la Couronne.

Existait-il alors des forêts particulières ? Il semble bien que l'on puisse répondre affirmativement. La plus grande partie du territoire habitée en dehors des propriétés impériales avait été divisée en « fundi » par les agrimensores d'Auguste. Certains auteurs ont cru pouvoir considérer comme premier embryon de la propriété forestière privée les forêts qui pouvaient se trouver dans la partie du « fundus » partagée entre les clients par le seigneur.

Il est certain d'ailleurs qu'avec l'extension de la législation romaine et la tendance à individualiser la propriété qu'elle introduisit, l'indivision en matière de propriété forestière dut cesser en grande partie. Aussi quand les Francs et autres populations germaniques envahirent la Gaule, bien des forêts étaient-elles déjà

1. Ch. Lefebvre. « Sylviculture. Origines ». *Revue des Eaux et Forêts*, septembre 1892, p. 386.

devenues la propriété des nobles, d'hommes riches ; ce qui le prouve, c'est que toutes les lois barbares opposent constamment la forêt commune ou indivise à la forêt particulière ou partagée (1).

Fixer un chiffre de l'étendue des forêts en Gaule au moment de l'occupation romaine paraît bien téméraire. M. Leroy-Beaulieu écrit que l'on estimait à plus de 40 millions d'hectares la superficie couverte par elles (2).

Quoi qu'il en soit, leur destruction devait bientôt commencer. La marche du déboisement est rapide pendant les siècles de « paix romaine » (3). Puis les guerres des Francs contre les Romains furent une cause de dévastation (4).

Aussi à l'époque carolingienne si la plupart des grands massifs existent encore, ils n'offrent déjà plus cette continuité qui avait tant effrayé César et ses légions (5).

Mais pour d'autres raisons que nous allons examiner, la marche du déboisement allait s'accélérer.

1. *Lex Wisigoth.*, VIII, iv, 27 ; II, 11 ; III, viii.

2. P. Leroy-Beaulieu. *Traité de la Science des finances*, 4^e édition, t. I, p. 48.

3. Duruy. *Histoire des Romains*, t. V, p. 55 ; t. VII, pp. 165 à 167.

4. Méaume. *Introd. historique à la jurisprudence forestière*.

5. Maury. *Histoire des forêts de la Gaule et de l'ancienne France*.

CHAPITRE II

Principales causes de la destruction des forêts au cours des siècles

1^o Défrichements des moines. — Abus des droits d'usage. — Accroissement de la population. — Développement de la marine et de l'industrie. — Liberté complète du défrichement accordée aux particuliers. — Abandon du principe de l'inaliénabilité des forêts. — Notre domaine forestier au commencement du xx^e siècle — Taux de boisement de notre pays. — Comparaison avec l'étranger.

La fondation des ordres religieux, les progrès de la vie monastique eurent une influence considérable sur la mise en culture des forêts.

Du vi^e au vii^e siècle, de pieux solitaires cherchèrent chez nous au cœur de certains massifs boisés une retraite où ils pussent se livrer librement à leurs méditations et à leurs pénitences.

Ces ermitages furent remplacés plus tard par des monastères qui devinrent des centres agricoles. Les moines défrichaient autour d'eux. Leurs règles leur faisaient un devoir du travail manuel et leurs besoins domestiques les obligeaient à cultiver.

Tantôt, les possesseurs de la forêt, le roi, le seigneur ou l'évêque, concédaient aux moines la jouissance du terrain défriché à la charge d'une redevance, tantôt le

roi et le seigneur la leur donnaient pour le remède de leur âme.

« La munificence des grands et les terreurs de l'an 1000 ont donné aux moines de vastes territoires. Les colonies miséreuses du ^{vii}^e siècle (1) sont devenues de puissants monastères et des villages grandissent à l'ombre de leurs églises romanes (2).

C'est aux abbayes de Notre-Dame-des-Vaux-de-Cernay qu'est dû le démembrement de la vaste forêt des Yvelines. La forêt d'Orléans était au ^{xii}^e siècle parsemée de colonies monacales, c'est-à-dire de centres de défrichements.

Il en fut de même en Picardie, en Artois, dans les Ardennes, en Bretagne, en Normandie, en Touraine. Sur tous les points de la France alors les forêts s'éclaircissent sous la cognée des moines et firent place aux moissons.

Le clergé régulier a donc été un des grands agents du déboisement. Le clergé séculier l'accéléra de son côté, poussé par l'intérêt qu'il avait aux défrichements. Ayant droit à la dime sur les parties mises en culture, il encouragea les colons dans leur œuvre de destruction.

Droits d'usage. — Une autre cause de ruine pour les forêts ce fut l'abus des droits d'usage.

1. Rivière. *Biens communaux en France*, p. 410.

2. G. d'Avenel. *La Fortune privée à travers sept siècles*, p. 162.

L'origine historique de ces droits est très ancienne et se perd dans la nuit des temps. On ne peut dire à quelle époque ils ont commencé.

A Rome, à l'époque classique, les usages dans les forêts étaient considérés comme des servitudes.

Cela est attesté par les écrits de Paul et d'Ulpien.

Dans notre ancien droit, ce principe était admis (1).

Tous les auteurs anciens qui ont écrit sur la matière avant le Code placent ces droits d'usage au nombre des servitudes.

Nous n'avons pas, d'ailleurs, ici à prendre parti sur l'origine controversée de ces droits, de savoir s'ils proviennent de concessions consenties aux communes par les seigneurs hauts justiciers, ou s'ils sont un reste, un vestige épargné par les siècles de l'ancien droit de propriété sur les forêts dont les communes ont été exhérédiées.

Il est probable, d'ailleurs, qu'on ne saurait assigner à ces usages une origine unique et que si certains droits existent de toute antiquité, si d'autres résultent de concessions consenties par les seigneurs il en est aussi qui peuvent résulter d'une simple possession, ne s'appuyant sur aucun titre, mais prolongée pendant un temps suffisant pour faire acquérir la prescription (2).

1. Voir le *Commentaire de Legrand*, art. 68 de la *Coutume de Troyes*.

2. Béquet. *Répertoire de droit administratif*, t. XVII, p. 134, article de M. Henry Michel, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Ce qui nous intéresse ici, c'est de considérer comment en dégénérant sur plusieurs points en abus ils amenèrent la détérioration des forêts.

Une foule d'individus et de communautés obtinrent le privilège de ramasser et de couper le bois nécessaire à leur chauffage, à la construction et à la réparation de leurs demeures, voire même à la confection de leurs outils aratoires (1).

C'est surtout à partir du XIII^e siècle que le mal sévit le plus. Il ne faut pas oublier que la disproportion est alors immense entre le petit nombre des habitants et la grande étendue du sol ; la terre ne vaut que par le nombre d'hommes taillables et corvéables qu'elle nourrit et qui constituent l'élément essentiel du domaine. Chaque propriétaire redoute de voir sa terre abandonnée, et c'est à qui accordera aux hommes de son domaine pour les retenir et même pour attirer ceux du domaine voisin les droits d'usages les plus étendus (2).

Les abus devinrent tels que nous voyons en 1346 Philippe de Valois déclarer qu'il ne serait plus accordé d'usage dans les forêts à cause de leur diminution et du préjudice que cela leur causait.

Dans l'ordonnance de Melun de 1376 (3), nous voyons

1. Maury. *Les Forêts de la Gaule et de l'Ancienne France*.

2. G. d'Avenel. *La fortune privée à travers sept siècles*, p. 162. — H. Sée. *Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge*, p. 166.

3. Isambert. *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. V, p. 467.

établie une distinction entre les termes de bois mort et de mort-bois dont le sens était si différent et que des gens intéressés avaient absolument confondus pour étendre au bois vert, le droit d'usage dont ils jouissaient sur le bois mort (1).

Quand on parcourt le *Recueil des ordonnances des rois de France* du XIII^e au XVII^e siècle on y trouve la constatation de la ruine croissante des forêts.

François I^{er} s'efforce de réprimer par des peines sévères les déprédations des usagers.

Henri IV entreprend de réduire le nombre infini des droits d'usages (2) et d'arrêter l'extension des coupes exagérées, « considérant que les grands dégâts des forêts du royaume, tant de celles du domaine royal que de celles des ecclésiastiques, commanderies et communautés proviennent de ventes extraordinaires qui se font contre les règlements et de l'*extrême quantité d'usages* et des délits, abus, malversations qui se commettent en ces forêts ».

1. Le mort-bois consistait en bois-vifs tels que marsaux, aunes, coudres, épines (Voir René de Maulde. *Etude sur la condition forestière de l'Orléanais*).

2. Ce n'est pas seulement le nombre des droits d'usage qui était infini, mais aussi celui des usagers. On peut s'en faire une idée par les faits suivants :

« En 1493, 169 collectivités d'habitants ou personnes déterminées jouissaient de droits d'usage dans la forêt d'Orléans, savoir : 44 paroisses entières, 72 maisons ou lieux particuliers, 16 seigneuries, 23 établissements religieux : 14 individus à cause de leurs fonctions ecclésiastiques ou laïques. (Paul Domet. *Histoire de la Forêt d'Orléans*, p. 187).

Enfin, Louis XIV ou plutôt Colbert, qui a tout fait par son ordonnance de 1669 pour reconstituer la propriété forestière, accuse de la ruine des forêts, « la mauvaise administration des grands maîtres et des officiers aux maîtrises particulières qui ont traité avec les riverains *usagers* rentiers syndics et principaux habitants moyennant sommes notables et pensions annuelles. »

L'ordonnance de 1669 contenait une disposition dont voici les termes : « Ne sera fait à l'avenir aucun don ni attribution de chauffage pour quelque cause que ce soit et si par importunité ou autrement, aucunes lettres ou brevets en avaient été accordés et expédiés, défendons à nos cours de parlement, chambre de comptes, grands maîtres et officiers d'y avoir égard. »

L'ordonnance abrogeait la plus grande partie des droits d'usage et ordonnait le remboursement en argent de ceux qu'elle n'abrogeait pas. Elle interdisait pour l'avenir dans les termes généraux et prohibitifs que nous venons de voir toute concession pareille pour quelque cause que ce fût.

Malgré l'étendue et la sévérité de ces mesures les droits d'usage se sont maintenus, et la liquidation ne s'est pas opérée.

Défrichements. — A la suite du désastreux hiver de 1709 le gouvernement hanté par le spectre de la

famine, autorise les défrichements (1). Plus tard même, au cours de la série d'années de disette dont 1762 est le point de départ on les encourage. Dans le grand public les défrichements deviennent une véritable mode et les bois sont considérés comme une forme surannée et presque barbare d'utilisation du sol (2).

On s'explique ainsi que, tout en maintenant en principe au moins dans les régions montagneuses les prescriptions de l'ordonnance de Colbert on ait été amené à fermer les yeux presque partout. Aussi, les innombrables abus joints aux empiétements incessants de l'agriculture, résultat nécessaire de l'accroissement de la population, et au développement de l'industrie métallurgique et de la marine (3), toutes deux grandes consommatrices de bois réduisirent tellement nos forêts, qu'au milieu du XVIII^e siècle elles ne formaient plus qu'un ensemble de 10 millions d'hectares environ.

La tourmente révolutionnaire leur fut aussi funeste.

Dès le lendemain du 4 août les habitants des campa-

1. Becquerel, de l'Académie des Sciences. *Des climats et de l'influence qu'exercent les sols boisés et non boisés*. Firmin Didot. Paris, 1853, p. 303.

2. L.-F. Tessier. *L'idée forestière dans l'histoire*. I^{er} Congrès de l'aménagement des montagnes. Bordeaux, 28-29 juillet 1905. *Compte rendu in extenso*, p. 111.

3. Ainsi Louis XIV avait fait extraire des Pyrénées la plupart des mâts qui furent nécessaires pour le rétablissement de la marine française... Les fournisseurs de la marine ont détruit toutes les forêts où ils ont pénétré. (Dravel. *Traité des forêts d'arbres résineux*.)

gnes se ruent sur les forêts. Les règlements qui les protègent sont pour eux des droits féodaux abolis. Dans une proclamation du 3 novembre 1789 on fait appel à la vigilance des municipalités. Celles-ci en déduisent quelles sont désormais investies du pouvoir d'administrer les forêts. Les abus qui en résultent partout et sans trêve ne passent pas inaperçus du pouvoir, et une instruction du 10-20 août 1790 enjoint sans résultat aux agents municipaux « d'arrêter le cours d'un désordre véritablement effrayant ».

En 1791, l'Assemblée constituante, qui, jusqu'alors, n'avait pas cessé de considérer la conservation des masses boisées comme « un des objets les plus importants et les plus essentiels à la sécurité du royaume, commet aux derniers jours de son existence une impardonnable faute.

Elle laisse chaque propriétaire libre de gérer ses bois comme bon lui semble et cette liberté complète du défrichement a pour conséquence la destruction de 383.000 hectares de forêts en douze ans, plus de 30.000 par an.

Les guerres de l'Empire détournent des masses boisées l'attention du gouvernement et plus tard les événements de 1813, 1814 et 1815 sont l'occasion « d'épouvantables dévastations » (1 et 2).

1. Henry Michel et E. Lelong, *Principes de législation forestière*, p. 13.

2. Baudrillard, *Dict. des Eaux et Forêts*, p. 79.

Abandon du principe de l'inaliénabilité des grandes masses forestières. — Pendant cette tourmente d'un quart de siècle un principe était resté debout, l'*inaliénabilité* des grandes masses de forêts. L'Assemblée Constituante l'avait posé, la Convention, le Directoire, le Consulat et l'Empire l'avaient respecté ; la Restauration le renverse.

C'est ce principe que nous nous proposons d'examiner au prochain chapitre. Aussi, nous n'insistons pas. Nous ne citons ici son abandon que comme une des causes principales de la diminution de notre domaine forestier.

En effet les aliénations opérées de 1814 à 1870 ont porté sur une contenance de 352.645 hectares de bois (1). Une grande partie d'entre eux, nous le verrons, tombèrent aux mains des spéculateurs et furent défrichés.

Depuis 1870 heureusement aucune aliénation n'a été faite.

L'idée qu'il faut non déboiser, mais reboiser, gagne chaque jour du terrain. C'est ainsi qu'en application des lois de 1860 et de 1882, l'Etat avait à la fin du xix^e siècle acheté 163.000 hectares au prix de 25 millions de francs et reboisé 88.000 hectares à l'aide d'une dépense de 41 millions de francs.

Le taux de boisement de notre pays n'en tend pas

I. Béquet. *Répertoire de droit administratif*, t. XVII, p. 104.

moins à diminuer encore du fait de la disparition d'un grand nombre de forêts particulières.

Ainsi, sous l'influence des différentes causes que nous venons successivement d'énoncer, notre domaine forestier ne comprend plus au début du xx^e siècle que neuf millions et demi d'hectares.

Il est ainsi composé :

Forêts de l'Etat.....	1.163.570 hectares (1)
Forêts des communes et des établissements publics soumises au régime forestier.....	1.939.668 —
Forêts des particuliers et forêts des communes non soumises au régime forestier.....	6.480.000 —
Total.....	9.582.238 hectares

La superficie du territoire total de la France étant de 52.857.199 hectares, cela représente une proportion de 18 0/0 environ pour la superficie forestière laquelle s'abaisserait à moins de 15 ou 16 0/0 si l'on tenait compte des vides, clairières, et parties devenues sous l'influence d'exploitations exagérées ou d'une mauvaise gestion à peu près improductives.

1. Ces chiffres sont extraits de la statistique publiée en 1904 par l'*Annuaire des Eaux et Forêts*, d'après les résultats relevés par l'administration.

Mais, dans les 1.163.570 hectares de forêts de l'Etat, sont comprises des étendues de terrains à peine peuplées ou même complètement nus que l'Etat détient dans un but d'intérêt général (périmètres en cours de reboisement, zone littorale de la région des dunes, vacants ou pâturages des montagnes, etc...).

Ce taux de boisement est inférieur à celui constaté en Finlande, Bosnie-Herzégovine, Japon, Suède, Canada, Serbie, Russie d'Europe, Bavière, Autriche, Bulgarie, Hongrie, Empire Allemand, Prusse, Norvège, Suisse, et chose plus inquiétante encore, si nous comparons la proportion des forêts domaniales dans la surface boisée de chacun de ces pays, alors que cette proportion est de 80 0/0 pour la Finlande et pour la Bosnie-Herzégovine, de 55 0/0 pour le Japon, de 19,9 0/0 pour la Suède, de 27 0/0 pour le Canada, de 50 0/0 pour la Serbie, de 80 0/0 pour la Russie d'Europe, de 34 0/0 pour la Bavière, de 32 0/0 pour l'Empire Allemand, de 30 0/0 pour la Prusse, elle n'est chez nous que de 12 0/0.

Au point de vue purement économique nous avons déjà constaté dans notre introduction l'insuffisance de notre production ligneuse.

Les chiffres que nous venons d'énumérer nous montrent le peu qui nous reste de nos anciennes richesses forestières, notre infériorité à cet égard vis-à-vis de l'étranger, la nécessité de protéger avec un soin jaloux, surtout en ce qui concerne les forêts de l'Etat, les débris de notre patrimoine forestier.

C'est à l'étude d'une de ces règles anciennes, autrefois protectrices des grandes forêts domaniales, au principe de l'inaliénabilité que nous allons consacrer les chapitres qui vont suivre.

Première Partie

CHAPITRE III

e principe de l'inaliénabilité des forêts sous notre ancien droit

Le domaine de la Couronne. — Règles protégeant le domaine de la Couronne avant l'ordonnance de Moulins de 1566. — L'ordonnance de Moulins : l'article 9 concernant les forêts. — Exceptions apparentes au principe de l'inaliénabilité du domaine de la Couronne. — Mesures spéciales prises pour la conservation des forêts en cas d'engagement, d'échange., etc.

Notre ancien droit français ne connaissait pas la distinction aujourd'hui établie entre le domaine public et le domaine de l'Etat. Il n'existait alors qu'un domaine : le domaine de la Couronne.

Les forêts qui font aujourd'hui partie du domaine de l'Etat faisaient partie du domaine de la Couronne et les règles de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité qui protégeait celui-ci leur étaient applicables.

Avant que l'édit de Moulins (1566) n'eût proclamé et réglementé le principe de l'inaliénabilité du royaume nous trouvons dès le commencement du xiv^e siècle une

série d'ordonnances révoquant les aliénations du domaine.

La première est celle de Philippe le Long du 18 juillet 1318.

Charles le Bel dans une ordonnance du 5 avril 1321 ordonne la révocation de toutes les aliénations du domaine (1) comme étant contraires aux lois du royaume.

On trouve des ordonnances identiques de Philippe de Valois et de Charles V.

Charles VI lors de son sacre en 1380 fit serment de ne pas aliéner son domaine.

En droit, le principe de l'inaliénabilité existait donc, mais, *en fait*, les aliénations étaient fréquentes et nombreuses sont les remontrances que les parlements adressèrent aux rois à ce sujet.

Jusqu'en 1566 la législation présente ce contraste perpétuel d'édits prononçant la révocation des aliénations du domaine et d'édits ordonnant de nouvelles aliénations (2).

Ordonnance de Moulins (1566).— Enfin parut l'ordonnance de 1566 en 21 articles réglementant définitivement la matière. Elle fut observée jusqu'en 1789.

L'article 1 consacre le principe de l'inaliénabilité du domaine sauf deux cas : 1° l'apanage des fils puînés de la maison de France ; 2° la nécessité de la guerre.

1. Il en exceptait les biens donnés aux églises.

2. Des Glajeux. *De l'aliénation et de la prescription des biens de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics*, p. 47.

C'est en ces termes solennels que l'édit de Moulins proclame le principe d'inaliénabilité.

« Le domaine de notre couronne ne peut être aliéné qu'en deux cas seulement, l'un, pour apanage des princes mâles de la maison de France, auquel cas, il y a retour à notre couronne par leur décès sans mâles, en pareil cas et condition qu'était ledit domaine lors de la cessation de l'apanage, nonobstant toute disposition, possession, acte exprès ou taisible fait ou intervenu pendant l'apanage; l'autre, pour l'aliénation à deniers comptants pour la *nécessité de la guerre* après lettres patentes par ce décernées et publiées en nos parlements *auquel cas il y a faculté de rachat perpétuel.* »

C'est dans l'article 9 qu'est posé le principe de *l'inaliénabilité des bois du domaine en haute futaie*. Non seulement le sol est inséparable du domaine, mais on ne pourra faire aucun don des coupes.

Art. 11. — « Les bois de haute futaye à nous appartenans ne pourront être alienez ni don fait des coupes d'iceux ou des deniers qui en procederont sous peine de nullité et de restitution des valeurs, fruits et profits. »

Les édits d'Henri IV et de Louis XIII n'innovent rien.

L'édit de 1669 sur les eaux et forêts réitère la prohibition faite par l'Ordonnance de Moulins « de faire

aucune aliénation à l'avenir de quelque partie que ce soit de nos forêts, bois et buissons, à peine contre les officiers de privation de leurs charges et de 10.000 livres d'amende contre les acquéreurs, outre la réunion à notre domaine et confiscation à notre profit contre tout ce qui pourrait avoir été semé, planté, ou bâti sur les places de cette qualité (1). »

Nous venons de voir précédemment que le domaine de la Couronne ne pouvait être aliéné que dans deux cas : pour apanage et pour la nécessité de la guerre (art. 1 de l'Ordonnance de 1566).

Dans ces cas exceptionnels, l'article 8 de l'Ordonnance de Moulins nous dit que si les forêts pouvaient être aliénées, les acquéreurs ne pouvaient néanmoins couper les arbres de haute futaie (2).

Il y avait encore deux autres exceptions au principe de l'inaliénabilité du domaine : c'étaient l'*engagement* et l'*échange*.

L'engagement. — Les bois de haute futaie, sauf dans les cas exceptionnels prévus par l'article 1 de l'Ordonnance de 1566 étaient *exceptés de l'engagement*.

La règle était ainsi posée dans l'article 8 de l'Ordonnance de Moulins :

1. Extrait de l'édit d'août 1669 sur les eaux et forêts, titre XVII, art. 1.

2. A. Desjardins. *De l'aliénation et de la prescription des biens de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics*, p. 152.

« Ceux auxquels notre domaine aura été aliéné ne pourront néanmoins couper les bois de haute futaie ny toucher es forest qui seront terres dudit domaine et si fait l'avaient, seraient tenus à la restitution du profit et dommage qui en serait advenu. »

C'est ainsi que des lettres patentes défendirent au duc de Ferrare de toucher aux bois de haute futaie dépendant des domaines de Montargis et de Gisors qui lui avaient été délaissés lors du mariage de Madame Renée de France (1).

La nature même du contrat d'engagement fait comprendre la sévérité de la législation envers les engagistes surtout en ce qui concerne les forêts.

En effet, l'engagement était une convention par laquelle le roi abandonnait la jouissance d'un de ses domaines moyennant le paiement d'une certaine somme que l'on appelait finances ou deniers d'entrée en se réservant d'une manière expresse et à perpétuité la faculté de réemption.

L'engagiste était ainsi une sorte d'usufruitier qui transmettait ses droits à ses héritiers ou à ses ayants cause ; le roi conservait toujours le droit de rentrer en possession du domaine, à la seule condition de payer le prix payé lors de l'engagement.

« L'engagement était donc sous l'ancien régime un

1. A. Desjardins, p. 196.

titre précaire toujours révocable, inférieur à la fois à la vente et au bail, nuisible à la production générale du pays, parce qu'il pouvait entraîner à une *exploitation dévastatrice* faute de garantie de durée (1).

Les bois de haute futaie dépendant des domaines engagés étaient si bien exceptés de l'engagement que les amendes, restitutions et confiscations pour délits s'y commettant ne pouvaient appartenir à l'engagiste, suivant un édit du roi Louis XIII du mois de juin 1611, qui ne réserve que celles qui sont prononcées à l'occasion des bois-taillis (2).

Nous trouvons dans l'édit d'avril 1667, portant règlement général sur le domaine de la Couronne une série de mesures prises afin d'assurer la sauvegarde des bois de haute futaie lorsqu'ils se trouvaient dans l'étendue des domaines engagés.

L'édit s'exprime ainsi : « Les engagistes de nos domaines dans l'étendue desquels se trouvent des bois de haute futaie, en rapportant les titres de leurs engagements seront pareillement tenus de représenter les procès-verbaux de visitation desdits bois, faits lors des engagements d'iceux par les officiers des eaux et forêts.

« Autrement sera informé de l'état auquel étaient les-

1. P. Leroy-Beaulieu *Traité de la Science des Finances*.

2. Lefèvre de la Planché, *Mémoire sur les matières domaniales*, t. III, p. 483.

aits bois de haute futaie, et des anciens entendus sur le fait desdites dégradations, pour l'information rapportée y être pourvue ainsi qu'il appartiendra. »

« Les engagistes qui auront abattu nos bois de haute futaie sans lettres patentes bien et dûment enregistrées et contre les défenses portées par nos ordonnances ou avancé les coupes des tailles, ruiné ou dégradé les forêts et bois de notre domaine en quelque sorte et manière que ce puisse être, seront tenus outre la *restitution* de la valeur et profit d'icelle, suivant la juste estimation, de payer les dommages et intérêts. »

L'estimation des forêts et bois de haute futaie qui avaient été coupés ou dégradés était faite selon la plus haute valeur à laquelle ils auraient pu monter s'ils n'avaient point été coupés avant le temps.

Les reventes des domaines qui pouvaient avoir été faites depuis la coupe et dégradation de ces bois ne pouvaient en empêcher la restitution par ceux qu'une enquête faite sur place aurait désigné comme les auteurs desdites coupes ou dégradations.

L'ordonnance de 1669, titre des eaux et forêts tenus à titre de douaire article 5, fixe encore plus nettement le droit des engagistes lorsqu'elle décide qu'« ils ne peuvent disposer d'aucune futaie, arbres anciens et nouveaux, ou balliveaux sur taillis, ni chablis, arbres de délits, amendes, restitutions ou confiscations en provenans, mais que le tout demeurera réservé au profit

de Sa Majesté, et qu'ils ne pourront faire couper aucun arbre, pour entretien ou réparations des bâtiments du domaine qu'en vertu de lettres patentes » (1).

Echange. — Nous avons vu qu'une autre exception au principe d'inaliénabilité du domaine était l'échange.

Quoique à vrai dire, le contrat d'échange ne puisse être regardé comme une manière d'aliéner, puisqu'au lieu de l'héritage qu'on y abandonne on en reçoit un autre de pareille valeur ; cependant comme il peut arriver que le terme d'échange ne soit qu'un déguisement qui couvre une aliénation véritable, les ordonnances ont mis cette espèce de contrat au rang des aliénations du domaine qu'elles prohibent.

Des abus nombreux pouvaient se produire. Aussi ne procédait-on à l'échange qu'avec grande connaissance de cause,

« Le Parlement adressait aux rois des remontrances en enregistrant les lettres qui ordonnaient les échanges et souvent rappelait qu'il avait fait serment à son sacre de ne point aliéner son domaine. Il rappelait que les échanges qui peuvent être favorables lorsque le roi

1. Lefèvre de la Planche. *Mémoire sur les matières domaniales*, t. III, p. 483.

acquiert des terres plus nobles ou au moins égales, sont contraires aux lois du royaume lorsque cette égalité ne s'y trouve point (1). »

Le roi pouvait d'ailleurs rentrer dans les domaines échangés en cas de lésion ou d'inobservation des formalités requises.

Quand le *domaine échangé comprenait une forêt* il était stipulé que l'échangiste ne pouvait en faire les coupes hors la présence des officiers du roi (2).

En résumé, le domaine de la couronne et par conséquent les forêts, puisqu'elles en faisaient partie, ne pouvait être aliéné que dans trois cas : pour apanage, engagement, échange. Nous avons examiné séparément chacun de ces cas.

Dans aucun d'eux, il n'y a à proprement parler d'aliénation.

Car l'échange n'est qu'une substitution d'un fonds à un autre.

Quant à l'apanage et à l'engagement, ce sont des concessions du domaine faites avec clauses de retour, nous pouvons donc conclure que dans notre ancien droit les forêts *faisant partie du domaine de la couronne étaient frappées d'inaliénabilité* (3).

1. Arrêts du 9 juillet 1701 et 20 avril 1705. Voir Lefèvre de la Planchette, t. III, p. 509, 512, 513.

2. Chopin, 3. — De Dom., 17, n° 5.

3. Ce n'est pas à dire qu'en fait, même après l'édit de Moulins, il n'y eut plus d'aliénations de propriétés domaniales. L'histoire démontre

Ceci ne fait aucun doute tout au moins en ce qui concerne les grandes masses boisées.

Pour les parcelles éloignées des grandes forêts, on ne peut l'affirmer avec certitude.

Nous trouvons, en effet, une ordonnance de 1592 donnant le pouvoir de vendre jusqu'à 100 arpents de bois de haute futaie *séparés du corps des grandes forêts*.

Le Parlement n'enregistra cette ordonnance qu'en exigeant que les bois vendus fussent au moins éloignés d'une lieue du corps des grandes forêts.

La Chambre des comptes alla plus loin : d'après l'arrêt d'enregistrement, elle se réserva d'apprécier l'opportunité et la légalité de l'aliénation.

L'inaliénabilité des forêts entraînait comme conséquence leur imprescriptibilité. Tous deux vont de pair.

le contraire. Cette vérité résulte du soin avec lequel presque tous les rois de France jusqu'à Louis XIV, par l'édit d'avril 1667 préparé par Colbert et même jusqu'à Louis XVI, par l'arrêt du Conseil du 14 janvier 1781, proclamèrent de nouveau le principe de l'inaliénabilité et l'appliquèrent en annulant les dispositions émanées de leurs prédécesseurs. Mais ce principe, malgré ces atteintes, était profondément entré dans le droit public de la monarchie. Il était devenu une des conditions constitutionnelles de l'ancien régime le contrepoids nécessaire de l'omnipotence royale. D'Argentré sous le règne du pouvoir absolu avait pu l'appeler *sacro sancta lex quæ reges ipsos astringit*. La recherche entre les mains de leurs détenteurs des biens domaniaux indûment possédés, et leurs revendications étaient devenues l'une des principales attributions des procureurs généraux près des Parlements, et l'accomplissement de cette tâche fut l'une des gloires de d'Aguesseau. (Ducrocq. *Traité des ventes domaniales*, p. 13.)

A quoi bon déclarer les forêts inaliénables si une possession prolongée pendant quelques années soit par négligence du prince, soit par collusion eût transféré la propriété aux mains de ses sujets (1).

1. Des Glajeux. *De l'aliénation et de la prescription des biens de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics*, p. 14.

CHAPITRE IV

Le principe de l'inaliénabilité des grandes masses forestières sous le droit de la Révolution

Lois des 25 juin-9 juillet 1790, des 6-23 août 1790. — Les articles 8 et 12 de la loi du 22 novembre-1^{er} décembre 1790. — De l'imprescriptibilité des grandes masses forestières.

Nous venons de voir au chapitre précédent que l'ancien droit français ne reconnaissait qu'un seul domaine, le domaine du roi. L'Assemblée Nationale Constituante, elle aussi, ne reconnaît qu'un seul domaine, le domaine de la nation.

Le principe fondamental en matière de domanialité était autrefois l'inaliénabilité.

Le principe nouveau est l'aliénabilité (1).

1. Certains auteurs prétendent que la Constituante n'a point abrogé, mais simplement tempéré en 1790 le principe de l'édit de Moulins, que l'on peut invoquer encore pour les biens de l'Etat qui n'ont pas été soustraits à sa protection. Voir en ce sens l'« Etude sur la théorie générale du domaine public », par H. Barkhausen, extrait de la *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'Etranger*, n° 6, 1902 ; n° 1, 1903. D'après M. Barkhausen, la Constituante fit des lois

Mais en ce qui concerne *les forêts le principe ancien* est maintenu par la Révolution.

Les lois de la période révolutionnaire, au moment où elles ordonnent l'aliénation des biens domaniaux, ont soin d'établir d'heureuses exceptions en faveur des grandes masses forestières.

La loi des 25 juin-9 juillet 1790 en décidant dans son article 1 que tous les domaines nationaux pouvaient être aliénés en exceptait ceux dont la jouissance avait été réservée au roi et les *forêts* sur lesquelles il serait statué par un décret particulier.

L'article 1 de la loi du 6-23 août 1790 confirmait l'exception posée dans le texte précédent en décidant que les grandes masses de forêts nationales seraient et demeurerait exceptées de la vente des biens nationaux.

Le motif donné par la Constituante pour justifier cette exception était que la conservation des bois et forêts « est un des objets les plus importants et les plus essentiels aux besoins et à la sûreté du royaume » et « que la nation *seule*, par un nouveau régime et une

de principe maintenant l'inaliénabilité comme règle, et des lois d'application, énumérant les catégories de biens dont elle autorisait la vente à titre exceptionnel. Il reconnaît cependant que le nombre des exceptions finit par être ou sembler être très supérieur à celui des cas où l'on suivait la règle. Voir dans l'étude M. H. Barckausen les pages 30 à 36.

administration sage et éclairée, peut s'occuper de leur conservation, amélioration et repeuplement ».

On a prétendu que l'article 12 de la loi de 1790 n'avait pas eu pour effet de soustraire les forêts au principe de l'aliénabilité proclamé pour toutes les autres parties du domaine, mais de les *excepter momentanément* de l'aliénation alors ordonnée.

C'est ce qui résulterait des termes mêmes de la loi : « Les grandes masses de forêts sont exceptées de la vente permise par le *présent décret*.

La loi précédente du 28 octobre-5 novembre aurait été plus explicite encore en disant : « Sont et demeurent exceptés de la vente *quant à présent* les bois et forêts dont la conservation a été arrêtée par le décret du 6 août dernier.

« Les mots *quant à présent* s'expliquent très bien, disait-on. Le comité des domaines consulté trouva qu'il n'était pas opportun d'aliéner les forêts et qu'il valait mieux les aménager. Ce n'est donc plus le principe d'inaliénabilité qui protège les forêts, elles ne sont plus inaliénables » (1), elles le sont seulement momentanément.

Nous ne pouvons admettre cette thèse. Le principe de l'inaliénabilité ressort avec évidence quand on com-

1. Voir en ce sens Des Glayeux. *De l'aliénation et de la prescription des biens de l'Etat, des communes et des établissements publics*, p. 235.

pare entre eux l'article 8 de la loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1790 et l'article 12 de la même loi.

L'article 8 de cette loi pose en effet comme principe que les biens domaniaux *sont désormais* aliénables, mais que l'aliénation en devrait être autorisée par une loi.

L'article 12 de la même loi dispose que les grandes masses de forêts domaniales demeurent exceptés de la vente et aliénation.

S'il fallait entendre ce texte, en ce sens que l'aliénation des grandes masses forestières ne pourrait avoir lieu qu'à la condition d'être autorisée par une loi, l'article 12 serait inutile, puisqu'il ne ferait que reproduire en termes moins exacts une règle déjà énoncée en l'article 8.

Il faut donc entendre l'article 12 comme maintenant relativement aux grandes masses forestières la règle de l'inaliénabilité qui, sous la législation antérieure à 1789, frappait tout le domaine de la Couronne (1).

L'interdiction d'aliéner les grandes masses de bois se trouve confirmée par l'arrêté du gouvernement du 24 thermidor an IX portant que l'administration des forêts fera dresser l'état des bois sous la main de la République et non aliénables aux termes de la loi du 2 nivôse an IV, article 1; il ne sera donné aucune

1. Béquet. *Répertoire du droit administratif* (au mot Forêts.)

mainlevée du séquestre sur les bois et forêts (art. 2).

Les individus qui, à quelque titre que ce soit, auront des droits à faire valoir pour raison de ces bois et forêts seront indemnisés (art. 3).

Enfin la même disposition se trouve implicitement consacrée par le sénatus-consulte du 6 floréal an X, article 17 qui ordonne la restitution aux émigrés amnistiés de ceux de leurs biens qui étaient encore aux mains de la nation; autres que les *bois et forêts déclarés inaliénables* par la loi du 2 nivôse an IV (1).

L'inaliénabilité des forêts ainsi déclarée par les lois de la période révolutionnaire il nous reste à voir, car cette inaliénabilité ne s'adressait qu'aux *grandes masses forestières*, ce qu'il fallait entendre par cette expression.

D'après l'article 2 de la loi du 6-23 août 1790 était réputée grande masse forestière toute forêt d'une contenance de 100 arpens (75 hectares). Un bois d'une contenance inférieure constituait encore une masse forestière lorsqu'il était distant de moins de 1.000 toises du corps d'une grande forêt.

La loi du 2 nivôse an IV modifia les règles posées par la loi des 6-23 août 1790 relativement aux conditions requises pour attribuer à une forêt la qualité de grande masse forestière.

1. Serrigny. *Revue de Jurisprudence*, année 1852, vol. II, p. 299.

Cette loi qui ordonne la vente des bois des domaines nationaux fait exception en faveur des bois et des forêts qui ont une contenance de 15.000 ares et ne sont séparés d'autres forêts domaniales que par une distance inférieure à 1 kilomètre.

Cette loi a donc doublé la surface que doit avoir une forêt pour être réputée masse forestière et elle a substitué la distance de 1 kilomètre ou 500 toises environ, à la distance de 1000 toises indiquée dans la loi de 1790.

Prescriptibilité des Forêts. — Quelle était alors, au point de vue du principe de la prescriptibilité, la situation des grandes masses forestières ?

Pour ceux qui ne voient dans l'article 12 de la loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1790 qu'une exception momentanée à l'aliénation et qui considèrent les grandes masses forestières comme n'étant plus inaliénables ; celles-ci sont pour eux désormais prescriptibles (1).

Il semble, que l'on peut tout au moins admettre que l'aliénation étant suspendue la prescription le fût également.

Mais, pour ceux qui, comme nous, admettent avec la majorité des auteurs que les grandes masses forestières, par suite de l'article 12 de la loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1790 sont inaliénables en ce sens que la

1. Voir en ce sens des Glajeux. *De l'aliénation et de la prescription des biens de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics*, p. 235.

législation a voulu maintenir à leur profit le principe de l'inaliénabilité dont bénéficiaient avant la Révolution tous les biens de la Couronne les masses forestières sont imprescriptibles.

En effet, l'article 36 de la même loi des 22 novembre-1^{er} décembre s'exprime ainsi : « La prescription aura lieu à l'avenir pour les domaines nationaux dont l'aliénation est permise par les décrets de l'Assemblée nationale et tous les détenteurs d'une portion quelconque desdits domaines qui justifieront en avoir joui par eux-mêmes ou par leurs auteurs à titre de propriétaires publiquement et sans trouble pendant quarante ans continuels, à compter du jour de la publication du présent décret, seront à l'abri de toute recherche ».

Mais, d'un autre côté, il était dit aussi dans cette même loi article 12 : « Les grandes masses de forêts nationales demeurent exceptées de la vente et aliénation des biens nationaux, permise et ordonnée par le présent décret et autres décrets antérieurs. » De là il suit évidemment que les grandes forêts de l'Etat sont restées imprescriptibles depuis la loi du 1^{er} décembre 1790 comme elles l'étaient auparavant, puisque l'article 36 de cette loi n'admet la prescription que pour les domaines nationaux dont l'aliénation avait été permise par les décrets de l'Assemblée nationale.

Le Code civil par son article 2227 qui déclare le domaine de l'Etat susceptible de prescription a-t-il pu

apporter quelques changements aux règles exceptionnelles concernant les grandes masses de forêts nationales ?

La Cour de Grenoble l'avait pensé et, en cela, elle avait donné à l'article 2227 une portée qu'il n'avait pas. En effet cet article modifie le temps de la prescription des domaines nationaux fixé à quarante ans par l'article 36 précité de la loi de 1790, mais il ne déroge pas plus à l'égard de l'Etat qu'à l'égard des particuliers aux dispositions exceptionnelles qui déclarent les grandes forêts inaliénables et imprescriptibles.

En annonçant en termes généraux dans son article 2227 que l'Etat était soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, le Code civil n'avait en vue que les biens de l'Etat aliénables et prescriptibles comme ceux des particuliers et non les domaines que des lois particulières avaient déclarés à raison de leur nature inaliénables, imprescriptibles hors du commerce dans le sens des articles 1598 et 2226 du Code civil (1).

1. Sirey, t. L, p. 663.

CHAPITRE V

Comment s'établit le principe de l'aliénabilité des forêts

La loi du 25 mars 1817. — Les articles 143, 144, 146, 147 de cette loi. —
Interprétation de la jurisprudence. — Conséquence de l'abandon
du principe de l'inaliénabilité. — Les aliénations de forêts au cours
du XIX^e siècle.

Le principe de l'inaliénabilité des grandes masses de forêts domaniales consacré par notre ancien droit public et maintenu par la Révolution ne devait malheureusement pas tarder à faire place au principe opposé de l'aliénabilité.

Comment s'est opéré ce changement si important dont les conséquences malheureuses se sont fait sentir pendant une grande partie du XIX^e siècle ?

C'est en 1817 que la règle nouvelle s'est établie. L'Empire avait laissé un arriéré de plusieurs centaines de millions, une caisse vide, un crédit détruit. Le baron Louis, alors ministre des Finances, pour inspirer confiance aux prêteurs, songea à établir un amortissement de la dette. Pour constituer un premier fonds d'a-

mortissement il jeta les yeux sur les forêts. Une loi, la loi de finances du 25 mars 1817, constitua la caisse d'amortissement en lui donnant 40 millions et en mettant à sa disposition 150.000 hectares de forêts avec faculté d'aliéner le fonds et la superficie d'après les estimations de l'administration forestière. Le capital et les produits en attendant la vente devaient être employés au rachat de la dette (1).

Le vote de la loi de 1817 n'eut pas lieu sans difficultés. Le projet du baron Louis rencontra une double opposition économique et politique. Les forêts trouvèrent alors d'éloquents défenseurs et toutes les raisons que l'on pouvait donner à cette époque pour démontrer leur nécessité furent données, on insistait surtout sur les idées suivantes : leur utilité au point de vue de la défense du territoire et la difficulté qu'aurait l'Etat s'il aliénait ses forêts à se procurer les grosses pièces de bois alors nécessaires à la marine.

L'opposition politique (on était alors en présence de la Chambre introuvable) venait de ce que parmi les forêts une grande étendue avait appartenu au clergé et il paraissait tout à fait inconvenant à certains orateurs de faire de l'argent avec des biens qu'ils considéraient

1. Une loi précédente du 23 septembre 1814 avait autorisé l'aliénation de 300.000 hectares de forêts, mais l'autorisation d'aliéner fut suspendue par l'art. 15 de celle du 28 avril 1816, 42.000 hectares avaient néanmoins été aliénés,

encore comme propriété du clergé (1). Le baron Louis pour les faire taire fit décider que l'on mettrait de côté la quantité de bois nécessaire pour former un revenu net de 4 millions.

Le roi devait disposer de cette quantité en faveur des établissements ecclésiastiques.

L'opposition politique ayant disparu, l'opposition économique ne put empêcher le vote de la loi des finan-

1. « Les bois donnés à la caisse d'amortissement, disait M. Caumont, ne sont pas les bois de l'Etat, ils appartiennent au clergé ; ne perpétuons pas les confiscations révolutionnaires. Je n'ai ni la volonté ni le droit de consentir à la vente de ces bois. »

M. Cornet d'Incourt s'écriait : « Qu'on rende à la religion ce qui n'a pas été vendu, nous ne voulons pas laisser commettre une nouvelle spoliation. » M. de Causans et de Maccarty parlèrent dans le même sens.

Mais l'adversaire le plus acharné du projet le plus éloquent aussi fut M. de Bonald. Il se plaçait à la fois sur le terrain politique et économique.

« Vendre les forêts, dit-il, serait ruiner à jamais les productions destinées à soutenir les générations pendant la durée des siècles... Je ne puis m'expliquer moi-même ce luxe de destruction. Nous semblons agités comme ces coupables de l'antiquité par cette fureur sacrée qui les portait à se déchirer de leurs propres mains ; nous accomplirons cette parole d'un grand ministre : « La France périra faute de bois ». Ah ! si les chênes que vous voulez abattre, semblables à ceux de Dodone, rendaient des oracles, ils ne vous prédiraient que des malheurs. » Et, faisant allusion aux 4 millions de rente affectés sur les propriétés forestières à la dotation du clergé, il disait : « On a senti la nécessité d'une concession ; mais elle est illusoire ; donné comme une aumône le don pourra être retiré.

M. Laffitte combattait cette dotation dans les termes suivants : « Est-il donc indispensable que les dépenses ecclésiastiques soient hypothéquées sur des forêts ? Ne sont-elles pas inscrites sur le même livre de la dette publique et la liste civile ? Les prêtres auraient-ils donc moins confiance que le roi, le prince et tous les créanciers de l'Etat dans la France et dans sa fortune ? Pourquoi cette dangereuse préférence ? Eh !

ces des 25-26 mars 1817 dont les articles 143, 144, 145, 146, 147 sont ainsi conçus :

Art. 143. — « Tous les bois de l'Etat sont affectés à la caisse d'amortissement à l'exception de la quantité nécessaire pour former un revenu net de 4 millions dont il sera disposé par le roi pour la dotation des établissements ecclésiastiques. »

Art. 144. — « La portion réservée sera prise dans les grands corps de forêts. »

Art. 145. — « La caisse d'amortissement ne pourra aliéner les bois affectés à sa dotation qu'en vertu d'une loi. Elle est seulement autorisée à mettre en vente à partir de 1818 jusqu'à concurrence de 150.000 hectares de bois en se conformant aux formalités établies pour la vente des propriétés publiques. »

Art. 146. — « Le produit des coupes de la totalité des bois de l'Etat estimée pour l'ordinaire de l'année 1817 à 16.400.000 francs continuera d'être versé au Trésor royal pour l'année 1817 et la dotation de la

quoï, ce ne serait pas assez d'avoir autorisé le clergé à s'enrichir par des acquisitions et des donations, il faudrait encore, au mépris des lois les plus sacrées, aux dépens du crédit public lui-même accorder de nouveaux biens, de nouvelles richesses afin de donner plus d'éclat à son ministère. Le luxe et la propriété ne sont pas nécessaires pour prêcher avec succès la charité et les autres vertus évangéliques. » Répliquant à M. Laffitte, M. Pasquier présentait la dotation de 4 millions de rente au profit du clergé comme une salutaire transaction entre le passé et le présent. « Elle concilie, disait-il, les intérêts passés et présents, je dirai plus elle concilie aussi les intérêts de nos consciences. Or la conscience est une des grandes bases du Crédit Public. » Ces observations désarmèrent l'opposition et entraînèrent le vote du projet.

caisse sera acquittée en totalité pour la même année sur le produit des revenus composant le budget particulier de la dette consolidée et de l'amortissement. »

Art. 147. — « La conservation et la régie des bois dont *la propriété* est dès à présent transportée à la caisse d'amortissement, ainsi que les ventes des coupes annuelles resteront confiées aux administrations qui en sont aujourd'hui chargées jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. »

« Cette loi n'indiquait pas que les bois supérieurs à 150 hectares étaient exceptés de l'aliénation. Dès lors, l'on considéra le principe de l'inaliénabilité comme cessant d'être applicable. Du moment où ces bois étaient susceptibles d'être vendus sans aucune distinction où réserve, ils tombaient évidemment dans le commerce (1). »

Mais pendant longtemps certains auteurs continuèrent à considérer les grandes masses forestières inaliénables malgré la loi du 25 mars 1817. La jurisprudence fut longue à se fixer (2). C'est ainsi que la Cour impériale de Nancy prononçait en ce sens par un arrêt du 25 juin 1852 dont voici les motifs : « Attendu que le principe de l'inaliénabilité du domaine a été conservé à l'égard des forêts de l'Etat notamment par la loi du 22 novembre-1^{er} décembre 1790 qui n'a été abrogée ni

1. Dalloz. *Répertoire de Législation, de doctrine et de Jurisprudence*.

2. Voir Sirey, t. LV, p. 498.

par le Code civil, qui n'a en vue que les biens de l'Etat aliénables et prescriptibles, comme ceux des particuliers, ni *par la loi du 25 mars 1817 dont le seul effet a été de rendre aliénables et prescriptibles les portions de forêts distraites du domaine public* pour les faire passer dans le domaine de propriété, etc. »

Une commune, la commune de Montigny, ayant voulu faire casser cet arrêt, entre autres moyens pour fausse interprétation et violation des lois relatives à l'aliénation des bois dépendant du domaine de l'Etat et notamment de la loi de 1817, relative à l'aliénation des forêts faisant partie de ce domaine, la Cour de cassation saisie (1) casse cet arrêt et renvoie la cause et les parties devant la Cour de Metz qui consacre les solutions de la Cour de cassation. En voici certains motifs :

... « Attendu que le fait seul de la transmission de toutes les forêts de l'Etat à la caisse d'amortissement, c'est-à-dire à un établissement public, a rendu à l'instant à la circulation publique lesdites forêts, *qu'il a jait cesser le principe de l'inaliénabilité* qui les avait protégées jusqu'alors ; qu'il y a dans ce fait, la proclamation et en même temps l'exécution du principe diamétralement opposé, la soumission en ce qui concerne lesdites forêts aux dispositions de l'article 2227

1. Arrêt du 24 juin 1854.

du Code Napoléon et l'abrogation des décrets de 1790 et notamment des articles 12 et 36 de celui des 22 novembre-1^{er} décembre, de ladite année ; — Attendu que en effet, à partir de ladite loi il n'a plus été possible de dire comme dans le préambule de la loi des 6-22 août 1790 « que l'exception faite par cette loi des grandes masses de forêts était motivée par la nature particulière de cette espèce de biens, dont la conservation est un des objets les plus importants et les plus essentiels aux besoins et à la sûreté du royaumes » ; — Attendu que le décret du 17 février 1819 porte textuellement que « les biens cédés à la caisse d'amortissement ne sont plus censés faire partie du domaine public », que en présence de cette disposition des articles 143, 145, 147 de la loi du 25 mars 1817 il n'est pas possible de prétendre que la caisse d'amortissement n'est *pas devenue propriétaire des forêts* qui ont été affectées à sa dotation. — attendu que la caisse d'amortissement est un établissement public et que les dispositions de l'article 2227 du Code Napoléon sont depuis la loi du 25 mars 1817 applicables aux forêts qui lui ont été cédées, etc... (1) »

Telles étaient les raisons données par la Cour de Metz qui consacraient les solutions de la Cour de cassation.

Les aliénations de forêts au cours du XIX^e siècle. — Quelles furent les conséquences de l'abandon du

1. Sirey 50. 1. 658.

principe de l'inaliénabilité ? Elles ne tardèrent pas à apparaître.

A plusieurs reprises, et toujours sous l'influence des besoins financiers de nouvelles aliénations eurent lieu.

La loi de 1817 avait affecté, nous venons de le voir, 150.000 hectares de bois domaniaux à la caisse d'amortissement. De 1818 à 1824 il fut aliéné en vertu de cette loi 122.000 hectares qui produisirent 88 millions 241.000 francs, soit 723 francs par hectare. Après la révolution de 1830, sur la proposition de Laffitte, on décide l'aliénation d'un grand nombre de forêts (loi du 25 mars 1831) de quoi produire un capital équivalent à 4 millions de revenus. Il en a été vendu en vertu de cette loi 116.780 hectares pour 114.297.000 francs au prix moyen de 980 francs par hectare. L'opération dura six ans :

En 1831	15.000	hect.	ont été vendus	au prix moyen de	675 fr.
1832	42.700	—	—	—	870 —
1833	24.000	—	—	—	1.040 —
1834	15.000	—	—	—	1.230 —
1835	12.000	—	—	—	1.190 —

La révolution de 1848 voulut aliéner 100.000 hectares de bois qu'elle avait livrés en gage à la Banque en la chargeant de les vendre et en se faisant avancer 50 millions de francs sur le prix de l'aliénation. L'Assemblée législative, heureusement, annula cette cession.

Dans l'année 1850, on résolut de faire aliéner directement par l'Etat une quantité de bois suffisante pour produire 50 millions en trois ans.

L'année 1851 s'écoula tout entière sans que la vente fût réalisée. Le coup d'Etat marque la fin de cette année.

Le 22 janvier 1852 un décret-loi du Prince-Président réunit au domaine de l'Etat les biens et forêts de la famille d'Orléans et en autorisa la vente au profit du Trésor. Puis les 17 et 27 mars suivant, deux autres décrets, s'appuyant et sur le premier et sur la loi de 1850, autorisèrent M. Bineau, alors ministre des Finances, à aliéner des forêts de l'Etat jusqu'à concurrence de 15 et de 35 millions, soit en tout 50 millions ; le décret du 27 mars prescrivit en outre la vente d'un certain nombre de domaines récemment confisqués à la maison d'Orléans ; il se terminait par cette clause importante que « le surplus de ces biens serait réuni au domaine de l'Etat sauf à être ultérieurement vendu en vertu du présent décret ».

Grâce aux diverses dispositions de ces décrets se combinant avec la loi de 1850 et une nouvelle loi rendue en 1855 il fut aliéné :

En 1852	7.404 hect.
1853	15.713 —
1854	2.912 —
1855	9.294 —
1856	5.635 —

1861	1.064	—
1862	5.839	—
1863	7.158	—
1864	7.672	— (1).

En 1865 M. Fould, alors ministre des Finances, voulut aliéner pour 100 millions de francs de forêts domaniales et consacrer cette somme aux travaux publics, mais devant le mécontentement général soulevé par le projet de loi M. Fould dut le retirer.

En définitive et si l'on tient compte de 42.000 hectares aliénés en 1816 en vertu de la loi votée en 1814, les aliénations depuis cette dernière date ont atteint 353.000 hectares et ont produit 306 millions de francs. Depuis 1869 aucune aliénation importante n'a eu lieu, bien qu'à plusieurs reprises des propositions de lois aient été présentées dans ce but, notamment en 1880 pour doter de 200 millions une caisse de bâtiments de l'instruction publique (2) (3).

Il est facile de se rendre compte par l'énumération précédente qu'à la suite de l'abandon du principe de l'inaliénabilité des grandes masses forestières résultant

1. *L'aliénation des forêts de l'Etat devant l'opinion publique*. Paris, Rothschild, 1865.

2. Cardot, *Aliénations des forêts domaniales et communales dans la Haute-Saône*.

3. En 1872 une proposition d'aliénation avait été faite par deux députés : Boysset et Girerd. Elle avait été rejetée. Fait curieux : en 1878, M. Girerd fut nommé directeur des forêts qu'il avait voulu aliéner (Leroy-Beaulieu. *Traité de la Science des Finances*, t. I, p. 75, 4^e édit.).

de la loi du 25 mars 1817, tous les gouvernements qui se sont succédé depuis lors ont ou aliéné ou essayé d'aliéner les forêts domaniales.

Avant de passer à l'étude critique de cette loi nous devons examiner quels sont les avantages et quels sont les inconvénients de l'aliénation des forêts de l'Etat ?

CHAPITRE VI

Avantages de l'aliénation des forêts

L'aliénation des forêts est un procédé évidemment très commode pour un gouvernement en quête de ressources. A-t-il besoin de 100 millions, 200 millions, l'aliénation d'une partie de son domaine boisée les lui procure immédiatement, c'est simple et séduisant. Aussi, tous les gouvernements qui se sont succédé de 1817 à 1870 ont-ils usé et abusé de ce moyen. Tous, d'ailleurs, se sont efforcés de présenter l'opération comme très avantageuse pour l'Etat.

Ce sont ces arguments des partisans de l'aliénation que nous nous proposons de passer rapidement en revue nous réservant d'examiner ensuite si la médaille n'a pas son revers et s'il n'y a pas quelque inconvénient, voire même quelque danger pour l'Etat à se dessaisir de ses propriétés boisées.

Voici les principaux arguments des partisans de l'aliénation :

La garde, l'entretien, l'exploitation des forêts cou-

tent énormément; or, les bois domaniaux rapportent peu, c'est à peine si leur produit atteint 2,50 à 3 0/0. On s'expliquerait difficilement en bonne économie financière que le Trésor empruntât à 5 et 6 0/0 (1) lorsqu'il a en sa possession d'immenses domaines à peu près improductifs dont l'aliénation pourrait payer une partie de ses dettes.

Livrées à la propriété privée les forêts domaniales de maigre rapport seraient bientôt cultivées, et la production agricole s'accroîtrait rapidement.

Après avoir versé au Trésor en prix de vente des sommes considérables, elles lui donneraient en droit de mutation et en impôts des revenus précieux aujourd'hui complètement perdus.

Présentée ainsi, et en n'envisageant que le côté financier de la question, l'opération paraît, en effet, devoir être avantageuse pour le Trésor, mais à une condition, et cette condition est indispensable : à la condition que les forêts soient bien vendues, autrement dit, que le prix offert par les acquéreurs soit en rapport avec la valeur réelle des forêts. Or si l'aliénation est importante, elle le sera presque toujours, il est bien probable que l'Etat vendra mal parce qu'il vendra beaucoup.

On peut d'ailleurs affirmer qu'il y aura toujours un

1. Aujourd'hui que l'Etat peut emprunter à bien meilleur compte, cet argument des partisans de l'aliénation des forêts, souvent invoqué au cours du XIX^e siècle, ne serait plus valable.

écart sensible entre la valeur réelle des forêts et le prix offert par les acquéreurs.

Cela s'explique facilement. L'opération que fait l'acquéreur d'une forêt n'est pas autre chose dans la plupart des cas qu'une réalisation immédiate. Il ne paye par conséquent que ce qui est susceptible d'être de suite converti en argent, c'est-à-dire que les arbres pouvant être présentés sur le marché dans le plus bref délai possible. Il n'a le temps d'attendre, ni que les bois en voie de croissance aient pris le développement qui leur donne leur véritable valeur ni que le sol ait pu être revendu à l'aide d'un allotissement plus ou moins habile.

Les jeunes bois n'ont donc pour lui qu'une valeur nulle et le sol une valeur incertaine, ou dans tous les cas réalisable à une échéance lointaine et non sans complications et difficultés. Aussi, est-il de règle bien connue pour les acquéreurs de forêts de ne compter dans l'estimation ni le sol, ni les jeunes bois. Il en résulte : 1° Que l'Etat fait littéralement cadeau d'une notable partie de sa propriété au grand détriment du Trésor public ; 2° Qu'il perd en outre la valeur d'avenir des bois en croissance.

L'argument tiré de l'augmentation d'impôts résultant du passage et de la transformation des bois domaniaux en propriétés particulières n'a pas non plus toute la portée que lui donnent les partisans de l'aliénation.

Voici, en effet, le petit calcul auquel se livrent les acquéreurs de forêts domaniales : Il consiste à déterminer la valeur de la forêt à acquérir d'après le produit qu'ils en pourront tirer, puis à retrancher de cette somme le capital correspondant aux charges annuelles, impôts, frais de garde, etc... Cette différence donne le chiffre d'estimation que l'acquéreur ne doit pas dépasser sous peine de faire une mauvaise affaire. Si les choses se passent ainsi, où sera le bénéfice de l'Etat ? Il percevra l'impôt annuel et éventuellement les droits de mutation, mais l'acquéreur aura conservé le capital dont l'intérêt représente ces charges (1).

Nous n'avons jusqu'ici examiné le jeu de la vente des forêts qu'en temps normal, c'est-à-dire quand le pays est calme, en dehors de toute crise intérieure ou extérieure. Si l'aliénation doit avoir lieu en période troublée, l'opération devient déplorable pour le Trésor, bien plus que ne le serait un emprunt. En effet, nous avons vu précédemment que le prix de vente moyen à l'hectare avait été de :

675	francs	en 1830
870	—	en 1832
1040	—	en 1833
1230	—	en 1834
1190	—	en 1835

Il y a un grand enseignement à retirer de ces chiffres.

1. Voir *l'Aliénation des Forêts de l'Etat devant l'opinion publique*. Paris. Rothschild, 1865, p. 171.

fres. Le prix moyen des ventes de 1834 est de 80 0/0 plus élevé que celui de 1831 et l'emporte encore de 40 0/0 sur le prix de 1832. Cependant il est probable que les parcelles les premières adjudgées se trouvaient dans les situations les plus favorables ; c'est une règle générale quand on offre au public une grande masse de terrains divisés en lots, ceux de ces lots qui trouvent les premiers des amateurs sont d'ordinaire les meilleurs. L'infériorité des prix de vente de 1831 et 1832, comparativement aux prix de vente des années suivantes, ne venait donc pas, suivant toutes les probabilités, de l'infériorité intrinsèque des parcelles vendues. Les prix ont naturellement été très bas dans les circonstances critiques et quand les quantités à vendre étaient considérables. Ils se sont relevés dans la proportion de 60 à 80 0/0 quand la sécurité publique s'est améliorée (1).

Si les avantages pécuniaires de la vente des forêts sont très douteux en temps normal, on peut dire que lorsqu'elle a lieu dans des circonstances critiques elle devient tout à fait déplorable. Elle n'a même plus l'avantage de la rapidité que nous lui avons reconnue précédemment. Les bois se vendent lentement et 30 ou 40 0/0 au-dessous de la valeur qu'ils auraient eue quelques années plus tard.

1. P. Leroy-Beaulieu, *Traité de la Science des finances*, 4^e édit., t. I, p. 75.

Nous nous sommes jusqu'ici placé au point de vue exclusif du rendement en argent, et c'est, à vrai dire, le côté le plus négligeable. Il faut quand on examine cette question de l'aliénation se placer à un point de vue plus élevé. Nous savons, et nous avons à dessein insisté très longuement là-dessus dans notre introduction, que les bois rendent au pays les services les plus variés et les plus indispensables. Il faut se demander si le passage de la propriété forestière des mains de l'Etat aux mains des particuliers n'est pas dangereuse pour la conservation des masses boisées si nécessaires à l'ensemble du pays ?

CHAPITRE VII

Inconvénients de l'aliénation des forêts

Vues divergentes de l'Etat et des particuliers au point de vue de la conservation et de l'exploitation des forêts. — Etat actuel de la propriété forestière privée en France et en Corse.

Chercher si l'Etat peut sans inconvénients aliéner ses forêts, c'est se poser les questions suivantes.

La propriété forestière convient-elle mieux aux particuliers qu'à l'Etat ?

L'esprit de conduite des particuliers dans la manière d'exploiter les surfaces boisées diffère-t-elle de celle de l'Etat ?

La mise en valeur des forêts par l'Etat satisfait-elle mieux les besoins communs collectifs généraux ?

La supériorité de l'Etat en cette matière n'est plus aujourd'hui contestée et tous les économistes sont d'accord sur ce point.

Ce principe, révélé par l'expérience, vérifié par la science, est aujourd'hui accepté par tous.

C'est qu'en effet en économie forestière *l'intérêt im-*

médiate du propriétaire particulier est presque toujours en opposition avec *l'intérêt général* (1).

Nous avons vu combien étaient précieuses pour l'ensemble de la nation l'existence de masses boisées considérables.

Or, si l'on se place au point de vue de leur conservation, on constate bien vite que sauf dans certains cas très rares le particulier n'a pas intérêt à conserver sa propriété boisée.

Celle-ci, en effet, rapporte très peu, et les frais de garde, d'entretien, d'exploitation, les impôts très lourds, viennent encore diminuer la modicité du revenu.

Supposons un particulier possédant une forêt dont les arbres ont vingt ans et admettons que l'intérêt de l'argent soit actuellement de 4 0/0. Si l'intérêt double tous les vingt ans, au bout de quarante ans il est quadruplé, au bout de soixante ans il est huit fois plus fort, au bout de quatre-vingts ans seize fois et au bout de cent ans trente-deux fois.

Au contraire, si l'on garde un arbre cent vingt ans le prix de vente ne sera pas trente-deux fois plus cher que si on le coupe à vingt (2).

L'intérêt du particulier le pousse donc à raser la

1. Voir Le Play. *La Réforme Sociale*. « L'art forestier est le seul où, à défaut des familles souches, la propriété de l'Etat soit réclamée par l'intérêt public. »

2. Raisonement tenu par le Baron Dupin (Extrait du procès-verbal de la Séance du Sénat du 27 mai 1865).

forêt entière et à placer à intérêts le produit de cette spéculation pour augmenter son revenu.

Qu'importe aux particuliers si l'intérêt général demande la conservation des masses boisées. De cela ils s'en soucient peu.

Ils peuvent bien à la rigueur ressentir les effets bien-faisants que produit leur présence, mais ils n'en profitent pas assez pour que ce motif seul les engage à les conserver en nature de bois s'ils trouvent avantage à les transformer.

« Qu'importe au surplus au propriétaire de la montagne que les rivières débordent dans les plaines, qu'elles transportent jusqu'à leur embouchure les terres enlevées sur leur passage, qu'elles entravent la navigation par des attérissements. N'écoutant que son *intérêt* il n'hésite pas un instant à détruire sa forêt s'il trouve dans cette opération le plus léger bénéfice (1). »

Les lois contre les défrichements n'ont jamais pu empêcher ces opérations quand le propriétaire y trouvait son avantage.

La longue suite des ordonnances royales et des arrêts des Parlements, les lois actuelles sur les défrichements n'ont servi jusqu'ici qu'à constater l'impuissance légale en cette matière.

Supposons maintenant que le particulier conserve sa propriété à l'état boisé.

1. Clavé. *Etudes sur l'économie forestière*, IV, 8°. Paris. J. Rothschild, 1862.

Comment l'exploitera-t-il en taillis ou en futaies ?

Ici encore la réponse n'est pas douteuse.

C'est un fait démontré que la production en taillis rapporte plus.

Si l'on imagine un hectare de bois ayant une très faible valeur forestière, par exemple une valeur de 500 francs. Au bout de vingt ans l'exploitation en taillis donne une coupe d'une valeur de 400 francs.

Ce sera pour le propriétaire un revenu de 4 0/0. Si on laisse une haute futaie se constituer et que la première coupe soit faite au bout de cent cinquante ans, la production pourra être évaluée à 8.000 francs, mais, alors, le revenu apparaît bien plus faible.

Il est de 1 fr. 10 0/0 seulement (1).

Le particulier n'écouterait que son intérêt sera donc amené à l'exploiter en taillis.

Si l'on ne devait demander à la propriété privée que de produire du bois de feu provenant de forêts en taillis et aménagées à dix, douze ou vingt ans on pourrait jusqu'à un certain point compter sur une production à peu près régulière. Encore ne faudrait-il pas s'y fier d'une manière complète, au cas où le bois deviendrait momentanément assez cher pour déterminer le propriétaire à détruire même des taillis en pleine production.

Contrairement à ce qui se passe pour la plupart des cultures, plus le bois est rare, plus le propriétaire est

1. Notes prises au Cours d'Economie politique de M. CAUWES. Cours de Doctorat, année scolaire, 1904-1905.

incité à le détruire. C'est ainsi que dans certains pays de montagne les paysans arrachent jusqu'aux racines des arbres.

Demander aux particuliers de produire d'une manière constante des bois âgés de grandes dimensions, des bois d'œuvre (nous avons vu dans notre introduction combien la nécessité de produire du bois d'œuvre se faisait sentir chez nous et à l'étranger), demander cela aux particuliers est impossible.

La société qui hasarderait ainsi son bien-être à venir sur la foi du principe économique que la demande appelle l'offre risquerait d'être cruellement déçue.

C'est qu'en effet il entre dans la culture forestière un élément dont l'homme ne dispose pas : *le temps*.

Grâce à lui en matière forestière le rapport entre l'offre et la demande n'existe qu'une manière incomplète.

Comment en effet pouvoir espérer que l'offre pourra satisfaire à la demande si sa réponse est ajournée à un siècle (1).

Puis, il n'est pas dans la nature de l'homme de regarder si loin dans l'avenir. L'homme veut jouir et jouir de suite du produit de son travail.

Bien peu de particuliers sont assez désintéressés pour s'abstenir, leur vie durant, de tirer un revenu quelconque de leur propriété. Il faut pour cela être très riche, ne penser qu'à ses descendants ou aimer l'arbre

1. Il ne faut pas oublier qu'il faut de quatre-vingts à cent ans pour faire un arbre vendable. Cent cinquante ans même pour les chênes.

pour lui-même pour créer, conserver ou améliorer des futaies.

Certes, il existe des bois et forêts appartenant aux particuliers qui n'ont rien à envier à ceux de l'Etat, mais c'est l'infime exception.

La ruine de ces propriétés aménagées en futaies ou en taillis sous futaie n'est d'ailleurs qu'une question de temps.

Si les propriétaires actuels ont su résister à l'appât d'un bénéfice certain, leurs héritiers ne seront pas aussi désintéressés.

Divisée, morcelée, leurs propriétés passeront bien vite de l'état de vieilles futaies à celles de jeunes futaies pour être ensuite exploitées en taillis ou transformées en pâtures ou en terres cultivées s'il y a possibilité.

La société ne peut donc pas attendre de la propriété privée ni la conservation des forêts ni les services attachés à leur existence.

Du rôle de l'Etat en matière forestière. — Il faut, pour conserver les forêts et les soumettre au mode de culture qui leur est propre et normal un être qui *ne meurt pas*. Il faut que cet être soit tout le monde et personne à la fois afin de diriger la croissance et la production de ses forêts en vue des besoins de tout le monde en général sans se préoccuper de personne en particulier.

L'Etat remplit ces conditions.

Alors que le particulier est poussé à défricher sa

forêt parce qu'elle lui rapporte peu, l'Etat a intérêt à conserver son domaine forestier pour des raisons d'ordre supérieur. « La conservation des forêts n'est plus entre ses mains une question d'argent, mais une question de culture et d'avenir (1). »

Ce n'est pas seulement au point de vue de la conservation des forêts que les vues des particuliers et de l'Etat sont divergentes.

Elles apparaissent telles encore pour la mise en valeur des forêts.

Nous avons vu que pour le propriétaire privé la forêt est un capital dont il cherche à tirer le plus grand revenu net possible et qu'il n'avait pas intérêt à laisser la forêt se développer, mais plutôt à rapprocher l'époque des coupes et à l'exploiter en taillis.

L'Etat, se plaçant au point de vue général, n'envisagera pas seulement le *produit net*, il s'occupera de ce que donne au point de vue du *produit brut* une exploitation soumise à des coupes rapprochées ou une exploitation qui laisse se constituer des futaies.

Or, il est certain que la production du bois est non seulement en proportion de la durée écoulée avant que les coupes soient faites, mais qu'elle est très fortement progressive. Si on prend (sur un terrain de valeur forestière moyenne) un chêne, et qu'il soit coupé après trente ans, ce jeune chêne donnera un cubage de bois

1. Noirot-Bonnet. *Traité d'aménagement*.

évalué en moyenne à 110 décimètres cubes. Si on suppose qu'avant de couper ce chêne on attende quatre-vingt-dix ans, c'est-à-dire trois fois plus de temps, la production en décimètres cubes est plus du sextuple : elle est de 660 décimètres cubes. Si au lieu de quatre-vingt-dix ans on suppose un chêne ayant attendu cent vingt ans, c'est-à-dire quatre fois le cycle de trente ans, la production est alors treize fois ce qu'elle eût été en trente ans, près de 1 mètre cube et demi, soit 1 mc. 430 exactement. Si on va jusqu'à cent cinquante ans, soit cinq fois le cycle de trente ans, la production est alors vingt et une fois et demie plus forte considérable, soit 2 mc. 380. Donc pour une durée cinq fois plus grande on a une production de bois vingt et une fois plus forte (1).

Ce n'est pas seulement une quantité de bois plus forte que l'on peut obtenir en attendant le temps nécessaire, mais une qualité supérieure. On a alors du bois d'œuvre propre à la charpente, à la menuiserie, à l'ébénisterie, etc.

Nous avons vu les craintes générales d'une disette de bois d'œuvre dans le monde. L'Etat seul, parce qu'il est un être moral collectif et *impérissable*, peut conjurer la crise, si elle peut l'être, en plantant les espèces précieuses dont la croissance est lente et, en ne

1. Notes prises au cours d'Economie politique de M. Cauwès (Cours de doctorat, année scolaire, 1904-1905. Faculté de Droit de Paris).

négligeant aucun sacrifice momentané, atteindre à ce grand résultat : une *production liqueuse la plus importante en quantité et en qualité dans un temps donné*.

Par son mode d'aménagement en futaie, ce n'est pas seulement la production de bois d'œuvre que l'Etat assure, mais aussi tous les services indirects rendus par les forêts. Il est, en effet, bien certain que les futaies exercent sur le climat, sur les sources une influence bien plus grande que le taillis qui est en quelque sorte « le bois réduit à sa plus simple expression » (1).

Pour d'autres raisons encore l'Etat apparaît comme plus propre à l'exploitation forestière que les particuliers.

Pour que l'exploitation des bois soit bien faite, ceci est démontré, il faut qu'elle se fasse en grand et selon des procédés méthodiques et absolument scientifiques. A ce point de vue encore, les économistes les plus orthodoxes le reconnaissent, personne n'est plus apte que l'Etat.

Théoriquement, sa supériorité nous apparaît manifeste. L'examen *des faits* confirme cette opinion. Il montre, en outre, quelle folie il y aurait à compter sur les particuliers pour assurer la conservation des forêts et les services indirects que l'on attend d'elles.

1. Notes prises au cours de droit public de M. Larnaude (Cours de doctorat, année scolaire 1905-1906. Faculté de Droit de Paris).

Nous empruntons au livre de M. Hüffel (1) le tableau suivant. Il nous renseignera parfaitement sur le mode de traitement suivi dans les forêts domaniales, sur celui suivi dans les forêts non domaniales, mais soumises au régime forestier et enfin sur celui suivi dans l'ensemble des forêts non domaniales et non soumises. C'est à ce groupe qu'appartiennent les forêts particulières.

Modes de traitement suivis dans les forêts domaniales

Taillis simples divers..	22.600 hect. ou 2.5 0/0	} 31,7
Taillis sous futaie.....	261.000 — ou 29.2 0/0	
Taillis en conversion en futaie.....	141.300 hect. ou 16.8 0/0	} 68,3
Futaies.....	460.000 — ou 31.5	

Modes de traitement des autres forêts soumises

Taillis simples divers..	272.000 hect. ou 14.7 0/0	} 67,9
Taillis sous futaie.....	983.000 — ou 53.2 0/0	
Taillis en conversion en futaie.....	18.300 hect. ou 1.0	} 32,1
Futaies.....	574.000 — ou 31.1	

Dans l'ensemble des forêts non soumises on rencontre

Taillis simples divers..	3.208.100 hect. ou 49 0/0	} 80 0/0
Taillis sous futaie.....	2.077.800 — ou 31	
Taillis en conversion de futaie.....	» ou »	} 20
Futaies.....	1.229.000 hect. ou 20	

1. Hüffel. *Législation et économie forestière*, t. I, p. 405.

Il résulte, de l'examen de ce tableau que pour les forêts non soumises dont font partie les bois des particuliers 49 0/0 de leur superficie est exploitée en taillis simple et 20 0/0 seulement en futaies.

Au contraire, à peine 2,50 0/0 de la superficie totale des bois de l'Etat est exploitée en taillis simple et 51,5 0/0 en futaies.

De plus l'Etat transforme en futaie une partie de ses taillis, il paraît donc s'orienter de plus en plus vers la production de gros bois.

Chez les particuliers ce tableau ne mentionne aucune transformation.

Etat actuel de la propriété forestière privée en France et en Corse. — Non seulement les particuliers ne créent pas de nouvelles futaies, comme le demande l'intérêt général, mais nous pouvons dire, sans être taxé d'exagération que nous assistons en ce moment en France à la destruction des forêts particulières ainsi aménagées.

« Profitant de la hausse du bois d'œuvre occasionnée par sa rareté, les propriétaires privés jettent sur le marché leurs dernières réserves.

« Ce n'est pas seulement en tel ou tel lieu et rarement que la forêt est frappée. C'est sur l'étendue totale de notre pays et tous les jours. Dans l'Aube, dans la Marne, dans le Morvan, dans l'Auvergne, dans les

Alpes savoisiennes, dans les Cévennes, dans les Pyrénées, dans les Charentes (1).

« Les petits bois épars disparaissent comme les grands massifs. »

La forêt de Marchenoir d'une étendue de 5.400 hectares, la plus grande de la Beauce, est rasée. La forêt d'Amboise au cœur de la Touraine était à vendre pour 5 millions. La forêt d'Eu qui oppose sa masse aux vents du large pour 12.

Des déboisements sont signalés dans la région de l'Est, surtout dans la Haute-Marne, les Ardennes, la Meuse, la Meurthe-et-Moselle, le Pas-de-Calais.

Le syndicat d'initiative des Vosges et de Nancy joignant ses instances à celles du Touring-Club et de la Société des Amis des Arbres, dénonce au gouvernement le danger que courent « de grandes étendues de forêts acquises par des étrangers avec intention de les raser et réclame la promulgation de lois protectrices » (2).

La Corse même n'est pas épargnée. Des usines se sont élevées pour la fabrication du tannin et ce sont les châtaigniers qui servent de matière première à cette fabrication. La destruction de ces arbres est effroyable.

1. Extrait d'un article de M. Abel Baillif, président du Touring-Club.

2. Journal *Le Matin*, 4 mai 1909, art. de Urbain Gobier.

Voir le *Bulletin trimestriel de la Société forestière française des Amis des Arbres*, année 1908, n° 61.

et désastreuse, écrit M. Camille Saint-Saens. Est-il admissible que, pour permettre à quelques industriels de s'enrichir, on laisse s'accomplir avec indifférence la dévastation et la ruine d'un de nos plus beaux départements (1).

M. Schrader confirme les paroles de M. de Saint-Saens : « J'ai été moi-même consterné, dit-il, de voir au cours d'un récent voyage en Corse les ravages qui sont exercés dans l'île ; c'est la destruction complète des arbres. Dans dix ans, si l'on continue, la Corse sera comme les Pyrénées dépeuplée d'arbres. C'est une calamité irrémédiable, c'est un crime contre l'humanité (2). »

Les plaintes de M. Camille Saint-Saens et de M. Schrader ne sont pas exagérées.

Dans un article très documenté consacré à la Corse M. Pierre Guitet-Vauquelin avec un faisceau solide de chiffres et de preuves à l'appui nous parle du déboisement de l'île (3). Il existe encore actuellement en Corse 54.000 hectares de châtaigniers assurant, dit-il, un revenu annuel de 20 millions, revenu considérable, le châtaignier n'exigeant aucun entretien et la récolte pouvant être faite par des femmes et des enfants. Le châtaignier constitue à la fois la fortune et la sauve-

1. Lettre adressée au Congrès de l'aménagement des montagnes tenu à Bordeaux en 1905.

2. Lettre adressée au Congrès de l'aménagement des montagnes tenu à Bordeaux en 1905.

3. Voir *La vie à la campagne*, février 1907. Hachette.

garde (1) de la Corse. Malheureusement depuis que les progrès de la science ont en effet découvert que le châtaignier produit l'acide gallique des usines se sont installées sur le territoire et les Corses, éblouis par l'appât d'un gain pourtant dérisoire, n'hésitent pas à livrer aux usines les arbres qui assuraient leur existence. Actuellement les usines de Folelli, de Barchotta et de Casomozza consomment en moyenne 30.000 à 35.000 châtaigniers par an.

Or un châtaignier produit environ 6 décalitres de châtaignes vendues à raison de 0 fr. 50 le décalitre. Ces 30.000 châtaigniers représentent donc un revenu global de 90.000 francs, soit un capital de 3 millions. Le bois qui est payé aux accapareurs 11 francs le stère en moyenne est acheté par eux aux propriétaires 2 fr. 50. Si l'on considère qu'un châtaignier fournit une moyenne de 6 stères de bois utilisable, on voit que les propriétaires ont troqué un capital de 3 millions contre un capital de 450.000 francs.

Quant aux bénéfices des usiniers ils sont énormes.

Un mètre cube de châtaignier rend en moyenne

1. La châtaigne peut, au besoin remplacer le pain, sa composition chimique étant peu différente de celle du blé. En 1901 pendant la grève des inscrits maritimes, la Corse privée de communication manqua de farine comme l'atteste un rapport du préfet et du gouverneur transmis à cette époque au ministère. Les châtaigniers la sauvèrent de la famine.

(Voir le feuillet « Revue des Sciences » dans le journal des *Débats*, 21 mars 1907.)

80 litres d'acide gallique vendu à raison de 1 franc le litre. L'usine dépense 20 francs par mètre cube entre achat et traitement et comme un châtaignier donne 6 stères de bois, les quatre usines réalisent donc sur les 30 000 arbres abattus un bénéfice de 10.800.000 fr.

Parmi les usiniers il y a un banquier, allemand M. Levinstein, et un banquier italien, M. Bozzo-Costa. A ce jeu-là, la Corse perd près de 3 millions par an et le déboisement de l'île est inévitable avec toutes ses conséquences (1).

Chez nous, la Commission du budget en 1908 évaluait à 120.000 hectares la surface dénudée en France depuis quelques années. M. Dumont, député du Jura, à la suite d'une enquête officielle faite à ce sujet affirmait devant la Commission de la Chambre que depuis six ans 140.000 hectares avaient été ravagés par des coupes abusives dont 60.000 par massifs supérieurs à 100 ou 150 hectares et 80.000 par massifs moins étendus.

De véritables sociétés internationales se sont formées qui entreprennent de rechercher en France le bois d'œuvre qui commence à manquer à l'étranger. Elles acquiè-

1. Avec le déboisement rapide des pentes, le régime des eaux s'est altéré et la fertilité du sol s'en ressent. La récolte du blé décroît progressivement et avec une rapidité telle que la Corse, qui produisait en 1868 environ 670.000 quintaux de blé pour 105.000 hectares ensemencés, ne fournissait plus en 1901 que 100.000 quintaux pour 18.000 hectares, soit une diminution de 570.000 quintaux en trente-trois ans. (Journal des Débats, 21 mars 1907.)

rent en donnant des prix très élevés de vastes futaies particulières qu'un grand nombre d'autres sociétés moins importantes qu'elles exploitent soit à blanc étoc, soit en ne laissant que des réserves tout à fait insignifiantes.

Ce sont surtout des sociétés allemandes qui procèdent dans notre pays à l'œuvre de déforestation.

« Les Allemands qui opèrent en France sont avec M. Himmelsbach (de Fribourg) et M. Falk (de Sarrebourg), MM. Georg Michel et Schmoller de la Banque de Darmstadt. Sous le nom de « Société Française d'exploitation forestière », ils ont acquis depuis dix ans au moins 200.000 hectares. »

Partout l'on peut suivre la trace de leur passage. Dans la Haute-Marne notamment, ils ont transformé des forêts de hêtres en landes de pierres où rien ne repoussera.

Nos exportations de chênes bruts continuent à s'accroître d'une façon inquiétante (1).

Elles s'élèvent à 37.827 tonnes en 1908 contre 29.849 tonnes en 1907 (2).

Si un arrêt ne se produit pas l'épuisement ne saurait tarder !

1. Journal *Le Matin* du 4 mai 1909. Article de M. Urbain Gohier sur « La mort des Forêts ».

2. Chiffres extraits du *Bulletin trimestriel de la Société forestière française des Amis des Arbres* (année 1909, n° 65, p. 41).

Ces faits ont eu leur répercussion dans les discussions parlementaires. M. Ruau, ministre de l'Agriculture, disait lui-même à la Commission du budget de 1909 qu'il fallait faire cesser un état de choses qui, s'il se prolongeait, porterait la plus grave des atteintes à la prospérité nationale.

Le gouvernement a déposé un projet de loi tendant à compléter les dispositions du Code forestier sur le défrichement des bois des particuliers et à y ajouter des dispositions nouvelles pour empêcher les coupes abusives.

Enfin, il était aussi question d'imposer aux particuliers l'obligation de conserver dans les coupes un nombre déterminé d'arbre de réserves.

Nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur cette législation en voie de remaniement dont la tendance est de restreindre de plus en plus les droits des particuliers sur leurs propres forêts (1).

Il nous suffit pour l'instant de constater par l'examen des faits que la société ne peut attendre des propriétaires privés, ni la conservation des forêts, ni par conséquent les services attachés à leur existence.

Dès lors, à la question que nous nous étions posée au début de ce chapitre : l'Etat peut-il sans inconvénient aliéner ses forêts ? nous pouvons répondre en toute assurance : L'aliénation des forêts domaniales équiva-

1. Voir au chapitre X, p. 131.

draît dans la grande majorité des cas à la ruine plus ou moins rapide de ces forêts : destruction immédiate si l'Etat vend avec faculté de défricher, car elles deviennent la proie de spéculateurs, soit isolés, le plus souvent associés, qui n'ont qu'un but, gagner de l'argent, et qui ne connaissent qu'un moyen pour y arriver, raser la superficie pour payer leur prix d'acquisition et bénéficier ensuite du produit total de la vente du fonds.

Si les forêts domaniales sont vendues avec interdiction de défricher, peut-être, faudra-t-il s'attendre encore aux défrichements déguisés aux coupes abusives ?

En admettant que l'on puisse écarter les spéculateurs au moment de l'adjudication, les forêts aliénées tomberaient aux mains des particuliers. Or, nous venons de voir, tant au point de vue du mode d'exploitation auquel elles seraient soumises, qu'au point de vue de leur conservation le sort qui leur est réservé.

CHAPITRE VIII

Recherches sur ce que sont devenues en fait les forêts aliénées dans le courant du XIX^e siècle

Témoignages de la presse. — Autorisations de défrichements accordées
par l'administration dans le courant du XIX^e siècle.

On peut se demander si les choses se sont passées de cette façon à la suite des grandes aliénations du XIX^e siècle.

La plupart des auteurs admettent qu'une grande partie des forêts ont été détruites.

En 1831 Laffitte soutenait le contraire : « On tremble, disait-il, pour la conservation de cette masse de bois parce qu'on suppose à tout le monde la volonté d'abattre et de défricher. Cette crainte n'est guère fondée. Presque tous les bois sont convertis en taillis sous futaies pour être coupés tous les vingt ans. Ils sont devenus dès lors un produit solide régulier, facile à diriger et qu'un grand nombre de propriétaires ont recherché avec empressement. »

Certes, Laffitte avait ses raisons pour parler ainsi, mais que valait au juste son affirmation ?

Nous avons, tant pour répondre au désir de notre éminent président de thèse que pour connaître l'exacte vérité, essayé de rechercher *ce que sont devenues en fait* les forêts aliénées dans la première moitié du siècle précédent.

Malheureusement les documents officiels n'avaient pas alors la précision d'aujourd'hui. L'examen des travaux du Corps législatif au sujet des lois sur le défrichement notamment en 1850 et 1857 démontrent qu'on s'est toujours contenté de l'approximation très large résultant du rapprochement des données du cadastre pour connaître les variations survenues dans la contenance des bois des particuliers. Or, le cadastre est entièrement suranné en ce qui concerne la nature des parcelles ; il date en effet du commencement du siècle et l'on a continué à y désigner sous le nom de forêts des étendues considérables de bruyères et de terrains vagues.

En dehors de là il est impossible de connaître au juste les variations de contenance de la propriété forestière privée par les documents officiels.

En effet, en 1834 ceux-ci la portaient à 3.490.000 hectares (1).

1. Rapport de M. Laffite, ministre de l'Intérieur, *Moniteur* du 12 février 1834.

En 1857, M. Lelut, député au Corps législatif, estimait cette contenance à 5.497.460 hectares (1).

En 1865, M. Fould la portait à 6.126.849 hectares.

Si on attribuait à ces chiffres une valeur sérieuse, voici à quels résultats on serait conduit. La contenance des bois des particuliers aurait doublé de 1831 à 1865 et augmenté de 600.000 hectares depuis 1857 !!!

Or, dans un document de la même époque émané d'un des hommes les plus compétents en ce qui concerne les faits se rattachant aux forêts : M. Becquerel estimait à 310.000 hectares les surfaces défrichées dans l'espace des dix années précédentes de 1854 à 1864. « En tenant compte, disait-il, des reboisements effectués dans la Gironde, dans les Landes et dans les montagnes et en évaluant à 25.000 ou 30.000 hectares les surfaces reboisées... mettons même 50.000 ; la diminution du sol forestier rien que depuis dix ans ressort encore au chiffre de 260.000 hectares (2). »

Il n'y a donc, nous le voyons à tirer de la comparaison du sol forestier à diverses époques, aucune appréciation, car on peut au gré de toutes les thèses la faire varier de plusieurs centaines de milliers d'hectares rien

1. Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au défrichement des bois des particuliers par M. Lelut, député au Corps législatif (session de 1857).

2. Becquerel. *Des climats et de l'influence qu'exercent les sols boisés et non boisés*. Paris, 1853.

qu'en se référant aux documents officiels sur les modifications des contenances.

C'est donc en dehors de ceux-ci qu'il nous faut chercher sinon la preuve, du moins des indices sérieux sur la destruction d'une grande partie des forêts aliénées.

Ces indices nous les trouvons soit dans la presse d'alors soit dans des ouvrages concernant certaines forêts régionales, soit dans les demandes d'autorisation de défrichement durant la période des grandes aliénations.

Témoignages de la Presse

Lorsqu'en 1865 M. Fould proposa de vendre pour 100 millions de forêts de l'Etat, l'opinion publique s'alarma et de nombreuses protestations s'élevèrent de tous les points du territoire. Les journaux de l'époque s'en firent l'écho, et en rappelant ce qui s'était passé à la suite des aliénations précédentes ils nous fournissent en partie les renseignements que nous cherchions. En voici quelques extraits :

De la *Patrie*, 16 juin 1855 :

« Ce que devient une riche forêt passée entre les mains des particuliers les faits le disent assez. Le ministère des Finances a vendu, dans le département de la Haute-Marne d'admirables futaies provenant du domaine privé du roi Louis-Philippe. Les acquéreurs sont en train d'en réaliser le prix. C'est le plus lamen-

table des spectacles. Tout tombe sous la cognée. A la place de ces belles forêts qui étaient la fortune du pays, il restera quelques terrains vagues qui viendront accroître l'étendue des 8.000 ou 10.000 hectares de friches existant dans le département. Les acquéreurs auront certainement fait une bonne affaire, mais le pays en demeurera appauvri. »

Du *Mémorial de l'Allier*, 15 juin 1863 :

« Nous en avons déjà vu de ces aliénations et nous pouvons montrer à tous les résultats désastreux qu'elles ont amenés. En 1832 on aliéna une surface d'environ 100 hectares dans le canton d'Ebreuil. Le sol était recouvert de hêtres de magnifiques dimensions. Après l'adjudication l'acquéreur auquel on avait accordé l'autorisation de défricher s'était empressé d'exploiter tous les arbres implantés sur ce terrain. Après des tentatives infructueuses pour le mettre en culture il avait dû renoncer à y obtenir des récoltes. Aujourd'hui ce terrain ne produit que des bruyères ou de rares génévriers. »

Du *Courrier de la Meurthe et des Vosges*, 15 mars 1865 :

« Quand on parle de réserver, qu'on ne défrichera pas, cela est aussi périlleux que de faire garder un fromage par un chat. Sous le Gouvernement de Juillet on ajoutait cette clause à la vente de presque toutes les forêts que l'Etat a vendues, et malgré la défense primi-

tive, on a obtenu plus tard la permission de défricher. Ces défrichements n'ont produit que de très mauvaises terres ; aujourd'hui les sept huitièmes sont en friches. *Dans tous les bois défrichés de la Meurthe on n'a pas fait 10 hectares qui puissent mériter le nom de terres productives...* »

De l'*Ordre et la Liberté* (Caen), 13 juin 1865 :

« Dans le département de l'Eure, qui au point de vue forestier est l'un des plus importants de la Normandie la *destruction des forêts est commencée sur la plus large échelle. La forêt de Vernon récemment aliénée par l'Etat disparaît peu à peu...*

De la *Patrie*, 19 juillet 1865, à propos du projet d'aliénation des forêts de Roseux et d'Ivry dans l'Eure :

« Il n'est pas besoin de nouvelles expériences pour prouver combien les opérations de cette nature sont peu profitables au Trésor ainsi qu'à la fortune publique. Le souvenir de ventes de forêts faites vers 1832 est toujours vivant dans les contrées où elles se sont accomplies. On parle encore du passage de ces sinistres bandes noires qui s'abattaient un jour sur le pays, puis disparaissaient chargées de riches dépouilles en laissant derrière elles des ruines dont beaucoup ne seront jamais réparées... »

Du *Temps*, 25 juin 1865, lettre au rédacteur, à propos du projet d'aliénation de la forêt de la Harth (Haut-Rhin) :

« Si le suffrage universel était consulté sur le sort de la forêt, l'unanimité serait si complète que MM. les

députés du Haut-Rhin seraient réduits à se prononcer contre l'aliénation. Les communes intéressées ne veulent plus entendre parler de l'aliénation parce qu'elles redoutent les bandes noires qui seraient bientôt organisées pour la complète destruction de la forêt...

« ... Nous avons à nos portes *l'exemple de plaines arides infécondables. Le seul moyen de les rendre productives serait de les reboiser*, et l'on veut transformer notre Harth en désert... »

Nous bornons là ces citations que nous pourrions facilement multiplier.

La confirmation de la destruction de nombreuses forêts aliénées nous est encore fournie par différents auteurs.

Ainsi, M. Mathey, dans un de ses ouvrages s'exprime ainsi : « Non loin de Dijon, se trouvent dans le delta Norges et Tille, de *grandes étendues de forêts domaniales aliénées* par la Restauration et *défrichées*. Personne ne veut plus cultiver ces terres privées d'humus ; les propriétaires actuels au nombre desquels M. M..., sénateur, en sont réduits à les reboiser (1). »

Dans un livre de M. O. Toussaint consacré aux forêts des hautes vallées de l'Ornain et de la Saulx, nous lisons : L'Etat pour vendre plus cher ses bois accordait presque partout aux acquéreurs la faculté de défricher.

1. Mathey. *Le pâturage en forêt*, p. 89.

Des forêts entières disparurent faisant place à des cultures fertiles dès les premières années, puis négligées à cause de leur éloignement, de travail difficile, de maigre rapport et bientôt épuisées. C'est ainsi qu'il ne reste plus trace de ces belles forêts du duc de Guise achetées avec la baronnie d'Ancerville...

Les anciens bois de Bescluen à Badonvillers, des Hazottes à Amanty, du Chanois seigneurial à Delouze ont été mis en labour. A Montplonne, à Lavincourt des fermes ont été défrichées au milieu des bois, etc. (1)...

Enfin M. Cardot, dans un ouvrage consacré aux forêts de la Haute-Saône, nous cite des faits identiques. Après avoir dressé le tableau des bois défrichés dans ce département il nous dit que bien des communes auraient intérêt à les reboiser (2).

Mais le témoignage le plus probant de la destruction des forêts aliénées est celui fourni par le nombre des autorisations de défrichement accordées par l'administration pendant la période des aliénations importantes.

De 1803 à 1865 il porte sur les étendues suivantes :

1. *Histoire des forêts dans les hautes vallées de la Saulx et de l'Ornain* par O. Toussaint, inspecteur des forêts.

2. Cardot. *Aliénations des forêts domaniales et communales dans la Haute-Saône*, p. 10.

Années	Contenances	Années	Contenances
—	—	—	—
De 1803 à 1827	77.561 Ha	De 1866 à 1870	29.233 Ha
1828 à 1830	5.752 —	1871 à 1875	17.377 —
1831 à 1835	32.851 —	1876 à 1880	10.919 —
1836 à 1840	53.737 —	1881 à 1890	4.215 —
1841 à 1845	40.396 —	1891 à 1895	4.410 —
1846 à 1850	42.529 —	Etc., etc.	
1851 à 1855	77.214 —		
1856 à 1860	87.478 —		
1861 à 1865	64.154 —		
Total	481.672 Ha		

Ces chiffres ne sont pas à vrai dire exactement ceux des terrains défrichés. Un propriétaire ne profite pas nécessairement de la liberté qui lui a été reconnue par une non-opposition, mais, en revanche, combien de défrichements échappent à la vigilance des agents de la répression. C'est ainsi que M. Becquerel, dans son mémoire à l'Académie des Sciences disait, après avoir reproduit le chiffre des contenances, que les particuliers avaient été autorisés à défricher de 1827 à 1864 : « On peut compter sur un chiffre égal de défrichements au-dessous de 10 hectares ou de défrichements illicites. »

D'après le tableau précédent, la contenance totale des terrains défrichés de 1803 à 1865 s'élève donc à 481.672 francs.

Il est évident qu'une grande partie de ces terrains proviennent des forêts domaniales aliénées et acquises par des particuliers.

En effet: si nous examinons ce qui s'est passé après l'année 1865 c'est-à-dire une fois la période des grandes aliénations terminée, nous voyons que les demandes de défrichement pour lesquelles l'autorisation a été accordée portent sur des étendues bien moindres.

Enfin pour avoir une idée plus exacte de l'étendue des forêts vouées au défrichement il faudrait ajouter aux chiffres que nous avons cités plus haut ceux que M. Becquerel a recueillis à l'Administration des forêts. Ce sont ceux des forêts domaniales vendues avec faculté de défrichement. Ils ne nous renseignent qu'à partir de 1820.

De 1820 à 1851	216.000 hectares
en 1852	7.404 —
1853	15.713 —
1854	2.912 —
1855	9.294 —
1856	5.635 —
1857	} 000 —
1858	
1859	
1860	
1861	1.064 —
1862	5.839 —
1863	7.158 —
1864	7.672 —
Quantité de bois qui ont été aliénés avec faculté de défricher ..	<u>278.691 hectares</u>

RÉCAPITULATION : Forêts domaniales vendues avec faculté de défrichement de 1820 à 1864... 278.691 hect.

Autorisations de défrichement accordées par l'Administration de 1803 à 1865 portant sur une étendue de

481.672 hectares.....	481.672 —
Total.....	760.363 hect.

Ces chiffres nous montrent à quel point la manie du défrichement a sévi chez les particuliers dans le courant du XIX^e siècle.

Pourquoi les forêts domaniales aliénées alors et acquises par eux auraient-elles échappé à la destruction ?

Si les indices que nous avons pu recueillir de leur ruine et que nous venons précédemment d'indiquer ne suffisaient pas, si un doute subsistait encore le passage suivant emprunté à un document impartial : le compte rendu des finances de 1856 nous l'enlèverait immédiatement. Voici en effet ce qu'on peut y lire.

« En 1856 comme en 1832 lorsque l'Etat a vendu ses forêts, il ne s'est guère présenté aux adjudications que des spéculateurs désirant payer le prix d'acquisition en vendant la superficie et bénéficier du produit total de la vente du fonds. »

N'est-ce pas là, comme le dit M. Leroy-Beaulieu dans son *Traité des finances* (1) où il cite ces lignes la preuve que la plupart des forêts aliénées ont été détruites ?

1. Leroy-Beaulieu. *Traité de la Science des finances*, 4^e édit., t. I, p. 49.

CHAPITRE XI

Critique de la loi du 25 mars 1817 et de l'interprétation de la jurisprudence qui considère cette loi comme établissant le principe de l'aliénabilité et de la prescriptibilité des forêts domaniales.

Nous venons de voir quelles ont été pour les forêts les conséquences funestes de l'abandon du principe de l'inaliénabilité à la suite de la loi du 25 mars 1817.

Mais, ne pouvait-on interpréter autrement cette loi et fallait-il, comme l'a vu la jurisprudence, voir dans les différentes dispositions de cette loi l'abandon définitif du principe de l'inaliénabilité qui sous notre ancien droit et sous la Révolution, protégeait les grandes masses forestières ? Fallait-il, comme elle l'a fait, conclure de l'affectation des forêts, à la caisse d'amortissement une aliénabilité absolue et générale des forêts de l'Etat ?

Il semble que l'on aurait pu, avec raison, soutenir que la loi de 1817 n'avait créé à l'égard des grandes masses boisées qu'une aliénabilité restreinte.

En effet, il aurait fallu, nous semble-t-il, interpréter cette aliénabilité par le motif même qui l'avait fait établir. Or, ce motif c'est le rachat et l'amortissement des dettes inscrites au grand livre, c'est-à-dire l'extinction de la dette consolidée (art. 107 à 109) ; ce n'est donc que dans la mesure où il aurait été nécessaire d'amortir la dette, ou en cas d'emprunt pour assurer les prêteurs par la possibilité de vendre les forêts à leur profit que l'aliénation devait exister.

Ainsi interprétées, il semble bien que les dispositions de la loi de 1817 n'étaient pas destructives des principes sur l'inaliénabilité du sol forestier.

A la vérité, l'article 145 de la loi de 1817 nous dit bien que les forêts pourront être aliénées en vertu d'une loi, mais c'est là une règle générale applicable à tous les biens du domaine public, biens dont l'inaliénabilité peut en effet cesser en vertu d'une loi. Elle ne date pas de 1817, mais bien de 1790 et la loi de 1817 n'a été que l'exercice de cette faculté.

A cet égard, il semble même que l'on puisse dire que la règle de l'inaliénabilité a été fortifiée par la loi de 1817 qui a restreint la *possibilité éventuelle* de l'aliénation à un cas déterminé, c'est-à-dire à celui où le service de la dette publique *ne serait pas assuré*.

L'on aurait donc pu soutenir, à notre avis, que depuis la loi de 1817 comme avant, le sol forestier, était demeuré inaliénable tant qu'une loi spéciale n'en avait pas autorisé l'aliénation et ne l'avait pas fait sortir de la classe

des choses que des considérations d'intérêt général avaient placées hors du commerce. Or, dans ce cas, quand par des dispositions exceptionnelles la loi permet au gouvernement de distraire une portion quelconque de ces choses placées hors du commerce quoique compatibles avec une appropriation privée, pour la faire passer dans le domaine de propriété, la partie distraite suivant les formalités prévues par des règlements d'administration publique devient seule aliénable.

Quoi qu'il en soit, la question n'est plus aujourd'hui controversée. L'arrêt de la Cour de cassation du 24 juin 1854 et surtout l'arrêt de la Cour de Metz dont nous avons reproduit les motifs au chapitre V ont tranché définitivement cette question et la jurisprudence, après de longues hésitations, est maintenant définitivement fixée.

Les grandes masses des forêt domaniales sont depuis la loi du 25 mars 1817 considérées comme aliénables et prescriptibles.

Prescriptibilité des forêts domaniales. — Ces mêmes arrêts de la Cour de cassation et de la Cour de Metz déclarèrent en effet la prescriptibilité des forêts. Pendant longtemps la jurisprudence avait résisté sur ce point, et ses arrêts antérieurs avaient laissé subsister certains doutes.

Ainsi, la Cour de Riom, par un arrêt du 6 avril 1838,

avait décidé que la loi du 25 mars 1817 exigeant une loi spéciale pour l'aliénation des grandes masses forestières, ne les avait pas placées en dehors du commerce et qu'elles étaient par conséquent demeurées imprescriptibles.

Voici le passage de l'arrêt de la Cour de Riom qui en décidait ainsi :

« Attendu que vainement on voudrait soutenir que d'après l'article 2227 du Code civil l'Etat est soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers ; que dès lors, ce principe ne pourrait être appliqué dans l'espèce puisque dans l'article précédent on trouve cette exception formelle qu'on ne peut prescrire les choses qui ne sont pas dans le commerce et que la forêt du Tronçais (objet du litige) était dans ce cas ; — Attendu que l'on opposerait en vain que par l'article 143 de la loi du 25 mars 1817 sur les finances, les bois de l'Etat sont affectés à la caisse d'amortissement ; que cette affectation porta-t-elle sur la forêt du Tronçais ne la placerait pas dans le commerce, puisque audit cas elle ne pourrait être aliénée qu'en vertu d'une loi, etc. »

Cet arrêt décidait donc, que *tant qu'une forêt n'avait pas été déclarée spécialement aliénable par une loi, cette forêt demeurerait en dehors du commerce.*

Cette façon de voir fut un moment adoptée par la Cour de cassation et par de nombreux auteurs. Mais depuis son arrêt du 24 juin 1854, la Cour de cassation,

par une série d'arrêts, s'est rangée à l'opinion contraire qui considère les forêts de l'Etat comme aliénables et *prescriptibles* depuis 1817. Voici certains motifs de l'arrêt du 24 juin 1854 :

« Attendu que la loi des finances du 25 mars 1817 en disposant par ses articles 143, 145, 147 que tous les bois et forêts de l'Etat sont affectés à la dotation de la caisse d'amortissement à l'exception d'une portion réservée pour la dotation des établissements ecclésiastiques et pourront être aliénés en vertu d'une loi, par la caisse d'amortissement à laquelle la propriété en est dès à présent transportée, a eu nécessairement pour effet de replacer cette nature de biens dans les conditions de droit commun et sous l'empire du principe général successivement formulé, soit par les articles 1 du décret du 9 mai 1790 et 8 de la loi des 22 novembre, 1^{er} décembre de la même année qui disposent que les domaines nationaux et les droits qui en dépendent peuvent être vendus et aliénés à titre perpétuel et incommutable en vertu d'un décret du Corps législatif sanctionné par le roi ; soit par l'article 36 de la même loi qui dispose que la prescription aura lieu à l'avenir pour les domaines nationaux dont l'aliénation est permise de la sorte ; soit enfin par l'article 2227 du Code Napoléon qui dispose que l'Etat est soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers ; *attendu que la nécessité d'une loi* pour autoriser la vente et l'aliénation est

une condition commune à toutes les parties du domaine de l'Etat et la seule forme sous laquelle l'Etat propriétaire puisse exprimer son consentement ; qu'elle ne fait donc pas obstacle au libre *cours de la prescription* à l'égard des forêts domaniales qui, aliénables depuis 1817 au même titre et aux mêmes conditions que toutes les autres propriétés domaniales, sont devenues par cela même susceptibles *d'une possession utile qu'il faut distinguer en effet entre le domaine de l'Etat aliénable et prescriptible* de sa nature et le domaine public toujours inaliénable et imprescriptible tant que la destination qui lui imprime ce caractère n'a pas changé, etc. »

Cet arrêt renvoyait l'affaire devant la Cour de Metz qui formula les mêmes conclusions. Des raisonnements identiques avaient été tenus auparavant par de nombreux auteurs, notamment par MM. Meaume (1), Proudhon (2), Curasson (3).

Il semble bien que si la jurisprudence et les auteurs en sont arrivés à cette conclusion que les grandes masses forestières sont prescriptibles depuis 1817, c'est parce qu'ils ont procédé par voie d'interprétation abstraite et logique. C'est ici, comme nous l'avons vu plus haut pour l'abandon du principe de l'inaliénabilité sous

1. M. Meaume. *Annales Forestières*, année 1844, p. 88 et suiv.

2. Proudhon. *Droits d'usage*, 2^e éd., n^o 418.

3. Curasson, t. I, p. 139.

l'influence du raisonnement abstrait, de l'influence juridique que l'on est arrivé à admettre la prescriptibilité des grandes masses forestières. La logique abstraite fait découler ici comme partout la prescriptibilité de l'aliénabilité. Elle voit dans ces deux règles les manifestations juridiques d'une même idée, l'application d'une règle générale qui s'appelle la disponibilité. Quand un bien est disponible, cela signifie au point de vue du droit qu'il est aliénable, prescriptible et saisissable. C'est en raisonnant ainsi, sans tenir compte des faits, sans s'attacher à établir des distinctions d'après la nature des différents biens, leur destination, leur utilisation, que le principe de la prescriptibilité des forêts a été admis par la jurisprudence(1).

Or, si l'on admet le raisonnement que nous avons tenu pour établi que la loi du 25 mars 1817 avait créé non pas une aliénabilité générale, mais restreinte, le raisonnement de la jurisprudence ne peut se soutenir, les forêts ne peuvent être prescriptibles en ce cas. Seule, la partie des forêts que par des dispositions exceptionnelles la loi permettait au gouvernement de distraire, suivant les formalités prescrites par les règlements d'administration publique, devenait aliénable et prescriptible.

Ces principes s'appliquent à toutes les choses con-

1. Notes prises au cours de Droit public de M. Larnaude (Cours de doctorat, année scolaire, 1906-1906).

sacrées par leur destination au service de la société. Les fleuves, les rivages de la mer, les canaux sont imprescriptibles, bien que l'article 41 de la loi du 16 septembre 1807 ait permis au gouvernement de convertir en propriété privée certaines parties qu'il détermine de ces sols publics.

L'article 53 de la loi du 16 septembre 1807, l'article 4 de celle du 20 mai 1836 et l'article 3 de celle du 25 mai 1842 autorisent le gouvernement à vendre des terrains dépendant des routes royales, des fractions entières de ces routes, et certes le sol des routes royales n'est pas devenu prescriptible.

Il semble bien aussi, qu'en déclarant les forêts prescriptibles depuis la loi du 25 mars 1817, la jurisprudence ait totalement oublié le but de cette loi. Que voulait-on faire ? rassurer les prêteurs. On crée alors pour cela la caisse d'amortissement, on y affecte les forêts avec faculté de les aliéner éventuellement à leur profit. On conçoit que cela les rassure, mais est-ce les tranquilliser que de leur dire les forêts sont désormais prescriptibles ?

La prescriptibilité établie n'ouvre-t-elle pas l'éventualité possible d'une diminution de leur gage ? N'est-ce pas aller à l'encontre du but que l'on se proposait d'atteindre ?

Si nous admettons maintenant que la loi de 1817 ait créé à l'égard des forêts une aliénabilité générale,

est-ce une raison pour conclure forcément à leur prescriptibilité ?

N'est-ce pas une erreur d'établir, comme la fait la jurisprudence, une corrélation étroite entre l'aliénabilité et la prescriptibilité ?

Cette erreur ne vient-elle pas surtout de ce qu'on a assimilé l'Etat à l'individu ?

Quand il s'agit d'un particulier, on comprend très bien la corrélation entre l'aliénabilité et la prescriptibilité. En effet, si nous supposons un propriétaire capable, le propriétaire capable peut aliéner seul, il n'a besoin d'autorisation d'aucune sorte, de même il est supposé capable de veiller sur sa propriété et par conséquent d'interrompre les prescriptions qui peuvent se produire sur elle.

Il est seul juge des aliénations et des convenances d'interrompre la prescription.

Mais en ce qui concerne l'Etat, la corrélation n'existe pas parce que lorsqu'il s'agira d'aliénation on accumulera les prescriptions formalistes, il faudra une loi, la plupart du temps des formalités nombreuses et notamment des enchères, une adjudication publique, etc..

Les représentants les plus élevés de l'Etat interviendront en quelque sorte dans cette vente. Pour la prescriptibilité aucune de ces garanties n'existera, l'Etat

1. Notes prises au cours de Droit public de M. Larnaude (année scolaire, 1905).

n'est plus représenté que par des petits fonctionnaires administratifs plus ou moins diligents et actifs. Par conséquent, l'assimilation avec la personne majeure qui agit, toujours la même, est certainement fausse.

D'un côté, c'est le propriétaire qui se décide pour sa vente, et qui veille sur sa propriété.

De l'autre, pour l'Etat, c'est le législateur qui décide de la vente, mais ce n'est pas le législateur qui veille sur les biens pour empêcher la prescription, ce sont de simples agents administratifs.

Si l'on voulait invoquer une analogie précisément dans l'ordre du droit privé entre l'Etat et l'individu, n'existerait-elle pas plutôt entre la situation de l'Etat et celle du mineur, l'incapable le plus commun, qu'entre la situation de l'Etat et celle d'une personne capable ?

Or, si nous prenons les biens immobiliers du mineur, ils peuvent bien être vendus, pas par lui, mais par le tuteur et avec des autorisations nombreuses, autorisation du conseil de famille, homologation du tribunal ; mais enfin ils peuvent être aliénés.

Peuvent-ils être prescrits ? Pas le moins du monde (art. 2252 du C. civ.).

Pourquoi, si cette prescription n'est pas possible pour les biens du mineur, l'établir pour les biens de l'Etat ?

Quoi qu'il en soit, aucun doute ne saurait exister aujourd'hui. L'opinion de la jurisprudence est faite et

l'on considère la loi du 25 mars 1817 comme ayant substitué les principes de l'aliénabilité et de la prescriptibilité aux principes opposés qui avaient jusque-là régi les grandes masses forestières.

Toutefois, l'aliénation ne peut avoir lieu qu'à la condition d'être autorisée par une loi.

Les forêts ne sont donc pas, au point de vue de l'aliénation, soumises au même régime que les autres biens domaniaux. La loi du 1^{er} juin 1854 qui règle le mode d'aliénation des immeubles domaniaux ne s'applique pas aux forêts de l'Etat.

Les forêts domaniales sont aliénables ainsi que les autres biens domaniaux, mais, pour savoir s'il faut ou non une loi, on considère la valeur du bien s'il s'agit d'un bien domanial autre qu'une forêt, et s'il s'agit d'une forêt on recherche si cette forêt constitue ou non une masse forestière. En d'autres termes, on s'attache à la valeur estimative des biens dans le premier cas, à son étendue dans le second.

L'aliénation d'un bien domanial doit être autorisée par une loi quand la valeur estimative du bien est supérieure à un million ; l'aliénation d'une forêt domaniale doit être autorisée par une loi quand la forêt à aliéner a une étendue supérieure à 150 hectares ou quand son étendue étant inférieure à 150 hectares, la distance qui la sépare d'une autre grande masse forestière est inférieure à 1 kilomètre.

Cette opinion, qui conteste la nécessité d'une loi spé-

ciale pour l'aliénation des parcelles de forêts domaniales d'une contenance moindre de 150 hectares et éloignées d'autres massifs de 1 kilomètre au moins en se fondant sur le décret législatif du 2 nivôse an IV qui charge le gouvernement d'effectuer la vente de ces parcelles, n'est pas unanimement admise.

Certains auteurs considèrent cette disposition comme abrogée par l'article 145 de la loi du 25 mars 1817 qui déclare que l'aliénation des bois affectés à la caisse d'amortissement ne peut être faite qu'en vertu d'une loi sans distinguer suivant leur contenance et leur valeur.

Dans cette théorie, on ne considère pas comme un obstacle la loi du 1^{er} juin 1864 qui autorise d'une manière générale l'aliénation par les soins de l'administration des immeubles domaniaux dont l'estimation est inférieure à 1 million. Cette loi réserve en effet les immeubles dont l'aliénation est régie par des lois spéciales et notamment les forêts soumises au droit spécial de la loi de 1817.

Le Code forestier, n'a rien changé à la situation légale des forêts domaniales quant à l'aliénabilité et à la prescriptibilité.

Toutefois, l'article 62 de ce Code, en déclarant qu'il ne sera plus fait à l'avenir dans ces forêts aucune concession de droits d'usage, on en a déduit que le domaine

1. Béquet. *Répertoire de droit administratif*.

forestier de l'Etat aliénable quant à la propriété est demeuré inaliénable quant à la constitution des servitudes (1).

1. Fuzier-Hermann, t. XXII, p. 833.

CONCLUSION

Nous ne pouvons que regretter la disparition de ces principes protecteurs des grandes masses de forêts que notre ancien droit et le droit de la Révolution avaient consacrés.

Certes, l'abandon du principe de l'inaliénabilité n'a plus aujourd'hui l'importance qu'il aurait eu autrefois. Sous l'empire du Code civil, l'inaliénabilité du domaine public a changé de caractère. Elle n'est plus comme sous l'ancien droit une mesure de défiance destinée à prévenir la dilapidation du patrimoine. Elle est la conséquence d'une destination, et, comme cette destination donnée par l'Etat lui-même, peut être également retirée par sa volonté, on peut dire dans un certain sens que l'inaliénabilité du public est en quelque sorte purement potestative puisqu'il dépend de l'Etat de la faire cesser en effaçant la condition à laquelle elle est attachée. A ce point de vue, l'inaliénabilité des forêts, si elle avait été maintenue, serait donc moins absolue que par le passé.

Tandis que sous la monarchie un édit du roi n'aurait

pu lever l'obstacle résultant de l'inaliénabilité du domaine de la Couronne, le roi s'étant d'avance interdit toute diminution du patrimoine royal ; une loi qui aliénerait aujourd'hui une dépendance du domaine public devrait être exécutée nonobstant l'inaliénabilité de ce domaine, car elle aurait en conférant une propriété privée fait cesser par là même la domanialité publique.

Il n'en est pas moins vrai que l'abandon du principe de l'inaliénabilité constitue à notre avis un danger permanent pour la conservation de notre domaine forestier.

Le fait que les forêts sont devenues aliénables a créé à leur égard un état d'esprit nouveau.

Depuis lors, en effet, tous les gouvernements n'ont-ils pas été tentés de considérer les forêts comme destinées avant tout à leur procurer des ressources financières.

Et ce n'est pas seulement au lendemain des révolutions ou des grandes crises financières qu'il a été question de procéder à de grandes aliénations, mais en 1865, en pleine période de paix, sous un gouvernement qui se targuait du bon état de ses finances, mais en 1878, mais en 1880.

Dans ces conditions, la vente n'est plus comme dans les jours de crise un simple expédient. C'est une mesure qui a presque le caractère d'un principe. Elle signifie que l'Etat ne doit pas être propriétaire de forêts, l'Etat ne doit pas se faire garant de la production ligneuse.

Or, la généralisation d'un pareil principe serait grosse de menaces pour l'avenir de notre domaine forestier.

Il faut bien le répéter, les forêts domaniales ne sont pas plus une ressource financière que nos musées ou nos places fortes. L'Etat ne doit posséder les forêts que dans l'intérêt de la nation. Cet intérêt exige leur conservation aussi légitimement que celle des routes, des ports, des places fortes.

Les forêts domaniales aliénables ! mais cela n'apparaît-il pas comme une grossière erreur économique ? Parce que les forêts font maintenant partie du domaine privé de l'Etat, est-ce une raison pour leur appliquer toutes les règles de la propriété privée ?

Pourquoi ne pas établir de distinctions selon la nature des différents biens ? On comprendrait parfaitement l'application de ces règles s'il s'agissait de biens du domaine privé comme un établissement destiné au haras, à une vacherie, à une laiterie ; il est possible en effet que l'Etat ait intérêt à vendre cette partie du territoire. L'Etat peut trouver à acheter une propriété rurale qui sera plus commode à exploiter.

Mais ce raisonnement n'est pas possible quand il s'agit des forêts. Croit-on qu'une fois aliénées on retrouverait facilement les richesses qu'il a fallu des siècles à constituer ?

Assimiler comme on l'a fait depuis 1817 la propriété forestière de l'Etat à la propriété privée ordinaire est le triomphe de la logique juridique du droit privé, mais

c'est une conception contraire à l'essence même de cette propriété (1).

Nous nous sommes assez étendu dans notre introduction sur les services directs et indirects rendus par les forêts, pour savoir que les motifs que l'on peut donner de la nécessité de l'existence des masses boisées sont exactement de même nature que ceux que l'on pourrait fournir pour les biens affectés à l'usage du public.

Il faudrait donc, en bonne logique, traiter les forêts domaniales au point de vue de l'aliénabilité comme les biens du domaine public.

A cet égard, notre ancien droit et le droit intermédiaire qui consacraient le principe de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité des grandes masses forestières nous apparaissent comme seuls raisonnables.

1. *Cours de droit public* de M. Larnaude. (Doctorat année scolaire, 1905-1906.)

APPENDICE

Nous avons, au cours de ce travail, insisté sur la triste situation actuelle de la propriété forestière privée dans notre pays. Bien que ceci sorte un peu du cadre de notre sujet, nous avons pensé que nous ne pouvions abandonner cette question sans rechercher s'il n'y avait pas à apporter à cette situation précaire de remède vraiment pratique ? C'est à l'étude de cette question qui, par plus d'un point d'ailleurs, se rattache à celle que nous venons de traiter et qui la complète, en quelque sorte, que nous consacrons nos deux derniers chapitres. Elle est d'ailleurs comme nous allons le voir intimement liée à la question de l'agrandissement du domaine forestier de l'Etat.

Deuxième Partie

De l'agrandissement du domaine forestier de l'Etat par le rachat des principales forêts privées menacées de destruction.

CHAPITRE X

Etude des mesures tendant à sauvegarder la propriété forestière privée en France

Insuffisance de la loi actuelle sur les défrichements (art. 220 du Code forestier). — L'article 104 de la loi forestière algérienne. — Mesures à prendre : régime de contrainte ou régime de liberté ? — La leçon du passé : l'ordonnance de 1669 ; la loi du 29 septembre 1791. — Réformes à souhaiter concernant le défrichement. — Les charges fiscales. — La lutte contre les incendies.

Puisque, comme nous l'avons constaté par l'examen des faits, on doit s'attendre en tout temps dans notre pays à ce conflit entre l'intérêt public qui commande impérieusement la conservation de la propriété forestière et l'intérêt privé, avide de jouir, qui tend à la destruction prochaine de toute richesse accumulée, quelles mesures s'imposent ?

La première idée qui se présente naturellement à l'esprit, est celle d'une législation coercitive : Imposer aux particuliers un régime forestier plus sévère. Mais jusqu'où aller ?

Insuffisance de la loi actuelle sur les défrichements.

— Aujourd'hui, sous l'empire du Code de 1827, les particuliers sont libres de gérer leurs forêts comme ils l'entendent, à la condition de ne pas changer l'affectation de leur propriété ; ils peuvent user et abuser de leurs forêts.

Une seule restriction est apportée à leurs droits : ils ne peuvent défricher sans déclaration et l'administration peut, pour certains motifs, faire opposition au défrichement projeté.

L'administration ne peut d'ailleurs s'opposer au défrichement que dans les cas prévus par l'article 220 du Code forestier (1).

La loi a cru ainsi assurer la conservation des bois reconnue nécessaire :

1° Au maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes ;

2° A la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières et torrents ;

3° A l'existence des sources et des cours d'eaux ;

1. Loi du 18 juin 1859.

4° A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables ;

5° A la défense du territoire dans la partie de la zone frontière qui est déterminée par un règlement d'administration publique ;

6° A la salubrité publique.

Cette loi sur le défrichement est insuffisante. Les propriétaires peuvent, en effet, sans être inquiétés, se livrer dans leurs forêts à des opérations qui équivalent en fait à un défrichement.

Un particulier coupe à blanc étoc un bois de sapins, mais sans arracher les souches. Est-ce un fait de défrichement ? Non ; cependant le bois ne repousse plus. Le propriétaire d'un bois de chênes veut transformer ce bois en pâturage ; il rase son bois et y envoie ses bestiaux qui rongent tout ce qui repousse. Le bois ne tient pas longtemps à ce régime, il fait place à un maigre pâtis, et le propriétaire a éludé les prohibitions de la loi.

La loi de 1859, en France, a laissé aux tribunaux l'appréciation des faits de défrichements ; mais, pour qu'une condamnation soit prononcée, il faut que l'opération de défrichement réelle ou déguisée, ait eu pour effet de dépouiller complètement le sol.

L'article 104 de la loi forestière algérienne de 1903.

— La loi algérienne de 1903 réalise sur cette question un progrès réel sur la nôtre.

Le législateur a assimilé au défrichement certains procédés de destruction de la forêt.

Ce n'est pas seulement le fait du défrichement qui est illicite, ce peut-être le moyen employé pour le réaliser.

L'article 104 assimile au défrichement et punit des mêmes peines les coupes abusives, l'exercice du parcours après exploitation, recépages ou incendies qui auraient pour conséquence d'entraîner la destruction de tout ou partie de la forêt dans laquelle il est pratiqué, et par cette expression coupe abusive, le législateur entend non pas une exploitation dépassant la possibilité de la forêt mais une exploitation ruineuse, susceptible d'en entraîner inévitablement la destruction en tout ou en partie.

C'est cette dernière seulement qui tombera sous l'application des peines édictées par la loi.

Peut-être serait-il souhaitable de voir ces mesures introduites dans notre législation métropolitaine? Mais aujourd'hui il semble bien que l'on veut aller plus loin et rendre plus sévères encore les mesures prises contre les propriétaires forestiers privés.

Dans certains systèmes, on voudrait étendre aux bois des particuliers un régime analogue à celui des forêts domaniales ou communales.

« L'Etat devrait désormais intervenir par ses agents dans tous les actes de gestion pouvant avoir pour cause l'appauvrissement de la forêt. Les agents fores-

tiers viendraient taxer la possibilité et devraient surveiller de quelle manière cette taxe serait perçue ; en d'autres termes, non seulement ils imposeraient un aménagement au propriétaire, mais ils interviendraient dans l'assiette des coupes et dans le balivage des réserves (1 et 2).

Certes, pour nous qui considérons la propriété boisée comme une propriété d'un genre spécial, parce qu'elle revêt à nos yeux un caractère d'utilité publique, nous voulons bien en principe reconnaître le droit d'intervention de l'Etat moyennant indemnité. Mais quelles colères ce procédé ne va-t-il pas soulever ? Les propriétaires considéreront toujours comme profondé-

1. M. Charles Guyot. *La nationalisation du sol forestier*.

2. Une proposition en ce sens avait été faite en 1908 par M. Cyprien Girard. La voici :

« Dans les bois, taillis ou futaies, qui appartenant à des particuliers auront été reconnus par l'autorité administrative susceptibles d'un aménagement ou d'une exploitation régulière, il ne pourra être fait aucune coupe sans les réserves d'usage, et à défaut d'usage, sans la réserve de 50 baliveaux à l'hectare de l'âge de la coupe.

Une autre proposition de M. Pierre Baudin, député de l'Ain, préconisait de soumettre à la surveillance directe de l'administration forestière les très grands domaines forestiers privés dont la conservation importait à la conservation même du pays.

Ces propositions n'ont subi qu'un commencement de discussion.

Enfin, un projet du gouvernement tendant à empêcher les coupes abusives par des dispositions nouvelles introduites dans le Code forestier, dispositions prescrivant de limiter à cinq possibilités au maximum, la quotité des exploitations a soulevé de nombreuses objections de la part de plusieurs membres de la Commission, en ce qui concerne les entraves qui en résulteraient pour la gestion des forêts particulières, et surtout en ce qui concerne les difficultés d'application d'une pareille mesure.

ment injuste une pareille réglementation. De quel droit diront-ils, soumet-on notre propriété à un régime si restrictif ? pourquoi nous traiter plus sévèrement que les propriétaires de champs, de prés, de vignes ? N'était-ce pas déjà assez exorbitant de nous interdire de défricher ? Sous la tutelle des agents de l'Etat notre droit de propriété se réduira à un simple droit d'usufruit. L'Etat ne peut diminuer ainsi nos droits sans nous donner une indemnité convenable.

Cette question d'indemnité est déjà une première difficulté. L'Etat aura à lutter avec les prétentions souvent excessives des propriétaires. Une autre non moindre se présente immédiatement.

Il ne faut pas oublier que les agents forestiers gèrent pour l'Etat 1 million d'hectares et qu'ils ne pourraient surveiller les 6 millions d'hectares boisés appartenant aux particuliers ; il faudrait donc créer une nouvelle armée de fonctionnaires bien vite impopulaires comme parasites et gêneurs (1).

Et en fait, les agents forestiers n'auront-ils pas de peine à faire accepter aux propriétaires les règles de ce nouveau régime ? Que de tiraillements, de vexations, de procès en perspective !

Les résistances actuelles des communes aux agents de l'administration peuvent déjà donner une idée de ce

1. Article de M. Urbain Gohier. Journal *Le Matin*, 4 mai 1909.

qui se passerait quand ceux-ci se trouveraient en présence de simples particuliers.

De plus, il paraît bien difficile de régler par voie législative les conditions de bonne exploitation des forêts disséminées sur tout notre territoire. Ces conditions devraient varier suivant les régions, la nature du sol ou les essences.

Mais admettons que ces difficultés soient surmontées. Est-on bien sûr que ces mesures restrictives auraient sur les forêts privées une influence heureuse ?

La leçon du passé. — Cette intervention des agents forestiers dans la gestion des forêts privées ne serait pas une innovation.

L'Ordonnance de 1669 enjoignait à tous les particuliers « de régler la coupe de leurs taillis à moins de dix années, avec la réserve de 16 baliveaux par arpent et de 10 dans les ventes ordinaires de futaie, pour n'en disposer qu'après l'âge de quarante ans dans les taillis et de 120 dans les futaies, et au surplus d'observer pour l'exploitation de leurs bois ce qui est prescrit pour l'usage des forêts royales sous les peines portées par les ordonnances » (Art. 1 du titre XXVI).

Aux termes de l'article 2, il était permis aux grands maîtres et officiers des maîtrises de visiter les bois des particuliers pour y faire observer l'ordonnance et y réprimer les contraventions.

Quel résultat ont donné ces mesures ?

Il est peut-être difficile aujourd'hui de s'en rendre compte, mais dans le cours du XVIII^e siècle, un grand nombre d'écrits et de rapports signalent le mauvais état des forêts. Au début de la Révolution, les cahiers des Etats généraux étaient remplis de doléances concernant la ruine des forêts et parfois même les exactions des officiers des maîtrises forestières. Ils signalaient les abus auxquels avait donné lieu l'application des règlements forestiers.

Mais continuons rapidement cet examen des législations antérieures à la nôtre, peut-être y trouverons-nous d'utiles indications ?

En effet, la loi du 29 septembre 1791 (titre I, art. 6), abroge les dispositions de l'Ordonnance de 1669 et déclare « que les bois particuliers cesseraient d'être soumis à l'administration des forêts et que chaque propriétaire serait libre de les administrer comme bon lui semblerait.

Or, ce régime ne réussit pas plus que le précédent.

Les défrichements sont si nombreux (383.000 hectares en douze ans), que la loi du 9 floréal an II (29 avril 1809) édicte des dispositions contre les défrichements et impose aux propriétaires la déclaration des coupes qu'ils ont l'intention de faire pour permettre aux agents de la marine de s'y opposer.

Une ordonnance du roi du 28 avril 1816 fait revivre les dispositions de l'Ordonnance de 1669. Puis une nou-

velle ordonnance révoque la première et replace les bois des particuliers sous le régime de la loi de floréal an II :

Enfin, nous venons de le voir précédemment, le Code forestier de 1827, en dehors des mesures concernant le défrichement, affranchit les particuliers de toute obligation.

Que devons-nous conclure de ces ordonnances contradictoires, de ces régimes de contrainte et de liberté se succédant à tour de rôle. Une seule chose : c'est que pas plus sous le régime de liberté de la loi du 27 septembre 1791 que sous le régime de surveillance et de contrainte de l'ordonnance de 1669, la propriété forestière privée n'a cessé de périlcliter.

Si le régime de liberté est fatal aux forêts particulières, l'introduction dans les propriétés privées d'agents limitant leur possibilité, ordonnant la conservation d'arbres de réserve, en un mot, intervenant dans tous les détails de l'exploitation n'aurait, il nous semble, qu'un résultat : en même temps qu'elle pourrait faire renaître les abus qui ont compromis si souvent les maîtrises forestières de l'ancien régime, rendre la propriété boisée particulièrement odieuse. Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à tenter pour écarter le danger dont est menacée la propriété forestière privée ?

A notre avis, il faudrait rendre plus efficace la loi de 1827 sur le défrichement, introduire dans notre

législation sur ce point une loi analogue à la loi algérienne de 1903, de façon à réprimer les défrichements déguisés, arrêter les ventes aux associations de déboisement par l'interdiction des coupes abusives (1), dans le sens où la loi algérienne entend ce mot. Enfin, si cela était nécessaire, renforcer, mais prudemment, la législation générale par des mesures locales comme cela se pratique en Autriche et en Suisse. En un mot, proportionner les restrictions aux situations.

Comme compensation, accorder dans certains cas des subventions pour travaux, analogues à celles que la loi du 4 avril 1882 permet d'obtenir pour l'amélioration, la consolidation du sol, la mise en valeur des

1. En 1909, un projet de loi fut dressé par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, portant modification des articles 219 à 225 du titre XV du Code forestier sur le défrichement et l'exploitation des bois particuliers. Ce projet a pour but d'empêcher, non seulement les défrichements faits par les propriétaires, mais encore les coupes abusives dans le cas où les forêts seraient reconnues nécessaires : 1° Au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes ; 2° A la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, des rivières ou torrents ; 3° A l'existence ou à la régularité des sources ou cours d'eau ; 4° A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables ; 5° A la défense du territoire dans la partie frontière déterminée par un règlement d'administration publique ; 5° A la salubrité publique ; 7° Au maintien des conditions économiques existantes relatives à l'approvisionnement en bois d'œuvre.

L'article 220 du Code forestier serait donc complété par l'adjonction du paragraphe suivant : 7° Au maintien des conditions économiques existantes relatives à l'approvisionnement en bois d'œuvre.
(Cette loi n'a pas encore été discutée à la Chambre).

pâturages, et enfin, si besoin est, accorder des dégrèvements d'impôts.

La propriété forestière privée et les impôts. — Puisque nous sommes ainsi amené à parler d'impôts, nous devons dire qu'une des causes des destructions forestières privées est l'exagération des charges fiscales qui, actuellement, pèsent sur la propriété boisée. Nous l'avons déjà mentionnée incidemment. Il est inadmissible que certaines propriétés paient au fisc 30 et 40 0/0 de leur revenu. Récemment encore, le journal *Le Bois* faisait connaître que dans le Morvan il n'existait par un propriétaire forestier dont l'impôt fut inférieur à 30 0/0. Pour quelques-uns, il atteint 60 et 80 0/0. Dans une conférence du mois de mars 1908 à la Société des agriculteurs, on citait une forêt dont le produit est de 1.660 francs qui doit payer 1.330 francs d'impôts, soit 80 0/0 (1).

Pourquoi frapper ainsi la propriété boisée si nécessaire à l'ensemble de la nation ?

Est-ce parce que, peu rémunératrice, cette propriété garde une apparence somptuaire ?

L'exagération des charges fiscales, la crainte de les voir augmenter ne peut avoir qu'un effet, pousser le propriétaire à vendre sa forêt aux spéculateurs français

1. Voir le *Bulletin de la Société Forestière Française des Amis des Arbres*, année 1908, n° 61, p. 159.

et étrangers pour placer le produit de cette vente en valeurs mobilières.

M. Deroye (1), président de la Commission de législation dans un congrès tenu, l'an dernier à Vesoul, s'occupant de la question délicate du revenu imposable des forêts exposait, que l'impôt foncier en matière forestière est exagéré et inégalement réparti, parce que le système suivi lors de la confection du cadastre en l'an VIII reposant sur des bases incomplètes et souvent inapplicables, et méconnaissant les lois fondamentales de l'évaluation du revenu des forêts, a conduit aux surcharges et aux inégalités. En effet, les revenus des forêts étant périodiques et non annuels, ne peuvent être évalués comme les revenus des immeubles à produits annuels.

Il faut donc, pour obtenir le revenu imposable des forêts, se rappeler que la méthode des annuités est nécessaire, et pour ce calcul, que c'est le revenu du sol seul qui doit être frappé, le capital bois ne devant pas être atteint par l'impôt.

M. Deroye a donc proposé l'adoption du vœu ci-après adopté après des discussions fort intéressantes et fort approfondies auxquelles prirent part MM. Jacquot, Arnould, inspecteurs de forêts et M. Maitre.

1° Le rendement total d'une forêt étant la somme du

1. Congrès de la Société Forestière de Franche-Comté et Belfort, 22 juin 1908.

revenu du sol et du revenu du capital bois (superficie) engagé dans l'exploitation, l'impôt foncier ne devra frapper que le revenu du sol sans atteindre le capital bois accumulé dans l'exploitation et constitué par la valeur du matériel des coupes en croissance et en réservé ;

2° Les revenus des forêts étant essentiellement périodiques, la méthode des annuités devra être employée pour calculer le revenu imposable des forêts ;

3° Le taux à employer pour le calcul du revenu imposable pour les annuités sera fixé par le règlement prescrivant les méthodes d'évaluation ;

4° Un agent des eaux et forêts devra être adjoint aux diverses commissions d'évaluation qui seront appelées à fonctionner ;

5° Ces commissions comprendront au moins un propriétaire forestier régisseur, marchand de bois, ou toute autre personne compétente.

Nous ne pouvons, nous aussi, qu'approuver là dessus les idées de M. Deroye. Nous reconnaissons la justesse de son raisonnement. La mise en pratique de ses idées apporterait tout au moins un peu plus de justice dans la répartition des charges fiscales. C'est au législateur de s'en inspirer.

L'allégement de l'impôt, sa répartition plus équitable, voilà à notre avis un des meilleurs remèdes à apporter à la situation des forêts privées.

Protection contre les incendies (1). — Il est une autre cause de destruction des forêts particulières aussi bien d'ailleurs que des forêts communales et domaniales contre laquelle on pourrait et on devrait prendre des mesures préventives plus efficaces (2).

Nous voulons parler des incendies de forêts.

On se rappelle peut-être les terribles ravages qu'ils ont occasionnés au cours de l'été exceptionnellement sec de l'année 1907. Les incendies forestiers se sont traduits alors par plus de 60 millions de dégâts. Le midi, surtout, fut particulièrement frappé. En présence du péril, des syndicats se sont formés notamment en vue de la défense des Landes contre l'incendie. « L'Etat devrait encourager non seulement la création de ces syndicats, mais à l'instar de ce qui se passe en Algérie, faire concourir à la restauration forestière l'effort de tous les services publics avec celui de l'initiative privée. » Les principales mesures prises en Algérie (nous n'en citons que quelques-unes) par l'administration pour protéger les forêts contre l'incendie, sont :

1° La construction de tranchées de séparation aussi

1. Cette question des incendies de forêts prend une importance plus grande, au moment où des associations d'utilité publique ou déclarées vont pouvoir acheter des forêts ou terrains à reboiser (voir chap. XI, la loi du 12 mars votée par la Chambre) à cause de la presque impossibilité pour elles, de se protéger contre ce risque par des assurances, étant donné l'élévation des tarifs des Compagnies.

2. Pour plus de détails, voir dans le *Matin* du 24 décembre 1907 un article de M. Paul Descombes sur la défense des forêts contre l'incendie.

longues que possible dans les massifs un peu considérables ;

2° La création de postes vigies situés sur des points élevés, de patrouilles composées de militaires et d'indigènes réquisitionnés circulant dans les forêts, d'équipes indigènes munies de pelles et de pioches dans chaque agglomération ;

3° L'autorisation accordée aux indigènes de brûler leurs terrains de parcours (la mise à feu de ces terrains n'était pas autorisée autrefois), les indigènes mettaient alors le feu clandestinement et l'incendie gagnait la forêt.

Il conviendrait d'y ajouter le forage des puits et l'acquisition d'un matériel d'incendie.

Ces mesures préventives ont donné en Algérie d'excellents résultats puisque en 1907 l'année même où le chiffre des pertes s'élevait pour la France à 60 millions, il n'atteignait dans notre colonie que 500.000 francs, alors qu'il avait dépassé 3 millions en 1902 et 5 millions en 1905.

Cette réduction considérable dans l'importance des sinistres montre l'efficacité des mesures prises.

L'adoption de mesures analogues appropriées dans chaque région aux conditions locales produirait en France le même résultat.

Elles s'imposent donc (1).

1. Nous avons signalé plus haut la création de syndicats dans les Landes en vue de la défense des forêts contre l'incendie. Cet exemple a

Enfin, pour en terminer avec les mesures tendant à assurer la conservation de la propriété boisée particulière, nous voudrions voir l'Etat, là où les circonstances le permettraient, mettre ses agents forestiers à la disposition des particuliers pour les aider à en assurer gratuitement la surveillance et les guider de leurs conseils.

Nous ne nous cachons pas que tous les moyens que nous venons successivement d'indiquer, loi plus efficace sur le défrichement, allégement et répartition plus juste des charges fiscales, subventions, etc., sont plutôt des palliatifs que des remèdes proprement dits. Nous ne nous faisons pas d'illusion. La propriété forestière privée tendra selon nous de plus en plus à disparaître, car elle nous semble porter en elle le germe même de sa mort.

été suivi. Le Comité interdépartemental permanent de la région tertiaire et des bois (Charente et Gironde) vient de constituer des associations syndicales libres conformément à la loi de 1865. Ces associations se donnent pour but : 1° l'exécution et l'entretien de pare-feux et travaux de défense contre les incendies des propriétés comprises dans un périmètre déterminé ; 2° la garde de ces propriétés au même point de vue ; 3° l'organisation de la lutte contre les incendies qui s'y déclaraient.

Il est pourvu aux dépenses résultant des travaux ou mesures ci-dessus, au moyen d'une cotisation d'environ 0 fr. 10 par hectare, fixée chaque année par l'assemblée générale.

CHAPITRE XI

Du rachat par l'Etat des principales forêts privées plus particulièrement menacées

Limites du rachat. — Crédits affectés par quelques Etats étrangers à l'acquisition des forêts. — Le reboisement en Angleterre. — Aide possible apportée à l'Etat par certaines personnes morales impérissables. — Associations ou sociétés reconnues d'utilité publique.

Le vrai remède, le seul vraiment logique et en tout cas le plus rapide pour éviter le péril dont nous paraît menacée la propriété forestière privée, est l'acquisition systématique par l'Etat des forêts particulières les plus en danger.

L'on nous permettra ici une courte remarque.

Un des résultats immédiats de ce rachat par l'Etat sera *l'agrandissement de son domaine forestier*. Or ne s'imposait-il pas pour d'autres causes? N'apparaissait-il pas déjà comme la conséquence logique de ce que nous avons exposé dans la première partie de ce travail? N'avons-nous pas vu, en effet, que l'espoir du pays était tout entier dans le domaine de l'Etat qui seul peut assurer la production normale et régulière du

bois d'œuvre, et n'avons-nous pas constaté la trop faible proportion des forêts domaniales dans le taux de boisement de notre pays ?

En concluant sur le principe de l'*inaliénabilité* des forêts domaniales, nous devons ajouter que non seulement l'Etat devait assurer l'intégrité de son domaine forestier et s'interdire au besoin d'y porter atteinte, mais encore que ce domaine, il était de son devoir de l'agrandir.

Si nous n'avons pas alors formulé cette seconde conclusion, c'est parce que la question de l'agrandissement du domaine forestier de l'Etat est également intimement liée à la question du rachat d'une partie de la propriété forestière privée, question que nous nous promettons, comme on le voit, d'examiner et à laquelle nous nous empressons de revenir.

Limites du rachat. — Quand on parle de rachat par l'Etat, il ne s'agit pas, bien entendu, pour l'Etat, d'acquérir toutes les forêts particulières (1).

On se heurterait bien vite à une impossibilité financière insurmontable, étant donné la situation actuelle de nos budgets. D'ailleurs, cela ne serait guère désirable pour toute une catégorie de lois.

1. Une résolution, présentée par M. Constans, tendant au rachat par l'Etat de toutes les forêts privées de plus de 50 hectares au fur et à mesure de leur mise en vente ou de la demande de défrichement par leur propriétaire, a été repoussée par la Chambre en 1908.

Il est en effet à la thèse de l'incapacité économique des propriétaires forestiers particuliers, différentes exceptions.

« Il existe en France à l'état de bois une grande quantité de terrains pauvres. Leur sol ne pourra jamais porter d'essences précieuses dont la belle venue demande des terres plus riches. Les possesseurs actuels peuvent en tirer en trente ou quarante ans sous forme d'étai de mines un produit rémunérateur. Comme le sol ne peut donner mieux, les particuliers sont ici tout aussi bien placés que l'Etat (1). »

Il ne saurait non plus être question, pour l'Etat, de racheter en pays de plaine ou de coteaux tous les petits bois épars éloignés des grandes forêts domaniales.

Leur surveillance et leur gestion serait par la suite trop difficile et trop coûteuse. Ils courent d'ailleurs moins de danger que les grands massifs. Beaucoup d'entre eux servent plutôt à l'ornement de propriétés ou forment des réserves de chasse. Leurs détenteurs mettent leur amour-propre à les voir en bon état, car l'ensemble de leur revenu n'en est pas trop diminué.

Enfin, pour certaines forêts, qui comme dans les Landes, sont surtout aménagées en vue de la production de la résine, l'Etat ne peut mieux faire que les particuliers.

1. M. Charles Guyot. *Réflexions sur la nationalisation du sol forestier.*

Mais où le rachat s'impose, c'est lorsqu'il s'agit des grands domaines forestiers privés. Ceux-là constituent pour leurs propriétaires une charge trop écrasante. Nous avons pu constater qu'ils deviennent la proie des syndicats de déboisement.

Or, jusqu'ici l'Etat n'a rien fait en ce sens, et les crédits affectés à cet usage sont purement dérisoires.

Il consacre bien annuellement, il est vrai, en application de la loi de 1882 une somme d'environ 3 millions à la restauration, au reboisement et à l'achat de terrains en montagnes. Ce crédit a même été porté à 3.376.000 francs en 1908 et à 3.500.000 francs cette année. Mais cette œuvre de reboisement a surtout un but de sécurité et de protection. La plus grande partie de la somme employée est dépensée en travaux proprement dits et à l'acquisition de terrains (le reste étant affecté aux subventions, aux communes et aux achats de graines), on est amené à reconnaître que la restauration des terrains en montagne nécessitera encore une quarantaine d'années (1).

Mais combien d'années s'écouleront encore avant que ces reboisements aient constitué des forêts véritables ! Et ces forêts ainsi créées, loin des centres de consommation et d'une exploitation difficile, n'auront dès longtemps pour la plupart qu'un intérêt économi-

1. Hüffel. *Législation et économie forestière*, 1903, liv. I.

que médiocre. A vrai, dire elles constitueront plutôt des forêts de protection que des forêts de production.

Composées d'essences résineuses telles que le pin, le sapin, l'épicéa et autres analogues employées à ces repeuplements, elles ne suppléeront pas au chêne ni aux autres bois durs disparus par l'anéantissement des forêts particulières situées en plaine.

Ce sont donc ces forêts de coteaux et de plaine qu'il importe à l'Etat d'acquérir (1). Or, sait-on ce qu'en France le budget qui règle les frais de gestion des forêts domaniales prévoit pour l'acquisition des terrains nus et boisés en vue de leur amélioration. Le chiffre ridicule de 6.000 francs !!!

1. Au centre du département du Pas-de-Calais dont le taux de boisement est maintenant très faible, 6 à 7 o/o, sur le plateau d'Artois dont la ligne de faite sépare les eaux qui d'un côté vont se jeter à la Manche et de l'autre coulent vers la mer du Nord, il existe encore quelques massifs boisés assez importants appartenant à des particuliers.

Une de ces forêts, d'une contenance de plusieurs centaines d'hectares fut mise en vente en 1908. Achetée par une société de déboiseurs, elle fut divisée en un certain nombre de lots et tous les arbres dépassant 40 centimètres!!! de tour à hauteur d'homme furent vendus à des marchands de bois. C'est la destruction complète du massif qui contenait des chênes et des hêtres magnifiques. Il faudra plus d'un siècle pour reconstituer la futaie. Or, à 9 kilomètres de là se profile à l'horizon la masse sombre de la forêt domaniale d'Hesdin (1.021 hectares). C'est assez dire que si l'Etat avait racheté le massif menacé, l'aménagement en eût été très facile et les frais de garde et d'entretien extrêmement réduits. Quand le bois d'œuvre deviendra encore plus rare, quand les régions moins élevées et très industrielles du département, ainsi que certaines plaines basses de la Flandre se trouveront inondées comme cela se produit déjà peut-être, s'apercevra-t-on des fautes commises? Mais il sera trop tard alors pour agir! Le devoir de l'Etat dans tout cas analogue n'est-il pas nettement tracé.

Les Etats étrangers sont plus prévoyants. Le budget prussien a élevé à 8 millions son crédit habituellement consacré à cet objet. Le budget d'Alsace-Lorraine consacre 50.000 marks à l'achat de forêts. Même préoccupation en Suisse où le canton de Berne à lui seul a racheté 2.000 hectares en quelques années.

Le budget belge y affecte 2 millions. C'est ainsi que l'an dernier l'Etat belge consacrait la somme de 1.235.000 francs à l'acquisition de la forêt Colfontaine menacée de destruction.

L'année précédente, il avait racheté 1500 hectares de forêts pour près de 2.000.000 de francs.

Même souci en Suède, en Italie (1) et en Autriche où dans le Karst, l'Etat a reconstitué 25.000 hectares de peuplements délabrés. Il projette aussi d'étendre à 28 0/0 le boisement de l'Illyrie (2).

Dans un autre ordre d'idées il est vrai, la ville de Vienne (Autriche) votait dans le seul intérêt de l'agrément et de l'hygiène de ses habitants la création, à l'entour de la ville, d'une ceinture de forêts et de prairies couvrant 4.400 hectares et ce projet est évalué à 52.500.000 francs.

1. Le roi d'Italie a fait de cette question le sujet de son dernier discours du trône (*Journal des Débats*, 27 janvier 1910).

2. *Bulletin de la Société forestière française des Amis des arbres* (année 1908, n° 61), article de M. E. Cardot sur la capitalisation forestière, p. 163.

Pourquoi n'imiterions-nous pas nos voisins ? Nos budgets, il est vrai, s'équilibrent difficilement et la prudence s'impose devant le flot montant des dépenses.

Mais quand il s'agit de mettre un terme à ces déboisements qui bouleversent les conditions économiques et climatiques de notre pays ! Quand il s'agit de défendre ou de compléter notre outillage économique national, doit-on marchander l'argent nécessaire ? N'est-il pas inadmissible que sur un budget de 4 milliards nous ne trouvions pas les quelques millions nécessaires pour assurer par le rachat la conservation des principales forêts les plus menacées ?

Mais admettons que ces quelques millions l'Etat ne puisse les prélever sur son budget annuel. Est-ce une raison pour ne rien faire ? Pourquoi ne pas recourir franchement à l'emprunt (1). A défaut d'emprunt public,

1. Le vaste plan de reboisement élaboré en Angleterre est audacieux et pratique. Il repose sur l'emprunt.

Une commission royale de dix-neuf membres fut nommée le 31 mars 1908 pour étudier le moyen d'occuper les ouvriers sans travail. Il lui a semblé que le meilleur était de les occuper au reboisement. Elle estime à 3.600.000 hectares la superficie des terrains peu productifs que l'on peut reboiser, mais comme les propriétaires hésiteraient toujours à sacrifier un revenu immédiat si faible soit-il et à immobiliser un capital en vue d'un avantage lointain, elle pense que l'Etat qui ne meurt pas sera mieux à même que les particuliers de mener à bien l'entreprise.

En principe donc, l'Etat doit exproprier et puisque ce sont les générations futures qui recueilleront les bénéfices, il doit demander à un emprunt les ressources nécessaires.

La commission propose deux systèmes. Le premier consisterait à planter 60.000 hectares par an pendant quatre-vingts ans. Il serait le plu

n'y a-t-il pas des moyens financiers permettant, tout en réduisant la dépense, de mener à bien cette entreprise si nécessaire à l'intérêt public ?

Dans un admirable article consacré à cette question M. Cardot proposait la solution suivante que nous considérons comme très pratique.

L'Etat aurait recours à l'un de nos grands établissements de crédit qui fonctionnent sous sa garantie (Crédit foncier, Caisse des dépôts et consignations, caisse d'épargne, etc.), qui ferait l'avance des fonds nécessaires. Cette avance serait remboursée par annuités comprenant l'intérêt et l'amortissement en une durée assez longue, cinquante à soixante ans. Cette solution diminuerait les sacrifices immédiats à consentir et aurait pour résultat de retarder le paiement de la majeure partie des dépenses jusqu'au moment où elles seraient très largement compensées par le produit même des forêts

coûteux (son avantage serait d'occuper immédiatement le plus grand nombre d'ouvriers sans travail).

Le second prévoit le reboisement de 2.400.000 hectares seulement, choisis parmi les terrains de qualité inférieure à raison de 30.000 hectares par an. Cette combinaison coûterait moitié moins cher. L'Etat débourserait 1, 125.000 francs la première année, davantage les suivantes jusqu'à la quarantième, où le coût serait de 39 millions. Mais de la quarantième à la soixante-dixième année, les revenus balanceraient les charges de l'emprunt ; après soixante-dix ans, le domaine forestier aurait atteint une valeur de 8 milliards, dépassant d'un milliard et demi le total des débours et produisant un revenu de 248 millions.

Ce plan de reboisement a été exposé par M. Vigouroux dans la *Revue des Idées Modernes*.

créées. Voici comment M. Cardot présente l'opération

Soit un domaine de 10.000 hectares mis en vente au prix de 10 millions. Le Crédit foncier avance la somme à l'Etat. Celui-ci le rembourse par annuité comprenant intérêts et amortissements et calculés à un taux de 3 à 3,50 0/0. L'annuité calculée ressort à environ 4 0/0 du capital avancé.

Donc l'Etat paiera chaque année pendant cinquante ans au crédit foncier une somme de..... 400.000 fr. mais il bénéficiera des exploitations et autres produits de la forêt.

Leur rendement, défalcation faite d'impôts de gestion, de surveillance, etc., s'élève à environ 30 francs l'hectare, soit..... 300.000 fr. reste donc à déboursier chaque

année..... 100.000 fr.

Ces chiffres dit M. Cardot ne sont pas hypothétiques, ils sont basés sur les valeurs estimatives en capital et et rendements obtenus pour des peuplements de taillis sous futaie très analogues à ceux mis en vente, d'où il ressort que pour une opération de cette importance la dépense à courir pendant cinquante ans ne dépasserait pas 100.000 francs.

Or, on estime actuellement à 15 ou 20 le nombre de

grandes forêts particulières qui pourraient disparaître. Elles couvrent une superficie d'environ 100.000 hectares et représentent une valeur de 100 millions.

En opérant suivant les indications précédentes de M. Cardot, le rachat entraînerait pendant cinquante ans défalcation faite du revenu de ces forêts une dépense annuelle de 1 million au budget. Ce million évidemment n'est pas de nature à compromettre l'équilibre d'un budget de 4 milliards ! D'ailleurs, peut-on à vrai dire parler ici de dépenses. N'est-ce pas plutôt un placement, une réserve d'avenir que l'on trouvera par la suite prodigieusement grossi ?(1)

Le rachat par l'Etat pour sauver la propriété forestière privée, nous paraît bien préférable aux systèmes préconisant des restrictions de plus en plus sévères aux droits des particuliers sur leurs propres forêts.

L'Etat pourrait facilement acquérir ces forêts privées en danger, soit à l'amiable, soit par expropriation pour cause d'utilité publique, par une simple extension de la loi de 1882 sur la restauration des terrains en montagne. Celle-ci limite l'utilité publique à l'extinction des torrents en cas de danger né et actuel. Il n'y aurait qu'à l'étendre très largement en vue de la production de « bois de fortes dimensions ».

1. Avec les sommes que coûtent les simples réparations des dégâts causés par le déboisement, on aurait plus qu'il n'en faut pour les éviter.

Mais peut-on dire, racheter 100.000 hectares, c'est bien, mais c'est peu, si on compare ce chiffre aux 6 millions d'hectares possédés par les particuliers. C'est vrai, mais ne pourrait-on donner à l'opération une plus grande portée ? Avec une subvention de 1 million, on va au plus pressé, avec des crédits plus forts, on assurerait pour l'avenir la conservation de la propriété forestière privée.

Si la charge était réellement trop lourde pour lui, pourquoi l'Etat ne permettrait-il pas à certaines personnes morales impérissables, associations ou sociétés reconnues d'utilité publique, de le seconder dans son rôle de conservateur ?

Nous savons que l'obstacle le plus important à toute velléité d'amélioration des forêts particulières, à la création de futaies, est la brièveté de la vie humaine. A chaque génération, un changement de maître, une crise dans laquelle la forêt risque fort d'être sacrifiée. Les personnes morales ne meurent pas. La perpétuité de leur gestion supprime la crise, perm et les calculs à longue échéance, rend possible les lentes transformations qui autrement n'auraient aucune chance de réussir (1).

En même temps que l'Etat acquerrait une partie des forêts privées, pourquoi n'engagerait-il pas dans cette voie les caisses d'épargne (2), les sociétés de

1. *Réflexions sur la naturalisation du sol forestier*, par Ch. Guyot.

2. Les caisses d'épargne ont 4 milliards à la Caisse des dépôts et consignations.

secours mutuels (1) dont l'utilité publique a été reconnue. Il faudrait, pour les associations, une mention expresse s'ajoutant à la loi de 1901 (2).

De même, pour la caisse d'épargne postale et les caisses d'épargne privées.

C'est d'ailleurs dans cet ordre d'idée que cette année (1909), M. Vigouroux, député au nom de la commission de l'agriculture de la Chambre, publiait un rapport tout à fait remarquable d'abord sur la proposition de loi de M. Ferdinand Bougère, portant modification des articles 6 et 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et autorisant les associations reconnues d'utilité publique ou déclarées à posséder des bois et des terrains à utiliser pour le reboisement, puis sur la proposition de loi de MM. Fernand David et Pierre Baudin ayant pour objet d'introduire dans la législation certaines dispositions permettant à divers établissements ou associations de coopérer à l'œuvre du reboisement du sol de la France.

Le rapport de M. Vigouroux concernait également une proposition de loi de MM. Ferdinand Bougère et Fernand David, relative à la faculté pour les propriétaires de soumettre leurs bois au régime forestier.

Ces trois propositions fusionnées en une loi unique dont le titre était ainsi libellé :

1. Les sociétés de secours mutuels disposent d'un capital de 500 millions.

2. M. Charles Guyot. *Réflexions sur la naturalisation du sol forestier.*

« Proposition de loi tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées » et qui comprenait six articles, ont été adoptées sans discussion après déclaration d'urgence par la Chambre des députés dans sa séance du 12 mars 1909 (1).

Voici certains passages du projet de loi.

Art. 4. — Le deuxième paragraphe de l'article 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901, sur le contrat d'association est ainsi complété ?

« Cependant elles peuvent acquérir à titre onéreux ou à titre gratuit, des bois, forêts ou terrains à boiser. »

Art. 5. — L'article 10 de la loi du 20 juillet 1895, sur les caisses d'épargne est modifié de la manière suivante :

« Les caisses d'épargne sont autorisées à employer leur fortune personnelle : 1^o.....; 2^o.....; 3^o.....; 4^o

« Elles pourront en outre employer la totalité des revenus de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune en valeurs locales énumérées ci-dessous, à la condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans le département où les caisses fonctionnent : bons de monts-de-piété, ou d'autres établissements reconnus d'utilité publique : prêts aux

1. Pour le texte complet de cette loi voir l'appendice, p. 159. Un amendement de M. Bonnevey consistant à ajouter le mot *approuvées* à la fin de l'alinéa 5 de l'article 1 et à l'article 2, a été incorporé au texte de la loi.

sociétés coopératives de crédit ou à la garantie d'opérations d'escompte de ces sociétés : *acquisitions de bois, forêts ou terrains à boiser* ; acquisition ou construction d'habitations à bon marché, etc.

Ainsi, en cas où l'Etat ne pourrait par suite de trop grandes difficultés budgétaires mener à lui seul assez rapidement le rachat des forêts privées, grâce à cette réforme législative, si elle était adoptée par le Sénat (1), plusieurs centaines de millions pourraient servir chaque année à des acquisitions de forêts particulières créées ou à des créations de forêts nouvelles.

Les garanties de sécurité données aux déposants ne diminueraient pas, bien au contraire, si dans le patrimoine des caisses d'épargne et des sociétés de secours mutuels, il entraît une forte proportion de capitaux immobiliers représentés par des forêts (2).

Donc, le rachat par l'Etat fonctionnant au besoin avec

1. La commission sénatoriale chargée d'étudier ce projet de loi voté par la Chambre, lui est unanimement favorable et elle a désigné comme rapporteur M. Audiffred. Le vote de cette loi bienfaisante ne semble pas douteux.

Le désastre survenu ces jours derniers à la suite de la crue de la Seine hâtera sans doute le vote du projet. En effet, le 27 janvier 1910, le bureau de la commission de l'agriculture de la Chambre qui a préparé le projet de loi, a décidé de réunir la commission d'urgence et de convoquer le ministre compétent pour aviser avec lui aux moyens de faire voter le plus rapidement possible les lois nécessaires.

2. La caisse d'épargne de Bordeaux vient de décider d'affecter un quart de la partie disponible de sa fortune personnelle à des travaux de reboisement. Cela représente une somme d'environ 150,000 francs qui va être ainsi réservée pour un essai de capitalisation forestière.

(Voir le *Journal des débats*, 27 janv. 1910).

les acquisitions par les sociétés, non seulement sauverait la propriété forestière privée de la ruine, mais il pourrait en outre contribuer à nous donner un domaine forestier dont l'importance serait plus en rapport avec l'étendue et les besoins de notre pays.

« Toute société qui ne veut pas dépérir doit maintenir entre ses cultures agricoles et arborescentes une juste proportion variable suivant les différentes régions du globe. En France, les économistes et les forestiers s'accordent à fixer cette proportion à environ un tiers du territoire. Or, nos ressources boisées avec leurs 9 millions d'hectares atteignent à peine le sixième de la surface territoriale (1).

En évaluant à 1 million d'hectares l'étendue couverte par les arbres épars dans les cultures et aux abords des routes, on obtient un total de 10 millions d'hectares présentant un déficit de 8 millions sur les 18 que devraient représenter le tiers du territoire.

Si l'on songe que nous avons en France 6.226.000 hectares de terres incultes dont une grande partie proviennent de déboisements inconsiderés, on voit de suite que si l'on rendait ces terres incultes à la production du bois on obtiendrait à peu près une reforestation rationnelle.

1. *Les forêts d'utilité publique*, par J. Reynard, ancien conservateur des forêts (1^{er} congrès de l'aménagement des montagnes. Bordeaux, 28-29 juillet 1905, compte rendu *in extenso*, p. 253).

La tâche de l'Etat, celle des associations et sociétés serait dès lors accomplie,

Mais il ne faut pas oublier la leçon qui pour nous se dégage de ce que nous avons pu exposer aussi bien dans la première partie de ce travail que dans la seconde. C'est qu'avant tout, l'espoir du pays est tout entier dans le domaine forestier de l'Etat. Tel qu'il est à cette heure, il est insuffisant. Tous nos efforts doivent donc tendre à l'agrandir, à plus forte raison devons-nous nous garder d'y porter atteinte, l'inaliénabilité des forêts domaniales s'impose.

Les forêts sont un legs dont la France actuelle n'a que l'usufruit. Elle manquerait à son devoir si elles les dilapidait.

Cette propriété constitue la dernière réserve de la fortune, le fonds sacré auquel un Etat ne doit toucher que dans une de ces crises suprêmes, où il s'agit du salut et de l'indépendance de la patrie.

Vu : le Président de la thèse
LARNAUDE

Vu : le Doyen
LYON-CAEN

Vu, et permis d'imprimer,
Le Vice-Président de l'Académie de Paris
L. LIARD

APPENDICE

Proposition de loi tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées

(Adoptée par la Chambre des députés)

Séance du 12 mars 1909.

Article premier. — L'article 1 du code forestier est ainsi modifié :

Art. 1. — Sont soumis au régime forestier et seront administrés conformément aux dispositions de la présente loi :

1° Les bois et forêts qui font partie du domaine de l'Etat ;

2° Les bois et forêts des communes et des sections de communes ;

3° Ceux des établissements publics ;

4° Les bois et forêts dans lesquels l'Etat, les communes ou les établissements publics ont des droits de propriété indivis avec des particuliers ;

5° Les bois, forêts et terrains à boiser des associations reconnues d'utilité publique et des sociétés de secours mutuels approuvées ;

6° Ceux des particuliers mentionnés par le paragraphe 3° de l'article 117.

Art. 2. — Les dispositions du Code forestier relatives aux bois des établissements publics sont applicables aux bois des associations reconnues d'utilité publique et les sociétés de secours mutuels approuvées.

Art. 3. — L'article 117 du Code forestier est ainsi complété :

Les dispositions des articles 91, 93, 94, 97, 107 (§ 2), 108 et 109 (§ 1) relatives aux bois des établissements publics, ainsi que les dispositions de la section II du titre X ; celles de la section I du titre XI à l'exception du paragraphe 2 de l'article 169 ; celles du paragraphe 2 de l'article 189 et celles de la section I du titre XIII, seront applicables aux bois des propriétaires et des sociétés qui en auront fait la demande à l'administration forestière.

L'administration forestière pourra se charger en tout ou en partie, de la conservation et de la régie de ces bois moyennant une redevance annuelle ou des perceptions établies d'après les règles édictées par l'article 106 pour les établissements publics.

Seront déclarées nulles, les conventions et les ventes conclues par les propriétaires ou les administrateurs de ces bois qui auraient consenti à des tiers des droits d'usage ou procédé à des coupes tant ordinaires qu'extraordinaires sans l'autorisation de l'administration forestière ou en dehors des conditions fixées par elle.

Art. 4. — Le deuxième paragraphe de l'article 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association est ainsi complété :

Cependant, elles peuvent acquérir à titre onéreux ou à titre gratuit des bois forêts ou terrains à boiser.

Art. 5. — Le deuxième paragraphe de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne est modifié de la manière suivante :

Elles pourront en outre employer la totalité des revenus de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune, en valeurs locales énumérées ci-dessous à la condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans le département où les caisses fonctionnent ; bons de monts-de-piété ou d'autres établissements reconnus d'utilité publique , prêts aux sociétés coopératives de crédit ou à la garantie d'opérations d'escompte de ces sociétés ; acquisition de bois, forêts ou terrains à boiser ; acquisition ou construction d'habitations à bon marché ; prêts hypothécaires aux sociétés de construction de ces habitations ou aux sociétés de crédit qui, ne les construisant pas elles-mêmes, ont pour objet d'en faciliter l'achat ou la construction, et en obligations de ces sociétés.

Art. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

BIBLIOGRAPHIE

Baudrillart. — Dict. des Eaux et Forêts.

Becquerel. — Des climats et de l'influence des sols boisés et non boisés.

Béquet. — Répertoire de droit administratif.

Cardot. — Aliénations des forêts domaniales et communales dans la Haute-Saône.

Cauwès. — Cours d'économie politique. Doctorat année scolaire, 1904-1905.

Clavé. — Etude sur l'économie forestière.

Dalloz. — Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence.

Arbois de Jubainville (d'). — Recherches sur l'origine de la propriété foncière en France.

Desjardins. — De l'aliénation et de la prescription des biens de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

Dornet (Paul). — Histoire de la forêt d'Orléans.

Glajeux (des). — De l'aliénation et de la prescription des biens de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

Ducrocq. — Traité des ventes domaniales.

Guitet (Vauquelin). — Article sur la Corse. La vie à la campagne, février 1907. Hachette.

Guyot (Charles). — La nationalisation du sol forestier.

Hüffel. — Législation et économie forestière.

Isambert. — Recueil général des anciennes lois françaises.

Larnaude, — Cours de droit public. Doctorat, années 1905-1906.

Lefèvre de la Planche. — Mémoire sur les matières domaniales ou Traité du domaine.

Leroy-Beaulieu. — Traité de la science des finances, t. I.

Lafosse (Henry). — Annales de la science agronomique française et étrangère.

Mathey. — Le pâturage en forêts.

Maurv. — Les forêts de la Gaule et de l'ancienne France.

Meaume. — Introduction historique à la jurisprudence forestière.

Mélard. — Insuffisance de la production du bois d'œuvre dans le monde. Paris, 1900. Imprimerie Nationale.

Pagard. — Revue de droit français et étranger, vol. de 1844, t. I, p. 241 et suiv.

Reynard (J.). — Les forêts d'utilité publique.

Rivière (A.). — Biens communaux en France.

Serrigny. — Revue de jurisprudence, année 1852, v. 2.

Sirey.

Tessier (L.-F.). — L'idée forestière dans l'histoire.

Toussaint. — Histoire des forêts dans les hautes vallées de la Saulx et de l'Ornain.

— L'aliénation des forêts de l'Etat devant l'opinion publique. Rothschild, 1865.

Revue et journaux

Bulletin trimestriel de la Société forestière française des Amis des Arbres.

Revue des Eaux et Forêts.

Annales forestières.

Annales de la Science agronomique française et étrangère.

Revue les Idées Modernes.

Compte rendu *in-extenso* du 1^{er} Congrès de l'aménagement des montagnes, tenu à Bordeaux, 28-29 juillet 1909.

Compte rendu détaillé du Congrès international de sylviculture tenu à Paris du 4 au 7 juin 1900.

Journaux

Journal des Débats.

Journal officiel.

Le Matin.

Le Petit Journal, etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	7-10
INTRODUCTION. — Utilité des forêts.....	11
PREMIÈRE SECTION. — Principaux services directs rendus par les forêts. — Le bois de feu. — Le bois d'œuvre. — Usages anciens et nou- veaux des bois d'œuvre. — Importation et exportation des bois en France en 1906 et 1907. — Craintes d'une disette générale de bois d'œuvre dans le monde.....	11-18
DEUXIÈME SECTION. — Principaux services indirects rendus par les forêts. — Leur influence sur le climat ; sur les pluies ; sur les sources ; sur le régime des cours d'eaux, etc. — Leur rôle esthétique et politique.....	18-26
CHAPITRE I. — Les richesses forestières de la Gaule et de l'ancienne France.....	26-31
CHAPITRE II. — Principales causes de la destruction des forêts au cours des siècles.....	32-42
Défrichements des moines. — Abus des droits d'usage. — Accroissement de la popu- lation. — Développement de la marine et	

de l'industrie. — Liberté complète du défrichement accordée aux particuliers par la Convention. — *Abandon du principe de l'inaliénabilité.* — Notre domaine forestier au commencement du xx^e siècle. — Taux de boisement de notre pays et comparaison avec les principales puissances étrangères.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE III. — Le principe de l'inaliénabilité sous
notre ancien droit..... 43-53

Le domaine de la Couronne. — Règles protégeant le domaine de la Couronne avant l'ordonnance de Moulins. — Ordonnance de Moulins de 1566 réglementant le principe de l'inaliénabilité du domaine. — Article 9 concernant les forêts. — Exceptions apparentes au principe de l'inaliénabilité du domaine de la Couronne. — Mesures spéciales prises pour la conservation des forêts en cas d'engagement, d'échange, etc.

CHAPITRE IV. — Le principe de l'inaliénabilité des
grandes masses forestières sous le droit de
la Révolution. — Lois des 25 juin-9 juillet
1790 ; des 6-23 août 1790, — Les articles 8 et
12 de la loi du 22 novembre-1^{er} décembre
1790. — De l'imprescriptibilité des grandes
masses forestières..... 54-61

CHAPITRE V. — Comment s'établit le principe nouveau de l'aliénabilité des forêts. — La loi des Finances du 25 mars 1817. — Les articles 143, 144, 145, 146, 147 de cette loi. — Interprétation de la jurisprudence. — Les aliénations des forêts au cours du XIX ^e siècle.....	62-72
CHAPITRE VI. — Avantages de l'aliénation des forêts	73-78
CHAPITRE VII. — Inconvénients de l'aliénation. — Vues divergentes de l'Etat et des particuliers au point de vue de la conservation et de l'exploitation des forêts. — Etat actuel de la propriété forestière privée en France et en Corse. — Syndicats de déboisements..	79-96
CHAPITRE VIII. — Recherches sur ce que sont devenues en fait les forêts aliénées dans le courant du XIX ^e siècle. — Témoignage de la presse. — Autorisations de défrichements accordées par l'administration.....	97 107
CHAPITRE IX. — Critique de la loi du 25 mars 1817 et de l'interprétation de la jurisprudence qui considère cette loi comme rendant désormais les forêts aliénables et prescriptibles.....	108-120
CONCLUSION.....	121-124

DEUXIÈME PARTIE

DE L'AGRANDISSEMENT DU DOMAINE FORESTIET DE L'ÉTAT PAR LE RACHAT DES PRINCIPALES FORÊTS PRIVÉES MENACÉES DE DESTRUCTION

CHAPITRE X. — Etude des mesures tendant à sauvegarder la propriété forestière privée en France. — Insuffisance de la loi actuelle sur les défrichements (art. 220 du Code forestier). — L'article 104 de la loi forestière algérienne (1903). — Mesures à prendre : régime de contrainte ou de liberté. — Le leçon du passé. — L'ordonnance de 1669. — La loi du 29 septembre 1791. — Réformes à souhaiter concernant le défrichement. — Les charges fiscales. — La lutte contre les incendies des forêts..... 127-142

CHAPITRE XI. — Du rachat par l'Etat des principales forêts privées plus particulièrement menacées..... 143-158

Limites du rachat. — Crédits affectés par quelques Etats étrangers à l'acquisition des forêts. — Le reboisement en Angleterre. — Aide possible apportée à l'Etat par certaines personnes morales impérissables. — Associations ou sociétés reconnues d'utilité

publique. — Vote par la Chambre le 12 mars 1909 du projet de loi rapporté par M. Vigouroux.

APPENDICE. — Texte de la proposition de Loi « tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées » (adoptée par la Chambre des Députés, séance du 12 mars 1909.).....	159
---	-----

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Achat de forêts, p. 146.

Affectation des forêts à la Caisse d'amortissement,
p. 65.

Agrandissement du domaine forestier de l'Etat, p. 142
et suivantes.

Aliénabilité des forêts. Comment s'est établi le principe
de l'aliénabilité, p. 62 et suivantes.

Algérie. Loi algérienne, 1903, p. 129, 130.

Aliénation des forêts au XIX^e siècle, p. 69, 70, 71, 72.

— Avantages de l'aliénation, p. 73, 74, 75, 76.
77.

— Inconvénients de l'aliénation, p. 79, 80, 81, 82,
83, 84, 85, 86.

Amortissement. Caisse d'amortissement, p. 65.

Angleterre. Le reboisement en Angleterre, p. 149.

Apanage, p. 45, 51.

Arrêts de la Cour de Nancy, 25 juin 1852, p. 66.

— de la Cour de cassation, 24 juin 1854, p. 67.

— de la Cour de Metz, 24 juin 1854, p. 68.

— de la Cour de Riom, 6 avril 1838, p. 111.

Assemblée constituante. P. 37, 54, 55.

Associations d'utilité publique, p. 154, 155.

Boisement. Taux de boisement de la France, des pays étrangers, p. 39-40.

Bois d'œuvre. Principaux usages du bois d'œuvre, p. 9, 10, 11, 12, 13, 14.

— Craintes d'une disette de bois d'œuvre, p. 15-16.

Cadaastre p. 98.

Caisse (d'épargne). Achat de forêts par les Caisses d'épargne, p. 155-156.

Châtaigners. Destruction des châtaigners en Corse, p. 90 à 94.

Climat. Influence des forêts sur le climat, p. 17.

Commerce des bois en 1906 et 1907, p. 14-15.

Conservation des forêts par l'Etat, p. 84 et suivantes.

— — les particuliers, p. 79 et suivantes.

Corse. Déboisement de la Corse, p. 90 à 94.

Coupes abusives, p. 93.

Credit Foncier. Avances à l'Etat, p. 151.

Déboisement de la France au cours des siècles, p. 29 à 39.

— De la Corse, p. 90, 91, 92, 93.

— Syndicats de déboisement, p. 94.

Défrichement. Défrichements des moines, p. 30.

— — des particuliers, p. 36, 37.

— Lois contre le défrichement, ordonnance Caron

de 1669, p. 132, loi du 29 septembre
1791, p. 133.

— Code forestier de 1827, p. 128, loi algérienne
contre les défrichements, 129, 130.

— Projet de loi du gouvernement contre le dé-
frichement déguisé, p. 136.

Dégrèvement d'impôts, p. 137, 138, 139.

Destruction des forêts. Indices de la destruction des
forêts aliénées, p. 97 à 108.

Domaine de la couronne, p. 43 et suivantes.

Echange, p. 50.

Edit de Moulins, p. 44.

Emplois nouveaux et anciens du bois d'œuvre, p. 10 à
15.

Engagement du domaine, p. 46, 47, 48, 49.

Engagiste (droits des), p. 46, 47, 48, 49.

Etats. Agrandissement du domaine forestier de l'Etat,
p. 143 et suivantes.

Exploitation des forêts par l'Etat, p. 84 à 89.

— — par les particuliers, p. 78, à 84,
88.

Gaule. Forêts de la Gaule, p. 24-30.

Impôt. Dégrèvement, répartition plus équitable de l'im-
pôt forestier, p. 137, 138, 139.

Imprescriptibilité des forêts sous l'ancien droit, p. 53.

— Sous le droit de la révolution, p. 59.

— Abandon du principe de l'imprescripti-
bilité, p. 110 et suivantes.

Inaliénabilité. Principe de l'inaliénabilité du domaine
sous l'ancien droit, p. 43 et suivantes.

— Sous le droit de la Révolution, p. 54 et suivantes.

— Abandon du principe de l'inaliénabilité,
p. 62 et suivantes.

Incendie de forêts. Mesures préventives contre incendie,
p. 140 à 142.

Influence des forêts sur le climat, p. 16 ; les sources,
p. 20 ; les pluies, p. 19.

Lois. Edit de Moulins, p. 44.

— Ordonnance de 1669, p. 35, 133.

— Loi des 25 juin-9 juillet 1790, p. 55.

— Loi des 6-23 août 1790, p. 55.

— Loi du 2 nivôse an IV, p. 53.

— Loi de finances du 25 mars 1817, p. 65.

Mines. Etais de mines, p. 12.

Moines. Défrichement de moines, p. 30.

Moulins. Edit de Moulins, p. 44.

Ordonnance de 1669, p. 35, 133.

Papier. Consommation de pâtes à papier, p. 13.

Pluies. Influence des forêts sur les pluies, p. 19.

Prescriptibilité des forêts, p. 110 et suivantes.

Propriété forestière privée en France, p. 90-94.

— en Corse, p. 90, 91, 92, 93.

Rachat des forêts privées par l'Etat, p. 143, 144, 145,
146, 147.

— Le rachat à l'étranger, p. 148.

Reboisement. Le reboisement en Angleterre, p. 149.

— La loi de 1882 sur le reboisement, p. 146.

Révocation des aliénations, p. 43, 44, 52.

Régime forestier. Soumission facultative des bois des particuliers au régime forestier, p. 154.

Services directs rendus par les forêts, p. 9 à 16.

— indirects rendus par les forêts, p. 16 et suivantes.

Source. Influence des Forêts sur les sources, p. 20, 21.

Syndicats contre les incendies, p. 140, 141, 142.

— de déboisements, p. 94.

Usage. Droit d'usage, origine, p. 31.

— Abus des droits d'usage, p. 32, 33, 34.

